



Publications du Conseil Consultatif des Droits de l'Homme  
Publications of the Advisory Council on Human Rights  
Publicaciones del Consejo Consultivo de los Derechos Humanos

*Les recommandations et avis consultatifs soumis  
à Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste*

*Juillet 2003 - Octobre 2007*

*Recommendations and Advisory Opinions Submitted to His  
Majesty King Mohammed VI May God Assist Him*

*July 2003 - October 2007*

*Las recomendaciones y opiniones consultivas sometidas a  
Su Majestad el Rey Mohammed VI, que Dios le glorifica*

*Julio 2003 - Octubre 2007*

**Publications du Conseil Consultatif des Droits de l'Homme**  
**Publications of the Advisory Council on Human Rights**  
**Publicaciones del Consejo Consultivo de los Derechos Humanos**

*Les recommandations et avis consultatifs soumis  
à Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste*

*Juillet 2003 - Octobre 2007*

*Recommendations and Advisory Opinions Submitted to His  
Majesty King Mohammed VI May God Assist Him*

*July 2003 - October 2007*

*Las recomendaciones y opiniones consultivas sometidas a  
Su Majestad el Rey Mohammed VI, que Dios le glorifica*

*Julio 2003 - Octubre 2007*

**Publications du Conseil Consultatif des Droits de l'Homme**

**2010**

Dépôt légal: 2010 MO 1703

ISBN : 978-9954-1-0040-0

Imprimerie El Maarif Al Jadida - Rabat

**Royaume du Maroc**  
**Conseil Consultatif des Droits de l'Homme**

*Les recommandations et avis consultatifs soumis  
à Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste  
Juillet 2003 - Octobre 2007*



## SOMMAIRE

<b>Présentation</b> .....	7
<b>Premièrement : Les recommandations du Conseil Consultatif des Droits de l'Homme</b> .....	9
Recommandation sur la compétence consultative du Conseil en matière d'étude des projets de conventions internationales et des textes législatifs et réglementaires relatifs aux droits de l'Homme .....	11
Recommandation relative à la réalisation d'un programme radiophonique et télévisé dans le cadre de la promotion de la culture des droits de l'Homme...	12
Recommandation relative à la création d'une Commission appelée «l'Instance Equité et Réconciliation» .....	13
<b>Deuxièmement : Avis consultatifs</b> .....	19
Avis consultatif sur l'harmonisation du Code pénal marocain en matière de la lutte contre la haine, la discrimination et la violence. ....	21
Avis Consultatif sur la création du Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger (CCME). ....	24
<b>Troisièmement : Les recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation</b> .....	41





## Présentation

Le Conseil Consultatif des Droits de l'Homme (CCDH) est une Institution nationale de promotion et de protection des droits de l'Homme, placée auprès de sa Majesté le Roi, pour l'assister sur toutes les questions relatives à la protection des droits de l'Homme, leur promotion, leur mise en œuvre, et la préservation de la dignité des citoyens et de leurs libertés individuelles et collectives, conformément à l'article premier du dahir n° 1.00.350 du 10 avril 2001 portant réorganisation du CCDH. Pour la mise en œuvre de ses compétences, le Conseil formule des avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par Sa Majesté le Roi, ou celles dont il s'autosaisit, et qui sont liées à la protection et à la promotion des droits de l'Homme, et formule les recommandations pertinentes à leur sujet.

Le Conseil a émis, depuis sa création en 1990, une série d'avis consultatifs, recommandations et mémorandums conformément à ses attributions. Depuis sa réorganisation en 2001, ces derniers, ont connu une évolution significative qui a marqué notamment la méthodologie de leur élaboration, basée sur une approche participative par le biais d'un dialogue pluriel et citoyen, et ce dans le contexte d'un vaste processus de réformes et de construction démocratique, dont particulièrement l'expérience marocaine en matière de justice transitionnelle.

Ces avis consultatifs, recommandations et mémorandums ont ainsi couvert divers domaines, portant sur l'élargissement des attributions du Conseil en vue de l'examen des projets de conventions internationales et des textes législatifs et réglementaires relatifs aux droits de l'Homme. En effet, le Conseil s'est penché sur la question de l'Harmonisation et du renforcement de la pratique conventionnelle de notre pays comme étant un élément stratégique dans l'accomplissement de ses missions, voire comme un indicateur de ses performances en matière d'harmonisation des législations nationales sur la base des principes et règles du droit international des droits de l'Homme. C'est dans ce cadre qu'on pourrait inscrire l'harmonisation et le renforcement du dispositif pénal en matière de lutte contre la haine, la discrimination et la violence ; la promotion de la culture des droits de l'Homme ; l'engagement dans le processus de justice transitionnelle, à travers la recommandation relative à la création de l'Instance Equité et Réconciliation ; et l'attention particulière accordée à la communauté marocaine à l'étranger, par la soumission d'un avis consultatif spécifiquement dédié à cette communauté.

Ces avis et recommandations peuvent être considérés, à l'instar des bonnes pratiques de nombreuses institutions nationales similaires, comme étant les principaux outils d'intervention du Conseil pour exprimer et rendre publiques ses propositions et ses positions en tant qu'Institution nationale des droits de l'Homme. L'approche participative dans l'élaboration de ces avis et





recommandations a permis d'accorder à ces dernières un intérêt particulier de la part de plusieurs acteurs y compris les ONG. Nous pouvons d'ailleurs être fiers du fait que Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'assiste, leur accorde une attention toute particulière. En effet, Sa Majesté a annoncé à l'occasion de la création du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger, sur recommandation du Conseil consultatif des droits de l'Homme, que le troisième fondement ayant sous-tendu cette recommandation tient au fait que le Souverain est "constamment réceptif aux avis consultatifs du CCDH, en raison de leur pertinence et de leur objectivité". Ceci constitue la plus forte expression de la confiance royale à l'égard des avis, propositions et recommandations du Conseil, en tant qu'institution nationale, pluraliste et indépendante.

Aussi, peut-on considérer les recommandations et les avis consultatifs du Conseil comme des références et des indicateurs susceptibles de dresser le bilan de son action et de traduire la volonté politique en matière de droits de l'Homme dans notre pays.

La présente publication contient les recommandations et les avis consultatifs adoptés par le Conseil, depuis sa réorganisation en 2001, en plus des recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation telles que publiées dans son rapport final (livre IV).

Cette publication pourrait être considérée comme une référence pour tous les acteurs des droits de l'Homme, dont notamment les ONG, les institutions de l'Etat et les universités, pour connaître l'un des mécanismes essentiels par lequel le Conseil exerce ses prérogatives et attributions. Elle permet également d'ouvrir un débat et de mener des recherches scientifiques et académiques sur le CCDH en général, et pour mieux comprendre la nature, la mission et le « langage » de cette prestigieuse institution.

*Mahjoub EL HAIBA*  
*Secrétaire Général du Conseil*  
*Consultatif des Droits de l'Homme*



**Premièrement**  
**Les recommandations du Conseil Consultatif**  
**des Droits de l'Homme**



## **Recommandation sur la compétence consultative du Conseil en matière d'étude des projets de conventions internationales et des textes législatifs et réglementaires relatifs aux droits de l'Homme**

Sire,

Le Conseil a étudié, lors de sa dix-neuvième réunion, dans le cadre d'une session ordinaire, les 10 et 11 jourmada I 1424 (11 et 12 juillet 2003), les dispositions contenues dans le dahir n° 1.00.350 du 15 moharram 1422 (10 avril 2001) concernant sa compétence consultative pour examiner de manière exhaustive l'harmonisation de la législation nationale avec les conventions internationales relatives aux droits de l'Homme. Il en a débattu sous ses différents aspects, en partant de la distinction, dans la méthodologie de travail, entre l'harmonisation à posteriori portant sur les textes législatifs et réglementaires en vigueur, et l'harmonisation, à priori, qui vise les projets à préparer à l'avenir.

Sire,

Il a été jugé opportun de soumettre à la Haute appréciation de Votre Majesté, une proposition sollicitant les Hautes Instructions Royales pour que soient transmis au Conseil, aux fins de les étudier et d'émettre à leur sujet un avis consultatif, les projets de conventions internationales et de lois, les décrets-lois, les décrets, ainsi que les propositions de lois régissant de manière directe, l'un des droits de l'Homme ou contenant des mesures pour mettre en œuvre l'un de ces droits et ce, lors de la phase d'examen de ces textes au niveau du gouvernement.

En vue d'assurer le fonctionnement normal de la procédure législative, il serait très utile, de présenter au Conseil, les avant-projets des différents textes lors de leur examen par les autorités gouvernementales, ou les autres autorités concernées par le sujet, de sorte que le Conseil ait suffisamment de temps pour les étudier et soumettre ses propositions à leur égard, à Sa Majesté le Roi, que Dieu L'assiste.

Afin de permettre au Conseil d'exercer cette compétence consultative dans le domaine législatif, de manière à garantir le respect de sa position, en tant qu'institution spécialisée et indépendante placée auprès de Sa Majesté le Roi, il sollicite les Hautes Orientations de Sa Majesté, pour que le gouvernement remette ces projets au Cabinet Royal, afin qu'il les transmette au Conseil consultatif, qui se chargera par la suite de soumettre un avis consultatif à la Haute appréciation de Sa Majesté, que Dieu L'assiste.

## **Recommandation relative à la réalisation d'un programme radiophonique et télévisé dans le cadre de la promotion de la culture des droits de l'Homme**

Sire,

Le Conseil a examiné lors de sa dix-neuvième réunion, dans le cadre d'une session ordinaire, les 10 et 11 jourada I 1424 (11 et 12 juillet 2003), le programme d'action d'étape élaboré par le groupe de travail chargé de la promotion de la culture des droits de l'Homme, à la lumière des dispositions contenues dans le dahir n° 1.00.350 du 15 moharram 1422 (10 Avril 2001), relatives à la compétence du Conseil «de contribuer à la diffusion et à l'ancrage de la culture des droits de l'Homme par tous les moyens appropriés.»

Considérant l'importance stratégique de la promotion de la culture des droits de l'Homme parmi les missions du Conseil consultatif des droits de l'Homme et son programme futur;

Etant donné le consensus qui s'est dégagé sur le rôle de la sensibilisation aux valeurs qui fondent les droits de l'Homme, par les canaux de l'éducation et de la culture, surtout au lendemain des événements du 16 mai;

Et, compte tenu du rôle des médias audio-visuels dans l'extension du champ de diffusion de la culture des droits de l'Homme à un large public;

Sire,

Le Conseil soumet à Sa Majesté le Roi, que Dieu L'assiste, un avis consultatif sollicitant l'agrément Royal de procéder à la réalisation d'un programme radiophonique et télévisé «trois minutes pour savoir», en attendant l'élaboration d'un plan national de promotion de la culture des droits de l'Homme, avec la participation de tous les acteurs étatiques et non étatiques.

## Recommandation relative à la création d'une Commission appelée «Instance Équité et Réconciliation»

### Exposé des motifs

Considérant la haute volonté de sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu l'assiste de consacrer les valeurs, l'esprit et la culture des droits de l'Homme en tant que choix constant du Royaume du Maroc, résolument et maintes fois affirmé par Sa Majesté dans ses interventions telles que:

*«Nous réitérons Notre attachement aux droits de l'Homme et aux valeurs de liberté car Nous avons la ferme conviction que le respect des droits de l'Homme et la souscription aux chartes internationales consacrant ces droits ne relèvent pas du luxe ou de la mode, mais d'une nécessité dictée par les exigences de l'évolution, du développement et du progrès. Nous estimons, pour Notre part, qu'il n'existe aucune incompatibilité entre l'ambition de développement et les droits humains d'autant qu'il n'y a pas d'antinomie entre l'Islam, qui a honoré l'être humain, et les droits de l'Homme. Pour toutes ces raisons, Nous estimons que le prochain siècle sera par excellence le siècle du respect des droits de l'Homme ou ne sera pas».* Extrait du message Royal du 10 décembre 1999 à l'occasion du 51<sup>ème</sup> anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

S'inspirant de la profonde portée philosophique et de la ferme volonté royale maintes fois soulignée par Sa Majesté de clore, de manière juste et équitable, le dossier de la disparition forcée, de la détention arbitraire et de l'exil pour des motifs politiques et de réhabiliter les victimes et la société dans le cadre de la continuité et le développement d'un Maroc solidaire et réconcilié avec lui, résolument tourné vers un avenir meilleur, ainsi que l'a déclaré sa Majesté:

*«Nous avons accordé aux droits de l'Homme une attention particulière, laquelle a pris forme à travers plusieurs mesures et actions visant à réconcilier les Marocains avec leur passé et à remédier aux dépassements et violations. Notre objectif a toujours été d'asseoir les conditions à même de garantir un avenir meilleur à travers la réparation du préjudice, la réhabilitation des victimes et l'établissement de garanties préventives et protectrices qui permettent de rompre avec les pratiques du passé. D'autant que notre appel à se départir de la rancœur et à s'imprégner de la culture de la tolérance conjugée à l'équité est à même d'ouvrir grands les horizons et de nous faire accéder, dans toute la fierté et la responsabilité, à un avenir radieux».* Extrait du message Royal



adressé le 10 janvier 2001 aux participants au 34<sup>ème</sup> Congrès de la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme tenu à Casablanca.

Se basant sur les desseins de la noble charia islamique qui prône la vertu et la tolérance en tant que valeurs inspiratrices du comportement et de l'éducation, et fait de la justice un principe de base dans les relations entre les Hommes que le Très Haut a honoré;

En vue d'approfondir la transition démocratique conduite par Sa Majesté le Roi, de la préserver contre les éventuels périls et de la consolider en ce qu'elle constitue un choix irréversible;

Se basant sur l'attachement constant du Royaume du Maroc aux droits de l'Homme tels qu'ils sont universellement reconnus et consacrés par la Constitution;

S'inspirant des principes et dispositions du droit international des droits de l'Homme en général, et des engagements de l'Etat marocain dans le cadre des conventions relatives aux droits de l'Homme;

Poursuivant et parachevant les réalisations et les acquis en matière de règlement équitable du dossier des violations, entrepris depuis la dernière décennie du règne de feu Sa Majesté le Roi Hassan II que Dieu l'accueille en sa sainte miséricorde, et ayant débouché sur l'amnistie de centaines de détenus politiques et le retour d'exilés, la réintégration de la majorité d'entre eux dans leurs fonctions et le recouvrement de leurs droits, la libération de centaines de victimes de la disparition forcée, la fermeture des anciens centres de détention illégaux et l'indemnisation de milliers de victimes par l'Instance d'Arbitrage Indépendante chargée de l'Indemnisation au titre des préjudices moral et matériel subis par les victimes de la disparition forcée et de la détention arbitraire ainsi que leurs ayant-droits;

Compte tenu des règles de justice et d'équité ayant servi de fondement à la mission dévolue à l'instance précitée;

Partant des déclarations du Président du Conseil Consultatif des Droits de l'Homme à l'ouverture de la 17<sup>ème</sup> session dudit Conseil en date du 13 mars 2003 concernant la forte détermination de Sa Majesté le Roi à tourner définitivement la page du passé, dans la sérénité et sur la base des principes de justice et d'équité, ainsi que l'engagement du Maroc à la réparation et à la réconciliation dans un cadre humanitaire et civilisé, sachant que la vision réductrice qui avait été dictée par la conjoncture du passé est révolue à tout jamais, pour céder la place à une vision globale des droits de l'Homme que le Maroc peut adopter et qu'il se doit de mettre en œuvre;

En vue de conforter la force de proposition, responsable et constructive, dont ont fait montre aussi bien les acteurs dans le domaine des droits de l'Homme et les politiques que les victimes à l'occasion du Symposium national sur le règlement juste des violations graves du passé;

Dans le dessein de renforcer l'accumulation positive de réappropriation et de préservation de la mémoire collective et individuelle, concrétisée notamment à travers des œuvres culturelles et artistiques et des «pèlerinages» symboliques pour la Vérité vers d'anciens lieux de détention au secret;

Consacrant le dialogue constructif établi avec les représentants des autorités gouvernementales, les représentants des victimes et le mouvement des droits de l'Homme concernant le règlement de l'ensemble des dossiers du passé restés en suspens;

S'inspirant des enseignements tirés des expériences nationales de pays dont les peuples se sont courageusement engagés dans la réconciliation avec leur passé, à travers des processus qui visent la préservation de la mémoire, rendent justice aux victimes, et consacrent l'unité nationale et l'Etat de droit dans ses toutes dimensions institutionnelle, législative, culturelle et éducative, par l'entremise de commissions de vérité et de réconciliation œuvrant dans le cadre d'une justice transitionnelle fondée sur les principes de justice et d'équité.

A la lumière de ce qui précède, le Conseil Consultatif des Droits de l'Homme, en affirmant que l'approche qu'il préconise pour le règlement et la clôture du dossier des abus du passé procède d'une démarche dépourvue de tout esprit de rancœur ou de revanche de même qu'elle se démarque de toute recherche de responsabilité pénale; ayant en vue les nobles objectifs maintes fois rappelés par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, s'inscrivant dans le processus de réconciliation des Marocains avec leur passé, et dans le but de dépasser les effets de la rancœur et guérir les blessures, de mettre en œuvre toutes les formes de réparation médicale et humaine, de réhabilitation et d'intégration sociale des victimes et de leurs ayants droit, loin de toute exploitation mercantile ou idéologique de la vérité; et soucieux d'instaurer la culture de la tolérance conjuguée à l'équité, d'asseoir les garanties de prévention et de non reproduction des abus du passé, et de s'inscrire dans une nouvelle ère où toutes les potentialités seront investies dans l'édification d'un Maroc démocratique, moderne, fort, ouvert et tolérant, capable de faire face aux problèmes réels et concrets que confrontent ses nouvelles générations;

Se basant sur les motifs précités et sur tout ce qui peut les compléter en faveur de la justice et de l'équité, de la promotion de la réconciliation et la préservation de la mémoire, et en vue d'adjoindre les acquis et les mesures entreprises à ce



jour aux autres revendications justes et légitimes exprimées par les victimes, le mouvement des droits de l'Homme et la société, dans le cadre d'une approche et vision globales présidant au règlement définitif du dossier dans un esprit humanitaire et une perspective civilisationnelle;

Se basant sur les discussions approfondies, les délibérations élargies et le dialogue sérieux et responsable qui ont eu lieu au sein du Conseil concernant la poursuite et le parachèvement du règlement définitif et équitable des violations graves du passé;

Le Conseil Consultatif des Droits de l'Homme a l'honneur de proposer à la haute appréciation de Sa Majesté le Roi Mohammed VI la recommandation suivante:

Instituer, conformément à l'article 7 du dahir du 15 Moharrem 1422 (10 avril 2001) portant réorganisation du Conseil Consultatif des Droits de l'Homme, une commission ad hoc dénommée «Instance équité et réconciliation», composée de personnalités faisant autorité pour leur compétence et intégrité intellectuelles et leur attachement sincère aux principes des droits de l'Homme et qui sera chargée, dans un délai de neuf mois prorogeable, le cas échéant, de trois mois au maximum, des missions suivantes :

1. Procéder à une évaluation globale du processus de règlement du dossier de la disparition forcée et de la détention arbitraire depuis son lancement, à travers le contact et le dialogue avec le gouvernement, l'Instance d'Arbitrage Indépendante antérieurement chargée des indemnisations ainsi qu'avec les autorités publiques et administratives concernées, les organisations des droits de l'Homme et les familles des victimes;
2. Poursuivre la recherche concernant les cas de disparitions forcées non encore élucidés et fournir tous les efforts pour aboutir à des résultats à leur sujet;
3. Veiller à résoudre les cas des victimes de la disparition forcée et de la détention arbitraire dont le décès est jugé établi par l'instance et ce, par la détermination des lieux d'inhumation en vue de permettre à leurs proches de s'y rendre et de s'y recueillir;
4. Poursuivre l'action de l'Instance d'Arbitrage Indépendante chargée de l'indemnisation au titre des préjudices matériel et moral subis par les victimes de la disparition forcée et de la détention arbitraire et leurs ayants droit, sur la base du même fondement arbitral et des principes de justice et d'équité en vue de statuer sur les demandes qui lui ont été soumises après l'expiration du délai antérieurement fixé au 31 décembre 1999. A cet effet, un délai d'un mois est ouvert pour recevoir des demandes d'indemnisation et ce, à compter de la date d'annonce de l'approbation de la présente recommandation par Sa Majesté le Roi;

5. L'Instance demeure compétente pour fixer un délai concernant les demandes des ayants droit dans les cas prévus au paragraphe 2 ci-dessus;
6. Veiller à la réparation de tous les préjudices subis par les personnes victimes de la disparition forcée et de la détention arbitraire et ce, par l'élaboration de propositions et de recommandations concernant l'intégration sociale, la réhabilitation et la réadaptation psychologique et médicale des victimes, le parachèvement du règlement des problèmes administratifs, juridiques et de réintégration professionnelle non encore résolus et l'examen des demandes relatives aux cas d'expropriation;
7. Elaborer un rapport tenant lieu de document officiel de "l'Instance équité et réconciliation", comportant les conclusions des recherches effectuées et l'analyse des violations liées à la disparition forcée et à la détention arbitraire ainsi qu'un exposé des réalisations accomplies concernant les dossiers liés auxdites violations, et faisant état des recommandations et propositions à même de préserver la mémoire, de garantir la rupture définitive avec les pratiques du passé et de résoudre les conséquences des souffrances causées aux victimes, de rétablir et renforcer la confiance en l'Etat de Droit et le respect des droits de l'Homme;
8. En vue de mettre en œuvre les missions fixées ci-dessus, l'Instance entreprend toutes les actions visant à faire la lumière sur les faits non encore élucidés, réparer les préjudices, réhabiliter les victimes, promouvoir et réaliser la réconciliation. A cet effet, toutes les autorités et les établissements publics sont tenus d'apporter leur concours à l'Instance et lui fournir toutes informations et données à même de lui permettre de s'acquitter de ses missions;
9. L'Instance et ses membres s'engagent à respecter et préserver le caractère confidentiel de toutes les sources d'information ainsi que la teneur des discussions et délibérations de l'Instance;
10. L'action de l'Instance s'inscrit dans le cadre du règlement extrajudiciaire en cours visant le règlement du dossier des violations passées des droits de l'Homme. L'Instance ne peut, en aucun cas, après avoir effectué les enquêtes nécessaires, invoquer les responsabilités individuelles quelles qu'elles soient. Elle veillera à ne prendre aucune initiative de nature à susciter la désunion ou la rancœur ou semer la discorde.

### *Vingtième réunion*

*17 Chaaban 1424, correspondant au 14 Octobre 2003*





*Deuxièmement*  
*Avis consultatifs*



## **Avis consultatif sur l'harmonisation du Code pénal marocain en matière de la lutte contre la haine, la discrimination et la violence**

Dans le discours du Trône de l'année 2003, Sa Majesté le Roi, que Dieu L'assiste, a bien voulu charger le Conseil consultatif des droits de l'Homme de «préparer les propositions nécessaires pour combler les lacunes juridiques dans le domaine de la lutte contre toutes les formes de discrimination, de haine et de violence».

Le Conseil a l'insigne honneur de faire part à Sa Majesté le Roi, de sa fierté pour la précieuse confiance Royale qui lui a été témoignée en lui confiant cette mission; ainsi que sa considération et sa profonde gratitude à Sa Majesté le Roi, qui veille à ce que le Conseil exerce toutes ses prérogatives.

Le Conseil a mené une étude spécialisée et détaillée des dispositions de la législation pénale marocaine ayant trait à la lutte contre la discrimination, la haine et la violence, à la lumière de ce que prévoient les conventions internationales et de ce qui ressort du droit comparé dans ce domaine.

A cet égard, le Conseil est parti du fait que la répression légitime, juste et efficace des différentes manifestations de la discrimination, de la haine et de la violence, est l'un des principaux fondements de l'Etat de droit et de la démocratie. Elle est au cœur de la protection des droits de l'Homme à vivre en sécurité et tranquillité et à jouir des libertés fondamentales sans discrimination fondée sur le handicap, le sexe, la race, la religion, la culture, le statut social, ou autre.

Après avoir délibéré des résultats de cette étude spécialisée, lors de sa session tenue le 20 juillet 2004;

Le Conseil a noté que le Code pénal marocain a été récemment modifié et complété dans le sens de l'incrimination des diverses formes de violence, de discrimination et de la haine qui y conduit, ainsi que l'incitation à la violence et l'apologie des crimes de terrorisme. Ceci, en vertu de la loi n° 24.03, promulguée par le dahir n° 1.03.207 du 16 ramadan 1424 (11 novembre 2003), la loi n° 02.03 relative à la lutte contre le terrorisme, promulguée par le dahir n° 1.03.140 du 26 rabia I 1424 (28 mai 2003), ainsi que la loi n° 77.00 modifiant et complétant la loi sur la presse, promulguée par le dahir n° 1.02.207 du 25 rajab 1423 (3 Octobre 2003).

Il ressort également du débat portant sur cette question que le Code pénal, en dépit du fait qu'il prévoit des dispositions novatrices en matière d'incrimination de diverses formes de violence, de discrimination et de la haine qui y conduit, ainsi que l'incitation à la violence et l'apologie des crimes de terrorisme les plus dangereux, ce code a toutefois besoin d'être revu en vue de sa modernisation et de son harmonisation avec les différents développements de la société, les instruments internationaux en la matière, la pensée pénale contemporaine et les nouveautés législatives. Et ce, en veillant à la normalisation de la terminologie pénale relative aux différentes formes de discrimination incriminées, sur la base des définitions les plus élaborées au plan international et en veillant à la cohérence du Code pénal avec les autres textes législatifs qui prévoient des dispositions pénales dont la révision, dans cette optique, est requise.

En conséquence, le Conseil soumet à la Haute attention de Sa Majesté le Roi, les deux propositions suivantes: la première concerne la prise de mesures pratiques et procédurales pour mettre en œuvre les nouvelles dispositions, et la seconde se rapporte à la nécessité de procéder à une révision du Code pénal.

### **La première proposition: mise en œuvre des nouvelles dispositions**

Pour la mise en œuvre des nouvelles dispositions instaurées par la révision de la législation précitée, le Conseil estime que l'existence de lois ne suffit pas à elle seule, mais qu'il y a lieu de favoriser la prévention de la criminalité, en premier lieu, et de mettre en application les législations, en second lieu;

En raison de la modernité et de la diversité des multiples dispositions liées à la lutte contre les diverses formes de haine, de discrimination, de violence et l'incitation à en faire usage, le besoin se ressent quant à:

1. L'édition d'un guide pratique qui explique les nouvelles dispositions et les modalités de leur mise en œuvre, ainsi que son adoption comme base pour une sensibilisation et une formation systématiques des différentes composantes de l'appareil judiciaire et ses auxiliaires, en particulier les fonctionnaires chargés de l'application des lois et toutes les personnes et auxiliaires de la justice;
2. La sensibilisation aux valeurs de tolérance, d'égalité et d'acceptation de la différence, ainsi que la diffusion de la culture de la citoyenneté moderne. Ceci, par les différents canaux de l'éducation, de la formation, de l'orientation et de la communication publique, visant à prévenir les crimes de racisme, de haine, de discrimination et d'incitation à en faire usage.

## La deuxième proposition : révision et modernisation du Code pénal

Prenant en considération les travaux de recherche et les études spécialisées menées par le Conseil consultatif, lors de son précédent mandat, sur des sujets capitaux portant sur certaines dispositions du Code pénal;

Partant de l'étude spécialisée et du débat qui s'en est suivi, menés par le Conseil dans sa nouvelle composition, à ce sujet, le Conseil sollicite la Haute appréciation de Sa Majesté le Roi, que Dieu L'assiste, pour la révision de ce code, afin d'atteindre les objectifs généraux escomptés, précités, parmi lesquels:

1. Préciser la qualification et les éléments constitutifs des délits d'injure et de diffamation associés aux différentes formes de haine et de violence, ainsi que l'incrimination des injures et de la diffamation dirigées contre des catégories qui s'avèrent être des victimes des différentes formes de discrimination condamnées, chaque fois que ceci est associé à l'incitation des gens à haïr telle catégorie ou telle autre;
2. Réaliser l'harmonie avec les principes et les fondements de la nouvelle philosophie pénale développée dans les règles du nouveau Code de procédure pénale, ayant consacré des orientations modernes et nouvelles en matière de garanties juridiques d'un procès équitable;
3. Consolider les acquis des femmes et des enfants à travers le Code de la famille, le Code du travail et les amendements apportés au Code pénal en vertu de la loi n° 24.03 et ce, pour concrétiser la Haute volonté Royale et celle de la nation. Il y a lieu en outre, d'intégrer de nouvelles définitions et dispositions relatives à l'incrimination des actes de maltraitance, d'exploitation et de violence qui font l'objet de l'engagement du Royaume du Maroc en vertu des conventions internationales relatives aux droits de l'Homme qu'il a ratifiées ou auxquelles il a adhéré.

Le Conseil s'en remet à la Haute et judicieuse appréciation de Sa Majesté le Roi, que Dieu L'assiste.

*Vingt-deuxième réunion*

*Mardi le 02 Joumada 1425, correspondant au 20 Juillet 2004*



# Avis Consultatif sur la création du Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger (CCME)

## I. Fondements de l'avis consultatif

Le 6 novembre 2006, S.M. le Roi Mohamed VI confiait au Conseil Consultatif des Droits de l'Homme la mission «de mener de larges consultations avec toutes les parties concernées en vue d'émettre un avis consultatif concernant la création de ce nouveau Conseil [CME], qui se doit d'allier, dans sa composition, les exigences de compétence, de représentativité, d'efficacité et de crédibilité».

Conformément aux directives royales, le CCDH a mené de larges consultations avec le concours de sa Commission Immigration et d'un groupe de travail composé de chercheurs Marocains, travaillant au Maroc même ou installés à l'étranger, d'acteurs associatifs et d'élus d'origine marocaine issus de l'émigration. Le CCDH a par ailleurs bénéficié du concours du Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération, des Ambassadeurs de Sa Majesté dans plusieurs pays d'émigration, du Ministère Délégué Chargé de la communauté marocaine résidant à l'étranger, de la Fondation Hassan II pour les RME et de la Fondation Mohamed V pour la solidarité.

### 1. Des consultations larges

Le programme des consultations menées a notamment inclus l'organisation de quatre séminaires au Maroc, l'organisation de près de 62 réunions de consultation dans 20 pays de résidence des émigrés marocains, un questionnaire adressé par internet aux émigrés marocains et des rencontres avec les partis politiques et la société civile marocains. Les avis des départements ministériels et des fondations impliqués dans la gestion de l'émigration ont été sollicités et toutes les associations et personnalités qui ont demandé à être reçues au CCDH l'ont été.

Au total, ce sont plus de 3000 acteurs associatifs et politiques, élus, créateurs, entrepreneurs, responsables religieux, responsables publics et chercheurs qui auront été associés à ces activités et dont l'avis aura été recueilli. Leurs appréciations et suggestions sont consignées dans le rapport du CCDH qui accompagne cet Avis. De même, les actes des séminaires et les contributions individuelles reçues sont publiés sur le site du CCDH et seront prochainement édités.

C'est à la lumière des matériaux rassemblés durant l'ensemble de ces activités; au vu des travaux scientifiques disponibles; après étude des expériences internationales en matière de représentation des citoyens émigrés; après analyse

de l'abondant courrier adressé durant cette période au CCDH et suite à ses délibérations que le CCDH a élaboré le présent Avis qu'il soumet à la Haute appréciation royale. La formule du CME proposée est apparue comme la plus appropriée à la situation actuelle et à la dynamique enclenchée depuis les discours royaux de novembre 2005 et novembre 2006.

Cette formule part d'un triple constat :

- ✧ La nécessité d'insérer la création du Conseil dans le cadre d'une politique publique rénovée et ambitieuse à même d'accompagner les mutations radicales de l'émigration;
- ✧ La quasi-unanimité de tous les interlocuteurs, publics et privés, à l'extérieur comme au Maroc, sur la nécessité de créer le Conseil et sur la nature de ses principales missions;
- ✧ L'existence d'appréciations différentes lorsqu'il s'agit des modalités de son établissement : les opinions varient du suffrage direct à la désignation, en passant par des formules intermédiaires, telles que la combinaison du suffrage direct et la désignation, ou la composition majoritaire du Conseil à partir d'organisations d'émigrés existantes. L'expérience internationale montre par ailleurs la diversité des formules retenues et leur caractère en général évolutif.

Tenant compte de tous ces paramètres, le CCDH suggère justement une formule évolutive qui permettrait aux membres du Conseil dans sa première composition d'approfondir la réflexion sur cette question et de proposer, au terme du premier mandat du Conseil, l'inflexion, dans un sens ou dans l'autre, des modalités de sa composition. Il reviendra aussi au Conseil de réfléchir aux modalités permettant une meilleure implication de l'émigration dans le développement humain du Maroc et dans la vie démocratique du pays.

Cette implication impose cependant que le Conseil pérennise l'approche participative qui a présidé aux consultations du CCDH, voire l'élargisse, de manière à toucher tous les acteurs des communautés marocaines établies à l'étranger, et ce à travers, notamment, l'établissement, chaque fois que de besoin, de commissions de travail ad hoc, rassemblant aux côtés de membres du futur Conseil des compétences marocaines de l'extérieur, et l'organisation de séminaires thématiques rassemblant les Marocains émigrés par champ de compétence ou d'intérêt ou par pays, voire par continent.

## **2. Une émigration en pleine mutation**

En moins de quatre décennies, l'émigration marocaine s'est profondément transformée à cause notamment :

- ❖ D'une mondialisation de plus en plus affirmée (les émigrés Marocains sont aujourd'hui implantés sur tous les continents, même si le poids de l'Europe reste de loin prédominant);
- ❖ D'une féminisation croissante (près d'un émigré marocain sur deux est une femme);
- ❖ De la sédentarisation définitive dans les pays de résidence (avec l'émergence des deuxième et troisième générations, nées et socialisées ailleurs qu'au Maroc);
- ❖ De l'extension des aires de recrutement à l'ensemble des régions du Maroc et, enfin;
- ❖ De la diversification des profils socioprofessionnels des émigrés marocains.

La mobilité croissante des personnes, induite par la mondialisation et par son corollaire que sont les déplacements des personnes hautement qualifiées, est un phénomène qui touche et touchera de plus en plus le Maroc. De manière générale, le niveau scolaire des émigrants Marocains s'est élevé et l'émigration illégale, encouragée par le développement des réseaux de trafic des êtres humains, reste un trait majeur et le restera probablement, malgré les efforts publics de ces dernières années en matière de contrôle des frontières.

L'enracinement dans les pays de résidence, que révèle notamment le fort mouvement de naturalisation des Marocain(e)s, reste néanmoins un processus complexe et contrarié par la xénophobie et les manifestations diverses de discrimination. Ce processus va aussi de pair avec le maintien de rapports affectifs très forts au Maroc, rapports qui se manifestent de diverses manières : retours massifs lors des périodes estivales, hausse du montant global des transferts de revenus, implication de centaines d'associations d'émigrés dans des projets de coopération avec le Maroc.

Une donnée importante s'impose désormais parce qu'inscrite dans le Droit : celle de la double appartenance des Marocain(e)s, et tout porte à croire qu'elle ne peut que s'amplifier. Relevant de, mais aussi appartenant désormais à deux ordres juridiques et nationaux, avec ce qu'ils impliquent en droits et en devoirs, les Marocain(e)s sont de moins en moins des résidents à l'étranger et de plus en plus des citoyens à part entière -au moins en droit- au sein des pays où ils vivent. Et même lorsqu'ils n'ont pas opté pour la nationalité des pays de résidence, des avancées démocratiques permettent aux Marocains(e) s émigré(e)s des formes multiples de participation à la vie de la Cité (droit de vote et d'éligibilité aux élections locales, élection de délégués syndicaux, de prud'hommes, droit d'association, etc.), amplifiant et rendant plus concret l'exercice d'une citoyenneté de résidence.

Le CCDH estime à cet égard que toute politique publique marocaine, y compris la création du Conseil, doit prendre en compte la diversité des situations qui se font jour au sein de l'émigration marocaine et veiller à accompagner l'enracinement à l'œuvre dans la quasi-totalité des pays de résidence. L'intégration de la majorité des émigrés marocains dans les pays de résidence semble, en effet, un processus irréversible. Les problématiques de cet enracinement (problèmes scolaires, de logement, de formation et d'emploi, etc.) relèvent des autorités publiques de ces pays. Il n'en demeure pas moins que certaines catégories de l'émigration (migrants illégaux, femmes potentiellement ou effectivement victimes des réseaux de trafic des êtres humains, migrants dans les pays arabes, détenus) demandent des efforts supplémentaires de protection de la part des autorités consulaires marocaines. Hormis ces publics fragiles, d'autres catégories ont réussi leur intégration dans les pays de résidence : tout doit être fait pour accompagner leur réussite. Accompagner cet enracinement est probablement une des conditions pour maintenir et amplifier l'attachement au Maroc.

Engagés à des niveaux divers dans ces processus d'intégration, les émigrés marocains, toutes générations et statuts sociaux confondus, manifestent en revanche de fortes exigences à l'égard des autorités marocaines dans le domaine cultuel et culturel.

Pour les premières générations, comme pour une partie des nouvelles générations, la question religieuse reste une préoccupation très forte : besoins de lieux de culte, d'encadrement religieux, de formation, ... Dans de nombreux pays, bien avant les événements du 11 septembre 2001, mais de manière amplifiée depuis, l'islam suscite méfiance et polémiques publiques et les gouvernements des pays de résidence prennent l'initiative d'organiser le culte musulman en déclarant vouloir limiter «l'ingérence extérieure».

Mais au-delà de ces phénomènes, les communautés marocaines expriment de nombreuses revendications en rapport avec la problématique culturelle, incluant, bien entendu, la question de l'enseignement de la langue arabe, mais aussi la demande d'émissions radiodiffusées et télévisées, d'expositions, de festivals culturels. De manière récurrente, la demande de création de centres culturels marocains a été soulignée lors des rencontres de consultation.

Ces demandes sont, en définitive, la conséquence des processus d'intégration à l'œuvre. Pour les premières générations, qui découvrent que la perspective du retour définitif s'éloigne, il s'agit d'assurer la transmission aux nouvelles générations de ce qu'elles considèrent comme les éléments distinctifs de l'identité marocaine. Pour les jeunes, nationaux des pays d'immigration, l'accès

à la culture marocaine est une manifestation de l'aspiration à une existence harmonieuse et équilibrée.

## **II. La création du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger**

### **1. Missions**

Le Conseil, qui sera dénommé Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (par abréviation CCME), sera un organe consultatif placé auprès de Sa Majesté Le Roi. A ce titre, il agira en tant qu'institution de proposition, de suivi et d'évaluation de tout ce qui a trait aux politiques publiques du Royaume envers ses ressortissants émigrés. Il œuvrera tant à la défense des intérêts légitimes de ces derniers, à l'extérieur et à l'intérieur du royaume, qu'au renforcement de leur contribution au développement social, humain et démocratique de notre pays et à la consolidation des rapports d'amitié et de coopération entre le Maroc et les pays de résidence.

Ainsi le Conseil est-il appelé, à travers son organisation, son mode de travail et son activité de proposition à :

- a.** Servir de carrefour d'échange et de capitalisation des expériences en matière d'insertion et de promotion des Marocain(e)s dans les pays de résidence.
- b.** Servir d'observatoire anticipateur des créneaux porteurs de migration légale, compte tenu des évolutions prévisibles sur les plans technologique, économique, financier et politique.
- c.** Servir de centre de ressources d'information, de conseil, de mise en relation ou en réseaux des individus et des groupes de Marocain(e)s de l'extérieur, de manière à favoriser entre eux des regroupements largement représentatifs et crédibles, des synergies fructueuses et des solidarités actives.
- d.** Contribuer, à titre consultatif, à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation de politiques publiques à même de :
  - ❖ Faciliter le développement et l'harmonisation progressifs du Droit conventionnel liant le Maroc aux pays d'accueil en matière de migration.
  - ❖ Mieux répondre aux besoins exprimés par les Marocain(e)s de l'extérieur, notamment en matière d'enseignement des langues, de formation, de pratique des cultes, d'animation culturelle et artistique et de communication, dans le respect des valeurs universelles des droits de l'Homme, des valeurs d'ouverture, de modération et de tolérance

prônées par le Maroc et des lois et normes de vie publique en vigueur dans les pays d'accueil.

- ❖ Apporter des appuis spécifiques aux catégories de populations marocaines émigrées qui se trouvent en situation marginale ou précaire.
  - ❖ Améliorer les conditions de transit, de séjour en vacances ou de retour définitif des Marocain(e)s de l'extérieur dans leur pays d'origine.
  - ❖ Diversifier et accélérer les transferts scientifiques, technologiques, financiers, de compétences et d'investissements extérieurs dans le pays.
- e.** Contribuer à une réflexion approfondie sur les conditions et les modalités d'une participation élargie, bien organisée et plus effective des Marocain(e)s de l'extérieur à la vie démocratique du Royaume, au regard des expériences comparées des quelques pays de par le monde qui favorisent une telle participation: nature et taille de la représentation politique spécifique des Marocain(e)s de l'extérieur; conditions d'exercice ou de perte du droit de vote et d'éligibilité; prévention des conflits de nationalités; incompatibilités spécifiques; modes de scrutin adaptés et modalités d'expression des suffrages à distance.
- f.** Renforcer la contribution directe et indirecte des Marocain(e)s de l'extérieur au renforcement des capacités de leur pays d'origine, aux niveaux national, régional et local, en matière de développement humain durable, d'expansion de la société du savoir et de promotion des ressources humaines.
- g.** Développer des stratégies de communication, de plaidoyer et de mise en réseau adaptées aux différents contextes, pour contribuer au rapprochement des sociétés et des gouvernements du Maroc et des pays de résidence sur les plans culturel, humain et économique.
- h.** Encourager les Marocain(e)s de l'extérieur à jouer un rôle actif dans la promotion des valeurs d'égalité, de justice sociale et de compréhension mutuelle entre les divers groupes sociaux dans leurs sociétés de résidence.

## 2. Composition

- a.** Le CCME est placé auprès de Sa Majesté Le Roi qui nommera un Président et un Secrétaire Général du Conseil.
- b.** Le Conseil sera composé de cinquante (50) membres auxquels s'adjoindront, à titre de membres observateurs, les responsables au plus haut niveau des instances gouvernementales et des organismes publics en charge des affaires des Marocain(e)s de l'extérieur.
- c.** Les cinquante membres du CCME seront désignés sur la base des critères et suivant la procédure décrits ci-dessous.

- d.** Dans une phase ultérieure, le CCME, dans sa première composition, proposera à Sa Majesté, au vu de sa propre expérience et après avoir procédé aux études et concertations nécessaires, la formule la plus pertinente pour la composition future du Conseil.
- e.** Au stade actuel, les cinquante membres du CCME seront désignés, pour une période de quatre ans, parmi les personnalités Marocaines de l'extérieur les plus aptes à contribuer au bon accomplissement des missions du Conseil, de manière hautement compétente, crédible et impartiale: leaders associatifs ou communautaires, chercheurs scientifiques, entrepreneurs, artistes, sportifs, journalistes, cadres et travailleurs de secteurs variés
- f.** En outre, la composition du CCME sera pondérée en veillant à y assurer une représentation raisonnablement soucieuse d'équité générationnelle (en faveur des jeunes), de genre (en faveur des femmes) et de géographie politique (en faveur des zones d'accueil émergentes et influentes sur la scène internationale).
- g.** Ayant à l'esprit ces critères ainsi que l'ensemble des conclusions tirées des activités menées, le CCDH propose à Sa Majesté de désigner un comité de pré-sélection qui établira une liste de 100 personnes susceptibles de faire partie du CCME et qu'il soumettra à la Haute appréciation de Sa Majesté.

### **3. Organisation et fonctionnement**

- a.** Le CCME tiendra une session plénière ordinaire par an et, en cas d'urgence, des sessions extraordinaires. Ces sessions se tiendront sur ordre du jour proposé par le Président, à son initiative ou à la demande de la majorité absolue des membres du conseil, et soumis à l'approbation de Sa Majesté Le Roi.
- b.** Le CCME aura la latitude la plus large pour adopter et réviser son Règlement Intérieur, élire en son sein un bureau permanent de cinq à sept membres, constituer des groupes de travail et des commissions internes ou désigner des rapporteurs pour des missions précises, élaborer et adopter ses plans d'action et ses budgets annuels et pluriannuels, le tout devant être soumis à l'approbation de Sa Majesté Le Roi.
- c.** Afin d'assurer la bonne préparation et le succès de ses sessions plénières, le CME recourra à tous les moyens de communication modernes pour entretenir la concertation permanente entre ses membres.
- d.** Le Président du CCME veillera au suivi de la mise en œuvre des recommandations adoptées par le conseil et approuvées par Sa Majesté Le

- Roi. A cet effet, il agira sur une base régulière et diligente, en concertation et en partenariat avec les autorités législatives, gouvernementales et administratives compétentes, lesquelles autorités seront tenues d'apporter le concours le plus efficace aux travaux du Conseil et à l'application de ses recommandations conformément à la loi et aux règlements en vigueur.
- e. De même, le CCME devra demeurer à l'écoute du plus grand nombre de Marocain(e)s de l'extérieur et s'outiller pour assurer la communication et les consultations régulières, les plus démocratiques possibles, avec eux: fora électroniques, enquêtes et sondages périodiques en ligne ou par courrier, auditions publiques sur des questions spécifiques.
  - f. En outre, le CCME devra s'entourer, autant que de besoin, d'experts fiables en toutes les matières touchant à l'émigration et relevant de ses missions.
  - g. Outre les rapports spécifiques sur les questions traitées lors de chacune de ses sessions plénières, le CCME produira, tous les ans, un rapport d'activité et, tous les deux ans, un rapport analysant les tendances et les problématiques de l'émigration marocaine, évaluant à l'interne et à l'externe son propre bilan d'activité, son organisation et son fonctionnement et décrivant les perceptions que s'en font les Marocain(e)s de l'extérieur.
  - h. Dès l'installation des membres du Conseil, le Président et le Secrétaire Général procéderont, dans un délai maximum de trois mois, à l'élaboration du projet de Règlement Intérieur et du plan d'actions prioritaires à soumettre à la première session plénière. Ils pourront se faire aider, dans cette tâche, par des membres du Conseil de leur choix.

### **III. Pour des politiques publiques et des organismes publics rénovés**

Le CCDH estime que la mise en place du futur Conseil des Marocains de l'Extérieur devrait :

- S'insérer dans une configuration institutionnelle repensée.
- S'inscrire en adéquation avec les évolutions marquantes de l'émigration pour prendre en compte les fortes attentes exprimées, notamment sur le plan culturel.

#### **1. Repenser le cadre institutionnel**

L'expansion démographique, la dispersion géographique et les mutations que l'émigration marocaine a connues en peu de décennies ont posé et posent toujours aux autorités gouvernementales marocaines le défi d'apporter des



réponses institutionnelles pertinentes et à la hauteur d'enjeux multiples et en renouvellement. Ces politiques publiques exigent, en outre, des ressources humaines mieux formées et adaptées aux réalités mouvantes et diversifiées de cette émigration et des ressources financières conséquentes.

Phénomène global, la question de l'émigration, par sa nature horizontale même, implique l'intervention de nombreux acteurs publics (départements ministériels, et notamment les Affaires Étrangères, les Finances, la Justice, les Affaires islamiques, l'Éducation nationale, le Ministère Délégué, la Fondation Hassan II pour les RME et la Fondation Mohamed V pour la Solidarité) et privés (les banques notamment, mais aussi les transporteurs, les agences de transfert des remises, etc.).

C'est donc dans ce paysage institutionnel qu'interviendra la création du Conseil, qui aura nécessairement à travailler avec l'ensemble de ces intervenants.

La réussite du Conseil, autant que l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de réponses publiques pertinentes aux attentes de l'émigration, notamment sur le plan culturel, supposent une coordination permanente des différents acteurs publics et privés, ainsi que l'engagement d'une réflexion impérieuse avec les banques sur la gestion des dépôts et des transferts des migrants, notamment en vue d'optimiser leurs effets, au bénéfice des titulaires et de l'économie nationale.

Les interlocuteurs publics et privés consultés par le CCDH font le constat unanime de la multiplicité exagérée des intervenants, des conséquences négatives qui en découlent et de la nécessaire mise à niveau et/ou révision des statuts de certaines institutions. A cet égard, trois axes paraissent comme essentiels.

- a.** Veiller à ce que le CCME ait un interlocuteur unique au niveau du gouvernement;
- b.** Procéder à une nécessaire restructuration des outils financiers publics dédiés aux projets d'investissement des émigrés marocains et dont les bilans et la gouvernance (la composition des conseils d'administration notamment) apparaissent comme insuffisants et inadaptés aux mutations de l'émigration. Cette restructuration doit aller de pair avec une implication plus forte et plus efficiente de l'ensemble des institutions financières intervenant dans les transferts et la fructification de l'épargne des émigrés marocains, au bénéfice de ces derniers d'abord et au mieux des intérêts de l'économie nationale;
- c.** Actualiser et mettre en cohérence les statuts, les missions, les financements et les modes d'opération des organismes publics intervenant

en matière d'émigration, à la lumière de la création du CCME, des mutations du champ associatif marocain à l'étranger et des besoins de modernisation de ces instruments.

## **2. Répondre aux attentes essentielles de l'émigration, notamment dans le domaine culturel**

Les rencontres organisées dans les pays de résidence ont permis de constater -encore une fois- les fortes attentes qui se font jour au sein des communautés marocaines autour de la question religieuse d'une part et, d'autre part sur le plan culturel, revendication qui s'exprime généralement par l'exigence d'ouvrir des «centres culturels marocains». Cette dernière demande est revenue de manière récurrente lors de toutes les discussions.

La problématique religieuse apparaît ainsi comme centrale à plusieurs égards. En effet et bien que l'expression religieuse de l'immigration marocaine soit multiple et que l'attachement religieux se manifeste à des degrés variables en fonction des individus et des groupes, l'Islam apparaît de plus en plus dans les pays de résidence comme un élément constitutif de l'identité marocaine et une préoccupation des communautés, des acteurs publics de ces pays, mais aussi de leurs opinions.

La réticence, voire l'hostilité des populations autochtones à la visibilité croissante de l'Islam dans l'espace public (édification de lieux de culte, comportement vestimentaire, revendications sur le plan de l'alimentation, etc.) est ainsi devenue un fait majeur et pèse de tout son poids sur les gouvernements et l'ensemble des acteurs sociaux des pays de résidence.

Si l'égalité de traitement est donc assurée au culte musulman sur le plan juridique, il en va autrement dans la pratique : nouveau venu dans un paysage religieux européen de plus en plus diversifié, le culte musulman doit rattraper son retard historique par rapport aux confessions établies, notamment en matière d'édification de lieux de culte et d'encadrement. Or cet objectif se heurte à de nombreux obstacles: faiblesse des capacités endogènes de financement, dispersion des acteurs associatifs, recours juridiques hostiles à la construction de mosquées sous divers prétextes.

Ainsi, les préoccupations identitaires -religieuse, mais aussi ethnoculturelles et linguistiques- ne trouvent en effet pas toujours un espace d'expression et de reconnaissance suffisant dans les sociétés de résidence. Bien au contraire. Les crispations constatées dans les sociétés de résidence autour de la religion concernent de plus en plus l'ensemble des attributs de «la culture d'origine»,

ressentis comme contraires aux valeurs de ces pays et supposés contrarier un processus harmonieux d'intégration.

Dévalorisée dans ces sociétés, «la culture d'origine» est en même temps interprétée et réinventée par les migrants et leurs descendants en fonction de leurs conditions d'existence et des contextes spécifiques dans lesquels ils vivent, donnant lieu à l'émergence au sein de ces populations de formes inédites d'expression culturelle qui concernent autant le domaine des productions littéraires ou artistiques que celui des pratiques culturelles (représentations, croyances, pratiques religieuses, etc.).

La question de l'élaboration d'une offre culturelle diversifiée et de qualité, de la part du gouvernement marocain, devrait être parmi les préoccupations premières du CME. Cette nouvelle politique devrait notamment prendre en compte les spécificités historiques et culturelles de chaque pays de résidence et, en premier lieu, le cadre juridique et institutionnel concernant les cultes. S'appuyant sur les nouvelles technologies de l'information et des ressources multiples qui existent au sein des communautés, cette offre doit d'une part permettre la diffusion des arts et cultures populaires, mais aussi de la création contemporaine plurielle. Elle doit enfin témoigner au Maroc même du dynamisme culturel des populations et des créateurs de l'émigration.

*Vingt-huitième réunion*

*Vendredi le 14 Chaoual 1428, correspondant au 26 Octobre 2007*

## **Fiche 1**

### **Proposition de composition du Conseil**

L'hypothèse suggérée ci-après, qui peut bien évidemment être aménagée, est basée sur une estimation d'une population émigrée de 3 200 000, chiffre assez proche de la réalité.

La suggestion d'un Conseil composé de 50 membres donnerait ainsi un membre pour 65 000 Marocain(e)s émigré(e)s environ.

La composition du Conseil devrait par ailleurs tenir compte de la répartition géographique de l'émigration marocaine, des catégories socioprofessionnelles, des caractéristiques sociodémographiques et enfin tendre vers la parité hommes-femmes.

En tenant compte de la diffusion constatée de l'émigration sur tous les continents et de la situation particulière de nos émigrés dans certaines zones, le CCME pourrait être composé de:

- 1.** Trois membres (3) venant des pays arabes
- 2.** Trente neuf (39) d'Europe
- 3.** Trois (3) d'Afrique sub-saharienne
- 4.** Cinq (5) du Canada et des États-Unis

A l'intérieur même de l'Europe et en tenant compte de la situation démographique de chaque pays, tout en veillant à la représentation de tous les pays, la répartition suivante pourrait être imaginée:

- 1.** Dix-huit (18) venant de France
- 2.** Quatre (4) des Pays-Bas
- 3.** Cinq (5) d'Espagne
- 4.** Deux (2) d'Allemagne
- 5.** Quatre (4) d'Italie
- 6.** Un (1) des pays scandinaves
- 7.** Un (1) du Royaume-Uni
- 8.** Quatre (4) de Belgique

La composition du CCME devrait par ailleurs tenir compte de la composition socioprofessionnelle diversifiée de la migration marocaine, en intégrant les six catégories suivantes, soit dix à treize personnes environ par catégorie:

- 1.** Acteurs associatifs et syndicalistes
- 2.** Entrepreneurs et cadres

3. Responsables du culte
4. Artistes et sportifs
5. Chercheurs, intellectuels et cadres scientifiques
6. Personnalités qualifiées

Enfin, et afin de tenir compte de trois phénomènes majeurs qui ont marqué l’émigration marocaine ces dernières décennies (la féminisation croissante, le vieillissement des premières générations et l’émergence de nouvelles générations nées et socialisées dans les pays de résidence), il est suggéré d’intégrer ces évolutions dans la composition du Conseil.

## **Fiche 2**

### **Premières conclusions de la consultation par Internet**

#### **Constitution du répertoire et administration du questionnaire**

2066 envois ont été effectués sur la base d’un répertoire d’adresses emails. Celui-ci a été constitué à partir de deux sources essentielles.

##### **❖ Le Ministère des affaires étrangères et de la coopération**

1. Listes remises par le Ministère délégué
2. Listes remises par les Ambassades et Consulats

##### **❖ Le CCDH**

3. Listes fournies par les membres du Groupe de Travail Migration
4. Listes de présence aux rencontres de consultation à l’étranger
5. Listes de présence aux séminaires organisés par le CCDH
6. Listes fournies par des associations à l’étranger
7. Listes fournies par des personnes ressources
8. Listes de présence à la conférence d’Al Monadara
9. Appels téléphoniques, courriels, courriers reçus par fax ou voie postale au CCDH
10. Liste de visiteurs reçus au CCDH.

Sur l’ensemble des envois effectués, 918 adresses se sont avérées non valides, soit parce qu’elles n’existent plus, soit parce que les envois ont été rejetés pour diverses raisons (protection contre les messages supposés indésirables, blocage de serveurs, etc.).

Sur les 1136 envois effectivement parvenus aux destinataires, 845 questionnaires ont été ouverts et 575 ont été effectivement renseignés, soit un taux de réponse de 68%, en provenance de 25 pays de résidence. 20% des réponses proviennent de femmes émigrées.

Chaque envoi comportait une lettre personnalisée invitant à l'ouverture du questionnaire.

Ce questionnaire comportait six rubriques : une fiche signalétique; la durée de séjour à l'étranger, les activités autres que professionnelles à l'étranger, les projets éventuels au Maroc même, les missions attendues du Conseil et les qualités souhaitées de ses membres.

## Résultats

Près d'une personne sur trois a indiqué avoir une double nationalité et 80% ont une durée de séjour à l'étranger supérieure à 10 ans.

332 personnes (58%) ont indiqué avoir une activité autre que professionnelle dans le pays de résidence (activité associative, politique, syndicale, etc.) et 140 (24%) un projet au Maroc, soit de nature associative ou économique. 123 (21%) ont déclaré une double implication, au Maroc et dans le pays de résidence.

A propos des missions du Conseil, les personnes interrogées étaient invitées à classer par ordre de préférence les missions éventuelles. Leurs réponses ont donné, par ordre hiérarchique le classement suivant:

- ✧ Défendre les intérêts des Marocain(e)s à l'étranger;
- ✧ Faciliter leur implication dans le développement humain au Maroc;
- ✧ Permettre la participation des Marocain(e)s émigré(e)s au processus démocratique au Maroc;
- ✧ Faciliter le retour des compétences marocaines de l'étranger;
- ✧ Encourager l'auto-organisation des Marocain(e)s à l'étranger;
- ✧ Faire connaître les réalités et les apports de l'immigration marocaine;
- ✧ Défendre les intérêts des Marocain(e)s émigré(e)s au Maroc;
- ✧ Défendre les intérêts des Marocain(e)s émigrés en visite au Maroc.

Invitées à classer, toujours par ordre de préférence, les qualités souhaitées des futurs membres du conseil, les personnes interrogées ont émis les souhaits suivants:

- ✧ Bonne connaissance des problèmes et des attentes de la communauté marocaine de l'étranger;
- ✧ Crédibilité, honnêteté et probité;

- ✧ Bon(ne)s médiateurs(ces) entre le Maroc et les pays de résidence;
- ✧ Qualités intellectuelles reconnues;
- ✧ Qualités professionnelles reconnues;
- ✧ Bonne connaissance du Maroc et de ses institutions;
- ✧ Défenseurs reconnus des droits des migrants.

### Fiche 3

## Quelques indications sur les activités menées

### Les séminaires

	Séminaire 1 DEVELOPPEMENT	Séminaire 2 FEMMES	Séminaire 3 CULTURE	Séminaire 4 CITOYENNETE	TOTAL
Participants effectif	120	170	200	350	840
Nombre d'invités pris en charge	74	65	111	204	454
Proportion de femmes invitées	12	56	18	53	139
	16%	87%	16%	21%	31%
Nombre de pays d'où sont venus les participants	10 pays	9 pays	12 pays	19 pays	

### Les consultations à l'étranger

62 consultations se sont déroulées de février à juin 2007 et ont concerné 38 villes réparties entre les 20 pays de résidence suivants: Pays-Bas (Amsterdam); France (Strasbourg, Nancy, Besançon, Paris, Montpellier, Metz, Agen, Amiens,

Thionville, Lyon), Allemagne (Francfort, Düsseldorf), Italie (Naples, Bologne); Royaume-Uni (Londres); Arabie Saoudite (Jiddah), Syrie (Damas); Jordanie (Amman); la Belgique (Bruxelles); Suède et Danemark (Copenhague); Algérie (Alger); Tunisie (Tunis); Mauritanie (Nouakchott); Etats-Unis (Washington, Orlando, Boston, New-York); Espagne (Madrid, Barcelone, Séville); Canada (Montréal, Toronto, Sherbrooke, Québec); Emirats arabes unis (Abou Dhabi); Oman (Mascate); Libye (Tripoli).

Dans plusieurs villes, les réunions tenues ont revêtu un caractère régional. Au total, près de 1548 personnes ont participé à ces rencontres. Quinze membres du CCDH et dix membres du groupe de travail migration ont animé ces rencontres.

## **Les consultations au Maroc**

La réunion tenue avec les chercheurs marocains spécialistes des questions d'immigration le 3 mars 2007 a regroupé trente universitaires venus des facultés de Fès, Oujda, Meknès, Rabat, Marrakech, Agadir, Tanger et Casablanca.

Des délégations du CCDH ont rencontré les responsables politiques suivants: M. Mohamed Labied, Secrétaire général de l'Union constitutionnelle; M. Abdallah Kadiri, Secrétaire général du Parti national démocrate; M. Abdeslam Aziz, Secrétaire national du Congrès national ittihadî; M. Thami Khiari, Secrétaire national du Front des forces démocratiques; M. Mohamed El Yazghi, Premier secrétaire de L'Union socialiste des forces populaires; M. Saadeddine Othmani, Secrétaire général du Parti de la justice et du développement; M. Moulay Ismaïl Alaoui, Secrétaire général du Parti du progrès et du socialisme; M. Abbès El Fassi, Secrétaire général du Partyi de l'Istiqlal; M. Abdelmajid Bouzoubaa, Secrétaire général du Parti socialiste; MM. Mustapha Mesdad et Mustapha Meftah du Paru socialiste unifié ; M. Najib El Ouazzani, Secrétaire national du Parti d'Al ahd; M. Mohamed Laânsar, Secrétaire général du Mouvement national populaire. Treize membres du CCDH ont participé à ces rencontres.

### **Le CCDH a enfin tenu deux réunions avec le mouvement associatif marocain.**

La première a rassemblé les associations de défense des droits de l'Homme suivantes : Amnesty Maroc, Markaz (Centre d'études pour la démocratie et les droits de l'Homme), le Forum marocain pour la vérité et la justice, le Centre des Droits des Gens, l'Association des barreaux du Maroc, le Comité de



Défense des Droits de l'Homme, le Centre marocain des droits de l'Homme et l'Organisation marocaine des droits humains.

La seconde a regroupé les associations suivantes: la Ligue démocratique des droits des femmes, l'association M3D (Migration, développement, droit et dignité), le Forum civil démocratique marocain, association Ac-Chouââla, l'association Amal (Femmes en mouvement), l'Association démocratique des femmes du Maroc, le Réseau marocain Euromed des ONG, l'Union de l'action féminin, Jossour - Forum des femmes marocaines et le Réseau amazigh pour la citoyenneté.



*Troisièmement*  
*Les recommandations de l'Instance*  
*Équité et Réconciliation*



## I. Prémices et processus conduisant aux recommandations

L'action de l'IER, dans l'élaboration des recommandations couronnant son rapport final, repose sur les bases suivantes :

- ❖ Le choix fait par l'Etat de se tourner vers l'avenir dans le domaine de la promotion et de la protection des droits de l'Homme, dans le cadre du processus de transition démocratique du pays ;
- ❖ La consolidation du processus des réformes en cours dans différents domaines ayant trait aux droits de l'Homme ;
- ❖ Les dispositions du statut de l'Instance relatives à la présentation de recommandations visant à prémunir le pays contre la répétition du passé, à effacer les séquelles laissées par les violations, et à restituer et à renforcer la confiance en la loi ;

Sur la base des principes indiqués ci-dessus, et en harmonie avec les grandes tendances de l'évolution, les recommandations de l'Instance prennent appui sur les données suivantes :

- ❖ La volonté politique, émanation de la continuité constitutionnelle et démocratique de la monarchie, garante de l'intégrité de l'Etat et des institutions, de faire de la démocratie, de l'esprit de citoyenneté et de la promotion des principes des droits et des devoirs de l'Homme la meilleure arme de la société contre les tendances de l'extrémisme et du terrorisme, de libérer les potentialités susceptibles de mettre tous les Marocains au diapason des aspirations de leur patrie, de les rendre capables d'assumer les responsabilités et les défis qui en découlent, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays ;
- ❖ L'Appel royal à la réforme de la justice, en vue de garantir son intégrité et de faire en sorte que ses jugements visent l'équité et qu'ils soient rendus dans une indépendance totale à l'égard de toutes les sortes de pressions matérielles et morales, en considérant que l'indépendance de la justice est une règle démocratique garantissant son bon fonctionnement et son caractère constitutionnel, assurant la primauté de la loi et l'égalité de tous devant la loi quelles que soient les conditions et les circonstances, et renforçant le rôle de l'institution judiciaire dans le combat visant à remporter le défi de la démocratie et du développement ;
- ❖ Les dimensions humanitaires majeures de l'Initiative nationale de Développement humain, axée sur les principes de la démocratie politique, de l'efficacité économique, de la solidarité sociale, du travail et de l'effort, dans la perspective de permettre au citoyen de faire le meilleur usage de ses capacités et de ses potentialités ;



- ✧ Le socle constitutionnel, notre pays ayant connu, à la faveur des deux révisions constitutionnelles des années 1990, une consécration constitutionnelle des droits de l'Homme tels qu'universellement reconnus ;
- ✧ La poursuite du processus de modernisation des dispositifs juridiques relatifs aux libertés et aux droits individuels et collectifs dans le sens de la consécration des droits de l'Homme sur le plan de leurs fondements et de leurs garanties par des lois générales et spéciales ;
- ✧ Le lancement de l'opération de modernisation de la législation pénale, des principes et des garanties qui ont été instaurées sur le plan des procédures ; l'ouverture du débat national au sujet des choix qu'il faut adopter et des fondations qu'il s'agit de jeter dans le domaine de la politique pénale ;
- ✧ La révision qualitative de la Moudawwana (code de la famille), en conformité avec les principes des droits de l'Homme, les valeurs de la justice et de l'égalité, et les finalités de la charia islamique, ce qui a permis d'établir une assise solide qui surmonte la problématique de l'universalité et de la spécificité en faveur d'un système juridique qui garantit les droits de la femme et des enfants et qui consolide l'édifice familial sur des bases de justice et d'équité ;
- ✧ La réhabilitation des droits culturels et linguistiques amazighs comme composante de l'identité nationale ;
- ✧ L'insistance politique sur la nécessité de séparer les pouvoirs sur le plan de l'administration et de l'Etat, de mettre à la disposition des citoyens des moyens rapides et fiables pour la défense de leurs droits, que ce soit par l'instauration d'une nouvelle conception de l'autorité dans les rapports quotidiens avec l'administration ou par la voie d'une justice spécialisée ;
- ✧ La mise en place de mécanismes de médiation et d'intervention, en vue d'empêcher ou de mettre fin aux violations des droits de l'Homme.

Tout en se représentant ces acquis majeurs, que traduisent les lois, les mécanismes, les programmes et les chantiers nationaux mis en place, l'Instance aspire à ce que ses recommandations et ses propositions soient une contribution au processus visant à la consécration des droits de l'Homme, à la consolidation de la démocratie et au renforcement de l'Etat de droit.

Aussi, l'Instance est-elle consciente du fait que les recommandations et les propositions qu'elle présente dans le cadre des compétences dont elle est investie ne visent pas plus qu'à présenter des idées porteuses de principes, de fondements et de mécanismes d'ordre procédural ou des voies susceptibles d'œuvrer à la consolidation des garanties juridiques lorsque les autorités compétentes seront appelées à réformer la législation en instituant, en complétant ou en abrogeant.

## **II. Les références et la méthodologie adoptées pour l'élaboration des recommandations**

En plus de la haute volonté politique et du processus de réformes en cours cités plus haut, l'Instance s'est appuyée, pour l'élaboration de ses recommandations, sur :

- ❖ Les normes internationales des droits de l'Homme, les expériences de justice transitionnelle à travers le monde, ainsi que la jurisprudence élaborée au sujet des rapports entre les droits de l'Homme et la démocratie dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions parlementaires internationales ;
- ❖ Les enseignements tirés de l'expérience marocaine au sujet des violations graves commises par le passé, quant à leur nature, à leur ampleur, aux responsabilités institutionnelles en rapport avec ces violations, aux lacunes de la loi, de la justice et de la gouvernance sécuritaire ;
- ❖ Les études et recherches scientifiques menées au sujet des dispositions juridiques et organiques en rapport avec les droits de l'Homme ou susceptibles d'avoir un effet positif ou négatif sur le respect de ces droits et sur leur exercice, ce qui a permis de savoir ce qui doit être renforcé et consolidé, ou bien supprimé, complété ou proposé pour la première fois sur le plan des garanties et des procédures ;
- ❖ Les études qui ont permis de faire état du renforcement des compétences et des fonctions des parties concernés ou de celles intervenant dans le domaine des droits de l'Homme ;
- ❖ Les débats et rencontres de concertation avec les partis politiques, les associations, les organisations non gouvernementales concernés, et les représentants de l'autorité publique, ce qui a permis la formulation de propositions variées ;
- ❖ Les débats approfondis menés entre les membres de l'Instance, de manière collective et à travers ses groupes de travail et ses experts.

## **III. Les principaux domaines des réformes proposées**

### **1. Le renforcement de la protection constitutionnelle des droits de l'Homme**

L'Instance n'est pas habilitée à prendre position concernant les points de vue politiques formulés lors du débat public sur la Constitution.

Etant donné cependant que la Constitution confère à Sa Majesté le Roi et au parlement le pouvoir d'initiative de révision, l'Instance propose, dans le cadre de sa réflexion sur des questions touchant au fond du dispositif constitutionnel de prendre en considération, quand ce sera possible, ce qui suit :

- ❖ La consolidation du respect des droits de l'Homme et l'amélioration de la gouvernance sécuritaire, notamment en cas de crise ;
- ❖ La consolidation du fondement constitutionnel des droits de l'Homme tels qu'universellement reconnus, à travers une consécration claire du principe de la primauté des conventions et des accords internationaux, et de manière plus générale, des normes du droit international des droits de l'Homme et du droit humanitaire, sur les lois nationales ;
- ❖ La consécration explicite, par la Constitution, du contenu des libertés et des droits fondamentaux qu'elle stipule, comme les libertés de déplacement, d'expression, de manifestation, d'organisation syndicale et politique, de rassemblement public, du droit de grève, du droit à l'inviolabilité du courrier et du domicile, au respect de la vie privée ; la nécessité également de prémunir ces droits et libertés contre les fluctuations de l'action législative, organisationnelle et administrative habituelle, en faisant relever ce domaine de la compétence de la loi et en obligeant le législateur lui-même, à chaque fois qu'il intervient pour en organiser l'exercice, à imposer, en plus des garanties existantes, d'autres garanties préventives, tout en assurant aux citoyens qui s'estiment lésés dans leur liberté ou leur droit des voies de recours ;
- ❖ Renforcer les garanties constitutionnelles de l'égalité entre les deux sexes, en affirmant cette égalité sur le plan des droits politiques, économiques, sociaux et culturels ;
- ❖ Renforcer le contrôle de la constitutionnalité des lois et des actes réglementaires autonomes du pouvoir exécutif, consacrer dans la constitution le droit d'invoquer devant les juridictions l'exception de non constitutionnalité de la loi, assorti de la saisine du Conseil constitutionnel pour trancher de la question, tout en conditionnant ce droit de manière à éviter les abus, garantir le droit de la minorité parlementaire à saisir le Conseil constitutionnel de lois votées par le parlement qu'elle considère comme non constitutionnelles ;
- ❖ Incriminer les pratiques de la disparition forcée, de la détention arbitraire, du génocide, ainsi que des crimes contre l'humanité, de la torture et de toute sorte de peines cruelles et de traitements inhumains et dégradants ;
- ❖ Prohiber toutes les formes internationalement condamnées de discrimination, et d'incitation au racisme, à la xénophobie, à la violence et à la haine ;

- ❖ Consacrer constitutionnellement le principe de présomption d'innocence en faveur de tout accusé non encore reconnu coupable, et garantir le droit de chaque accusé à un procès équitable ;
- ❖ Consolider le principe constitutionnel de séparation des pouvoirs, notamment en ce qui concerne l'indépendance de la justice et le statut de la magistrature, en interdisant expressément toute intervention du pouvoir exécutif dans la justice et dans le fonctionnement du pouvoir judiciaire ;
- ❖ Consolider les garanties constitutionnelles de l'indépendance du Conseil supérieur de la Magistrature, faire dépendre son statut d'une loi organique qui en revoit la composition et la fonction de manière à assurer en son sein la représentation de parties externes au corps judiciaire, tout en garantissant son autonomie humaine et financière, et en le dotant de larges compétences dans le domaine de l'organisation de la profession, de sa régulation déontologique, de l'évaluation et de la sanction disciplinaire des magistrats, et habiliter le Conseil à présenter des rapports annuels sur le fonctionnement de la justice ;
- ❖ Promouvoir la bonne gouvernance sécuritaire dans le sens du renforcement de la sécurité et de la préservation de l'ordre public, en temps ordinaire comme en temps de crise ;
- ❖ Préciser et renforcer les pouvoirs du parlement dans la conduite des enquêtes et des investigations en matière de respect des droits de l'Homme, lui permettant de se saisir des faits de nature à établir des violations graves, tout en le contraignant à constituer des commissions d'investigation dotées de larges compétences pour enquêter sur tous les cas où il paraît que les droits de l'Homme ont été violés ou sont menacés de l'être de façon manifeste, et en accordant à la minorité parlementaire le même droit de constituer des commissions d'investigation ;
- ❖ Poser le principe de la responsabilité du gouvernement en matière de protection des droits de l'Homme, de maintien de la sécurité, de l'ordre public et du fonctionnement de l'administration publique ;
- ❖ La constitution d'une commission de haut niveau, composée d'experts dans les domaines juridiques, du droit constitutionnel et des droits de l'Homme, chargée d'examiner les conditions et les effets de toute proposition en matière constitutionnelle et de présenter les propositions adéquates visant à l'harmonisation des lois nationales avec les conventions internationales ratifiées par le Maroc dans le domaine des droits de l'Homme.



## **2. La poursuite du processus d'adhésion aux conventions internationales relatives aux droits de l'Homme**

- ❖ Ratifier le deuxième Protocole, relatif à l'abrogation de la peine de mort, se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques ;
- ❖ Ratifier le protocole facultatif se rapportant à la Convention internationale relative à l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes, et lever les réserves émises par le Maroc au sujet de certaines dispositions de ladite Convention ;
- ❖ Ratifier le statut de la Cour pénale internationale, suite à la signature de ce statut par le Maroc, tout en examinant les contraintes qui en découlent.

## **3. Le renforcement de la protection juridique et judiciaire des droits de l'Homme**

### **3.1. Le renforcement juridique des droits et libertés individuelles et collectives**

- ❖ Préciser les procédures et les mécanismes judiciaires a priori et a posteriori susceptibles de garantir l'équilibre entre, d'une part la nécessité d'élargir l'étendue des libertés et de préserver la dignité et la vie privée des individus, et d'autre part les exigences de la lutte contre le terrorisme, la haine, la violence et la discrimination ;
- ❖ Renforcer le contrôle judiciaire postérieur aux jugements ;
- ❖ Préciser les moyens de renforcer, d'habiliter et de promouvoir l'organisation autonome des institutions professionnelles, notamment concernant l'éthique, la déontologie et le règlement des conflits internes.

### **3.2. Les violations graves des droits de l'Homme**

Harmoniser la législation pénale nationale avec les engagements contractés par notre pays en matière de normes internationales, en matière des crimes de disparition forcée et de détention arbitraire, en faisant notamment :

- ❖ Intégrer dans le Code pénal marocain les définitions et les éléments constitutifs de ces actes qualifiés par la loi internationale comme des crimes ;
- ❖ Intégrer les principes de responsabilité et de sanction, ainsi que les peines, tels qu'ils sont internationalement définis ;
- ❖ Appliquer les plus lourdes peines aux auteurs et complices de ces crimes,

quels que soient leur grade, leur situation et leur fonction, et quel que soit le rapport qu'ils ont eu avec la restriction de liberté et l'application de la loi, à tous ceux qui agissent sous leurs ordres ou qui fournissent, en vertu de leur fonction, aide ou expertise, ainsi qu'à tous ceux qui taisent ou s'abstiennent de fournir des informations concernant les crimes de la disparition forcée, de détention arbitraire et de torture ;

- ✧ Faire obligation aux agents publics, agents d'autorité et tous les agents agissant sous les ordres de leurs supérieurs, de porter à la connaissance toute information se rapportant à un crime ou à une tentative de crime, quelle que soit la qualité de l'autorité qui a donné l'ordre ;
- ✧ Instaurer des procédures spéciales visant à la protection des victimes des violations graves des droits de l'Homme, et éventuellement leurs ayants droit, concernant les auditions durant les enquêtes, le droit de se constituer partie civile auprès de la juridiction compétente, la réhabilitation et la réparation des préjudices ;
- ✧ L'Instance note avec un grand intérêt l'initiative du gouvernement visant à l'élaboration d'un projet de loi incriminant la torture, en application d'une recommandation du CCDH, ainsi que le renforcement et l'approbation de ce projet de loi par le parlement dans la perspective de sa publication officielle.

#### **4. L'instauration d'une stratégie de lutte contre l'impunité**

Sur la bases des résultats des enquêtes qu'elle a menées, l'Instance Equité et Réconciliation appelle à l'élaboration d'une stratégie nationale globale, intégrée et multipartite de lutte contre l'impunité ; une stratégie adossée à des dispositions législatives protectrices conformes aux standards internationaux et aux exigences de la consolidation et de la sauvegarde du processus de démocratisation en cours dans le pays, dans le cadre d'une action à laquelle prennent part tous les partenaires juridiques, judiciaires, civils, éducatifs et sociaux et ce par le biais de programmes visant à la lutte, la prévention, la sensibilisation, l'instruction et la formation, ainsi qu'à la garantie de dispositions répressives efficaces et d'un contrôle transparent et équitable, afin de rompre définitivement avec l'impunité.

#### **5. La refonte de la politique et de la législation pénales**

- ✧ La mise en œuvre des résultats du dialogue national à l'occasion du Colloque sur la politique pénale, organisé à Meknès les 9, 10 et 11 décembre 2004, considérant que les conclusions et les recommandations

issues de ce colloque constituent une bonne plate forme pour l'élaboration de réformes de la politique pénale dans notre pays, notamment en ce qui concerne la détention, les peines privatives de liberté et leurs substituts possibles, les substituts de l'action publique, les garanties de protection et d'aide des victimes, de protection des catégories les plus fragiles, ainsi que les mécanismes de la justice pénale ;

- ❖ Le renforcement de la dernière mouture du Code de Procédure pénale révisé par des dispositions supplémentaires ou complémentaires visant à la consécration de la protection des droits de l'Homme à l'orientation vers une justice d'instruction au lieu de la justice d'accusation, et à remédier aux lacunes et irrégularités issues de la pratique, et qui ont entravé l'action des professionnels ;
- ❖ Renforcer la dernière mouture du Code pénal révisé par l'intégration d'une définition claire et précise de la violence contre les femmes conforme aux normes internationales en vigueur dans ce domaine, durcir les peines qui sanctionnent toutes les formes de violences contre les femmes, y compris les viols commis par les agents des appareils chargés de l'application des lois, étendre le champ d'application de l'incrimination pour harcèlement sexuel de manière à englober tous les espaces (au lieu d'être limité au seul lieu du travail, comme il est stipulé par les derniers amendements), et à prendre en compte de l'obligation de mettre les femmes se trouvant en garde à vue sous la responsabilité de femmes.

## **6. La mise à niveau de la justice et le renforcement de son indépendance**

En plus de ce qui a été dit concernant le renforcement constitutionnel du pouvoir judiciaire :

- ❖ Séparer la fonction du ministre de la Justice de celle du Conseil supérieur de la magistrature ;
- ❖ Domicilier le Conseil supérieur de la magistrature au siège de la Cour suprême à Rabat ;
- ❖ Poursuivre l'accélération de la réforme de la justice et de l'élévation de son niveau ;
- ❖ Poursuivre la modernisation des tribunaux ;
- ❖ Veiller à la motivation, à la formation fondamentale et continue, et à l'évaluation des prestations des magistrats et des auxiliaires judiciaires ;
- ❖ Poursuivre les projets visant à réorganiser les différentes professions judiciaires, et à les pourvoir d'autonomie quant à leur gestion et à leur régulation juridique, déontologique et éthique ;

- ❖ Revoir l'organisation et les compétences du ministère de la Justice, de manière à empêcher toute intervention ou influence de l'appareil administratif sur le cours de la justice et le déroulement des procès ;
- ❖ Incriminer toute intervention de l'autorité administrative sur le cours de la justice ;
- ❖ Durcir les peines sanctionnant toute atteinte à l'intégrité et à l'indépendance de la magistrature.

## **7. La Mise en œuvre des recommandations du CCDH concernant les prisons**

- ❖ La mise en œuvre des recommandations émanant du CCDH, et citées dans son rapport publié en 2004 sur la situation dans les établissements carcéraux, afin de remédier à la situation dans ces établissements ; il s'agit de l'élargissement des compétences du juge d'application des peines, de l'application du système de libération conditionnelle et du contrôle judiciaire, de l'élaboration de dispositions organisant le droit de grâce du point de vue de la procédure et des critères le conditionnant ;
- ❖ Le compte rendu au CCDH par le ministère de la Justice de l'état d'avancement de cette mise en œuvre, des difficultés qui ont pu l'entraver, et des causes qui sont à l'origine de ces difficultés ;
- ❖ Créer un conseil administratif restreint, composé de juges, d'éducateurs et d'experts dans le domaine, chargé de donner son avis sur la gestion financière, organisationnelle et sécuritaire et sur la gestion des ressources humaines, ainsi que sur le choix et la nomination des directeurs de prison et sur l'évaluation du fonctionnement des établissements.

## **8. La rationalisation de la gouvernance sécuritaire**

### **8.1. La responsabilité gouvernementale dans le domaine de la sécurité**

- ❖ Mettre en œuvre la règle selon laquelle «le gouvernement est solidairement responsable» des opérations sécuritaires, du maintien de l'ordre public et de la protection de la démocratie et des droits de l'Homme, et obliger le gouvernement à informer le public et le parlement de tout événement qui a nécessité l'intervention de la force publique, en précisant le déroulement des faits, la nature et les conséquences de l'opération sécuritaire, ainsi que les responsabilités qui en découlent et les mesures à prendre éventuellement pour remédier à la situation.

## **8.2. Le contrôle et l'investigation parlementaires dans le domaine de la sécurité**

- ❖ La mise en œuvre, par les partis politiques de leur responsabilité politique et législative concernant la protection des droits de l'Homme et des libertés fondamentales des citoyens, à chaque fois qu'il s'agit d'allégations de violations graves des droits de l'Homme ou d'actes graves portant atteinte aux valeurs de la société et à son choix démocratique ;
- ❖ Renforcer l'action des commissions parlementaires d'investigation en les dotant de compétences en matière sécuritaire et juridique, afin de les aider à élaborer des rapports objectifs et significatifs, loin de toute considération politique ;
- ❖ Renforcer les mécanismes de questionnement et d'audition parlementaires directs en matière de responsabilité du maintien de la sécurité et de l'ordre public ;
- ❖ Elargir la pratique parlementaire de questionnement et d'audition afin qu'elle englobe, en plus des ministres chargés de la Sécurité et de la Justice, tous les responsables directs des appareils sécuritaires et des opérations de répression sur les plans national, provincial et local.

## **8.3. La situation et l'organisation des services de sécurité**

- ❖ Préciser et publier le cadre juridique et les textes y afférents relatifs aux compétences et à l'organisation du processus de prise de décision sécuritaire, les modes d'intervention au cours des opérations, les systèmes de contrôle et d'évaluation de l'action des services de renseignements, ainsi que celle des autorités administratives chargées du maintien de l'ordre public ou celles disposant du pouvoir d'utiliser la force publique.

## **8.4. Le contrôle, au niveau national, des politiques et des pratiques en vigueur dans le domaine de la sécurité**

- ❖ Procéder à la classification des différents états de crise sécuritaire, et établir les conditions et les techniques d'intervention appropriés à chaque cas, ainsi que les mécanismes de contrôle et de rédaction de rapports sur les interventions sécuritaires ;
- ❖ Rendre immédiat et transparent le contrôle politique des opérations de sécurité et de maintien de l'ordre public, en publiant des rapports sur les

opérations sécuritaires, les dégâts conséquents aux interventions, les causes qui sont à l'origine des faits ainsi que les dispositions prises pour remédier à la situation.

### **8.5. Le contrôle, au niveau provincial et local, des opérations de sécurité et de maintien de l'ordre**

- ❖ Mettre les opérations sécuritaires et les interventions de la force publique, actuellement subordonnées aux autorités provinciales et locales, sous le contrôle immédiat de commissions locales ou provinciales multidisciplinaires de contrôle et de suivi ;
- ❖ Publier, après chaque opération, un rapport détaillé sur les faits, les opérations menées, le bilan et les causes de tout excès ou abus éventuel.

### **8.6. Les normes et les limites de l'usage de la force**

- ❖ Astreindre tout service ou agent d'autorité ou de sécurité à conserver tous les éléments documentant la décision d'intervention ou de l'usage de la force publique, ainsi que tous les rapports, avis et correspondances les concernant ;
- ❖ Rendre nuls et sans effet les ordres et instructions donnés oralement, sauf en cas de danger imminent, et à condition que les ordres oraux donnés dans ce cas soient suivis d'ordres écrits et signés les confirmant ;
- ❖ Instaurer des sanctions administratives et pénales sévères contre toute personne coupable de taire les dégâts humains ou matériels, ou coupable d'usage abusif de la force publique, ou qui a falsifié ou détruit ou dissimulé des documents ou informations relatives aux abus éventuellement commis.

### **8.7. La formation continue des agents d'autorité et de sécurité dans le domaine des droits de l'Homme**

- ❖ Elaborer des programmes de formation et de formation continue dans le domaine des droits de l'Homme et de la culture de la citoyenneté et de l'égalité, au profit des responsables, des agents de sécurité et des personnes chargées du maintien de l'ordre public, en s'appuyant sur les standards internationaux et sur la législation nationale relatifs aux droits de l'Homme ;



- ❖ Elaborer et publier continuellement des guides et supports didactiques visant à sensibiliser les différents responsables et agents de sécurité aux règles de la bonne gouvernance sécuritaire, et du respect des droits de l'Homme.

## **9. La promotion des droits de l'Homme par l'éducation et la sensibilisation**

L'IER appelle à l'élaboration d'un plan national global et à long terme à ce sujet, à partir des consultations nationales en cours à propos de l'initiative du CCDH d'un plan national pour l'éducation aux droits de l'Homme et leur promotion. Dans ce cadre, l'Instance considère comme étant des priorités dans le domaine de la promotion des droits de l'Homme les actions suivantes :

- ❖ Intégrer la lutte contre l'analphabétisme, ainsi que l'éducation informelle, au sein du programme national pour l'éducation aux droits de l'Homme ;
- ❖ Généraliser l'expérience des Clubs de la citoyenneté aux établissements scolaires, soutenir ces expériences et assurer la coordination entre elles ;
- ❖ Faire des principes des droits de l'Homme un cadre de référence pour l'élaboration des manuels scolaires ;
- ❖ Intégrer l'approche genre aux différents niveaux du cursus pédagogique et éducatif, y compris l'élaboration des manuels scolaires ;
- ❖ Promouvoir efficacement les unités de recherche et de formation dans les domaines des droits de l'Homme au sein des universités, des chaires de l'UNESCO et des groupes de recherche, et généraliser ces expériences à toutes les universités marocaines ;
- ❖ Inscrire la formation et la formation continue, ainsi que les programmes de sensibilisation aux droits de l'Homme, dans le cadre d'un plan d'action visant à permettre aux principes des droits de l'Homme, et à l'éducation à ces principes, de pénétrer les différents programmes et politiques des secteurs concernés par la promotion des droits de l'Homme ;
- ❖ Développer les capacités institutionnelles des organisations non gouvernementales œuvrant dans le domaine des droits de l'Homme et le professionnalisme de leurs cadres, les considérer comme des partenaires incontournables dans l'élaboration de toute politique et de tout plan d'action visant à la promotion des droits de l'Homme ou à l'éducation à ces droits, et s'efforcer d'assurer la continuité et l'efficacité de ce partenariat ;
- ❖ Enraciner la culture des droits de l'Homme dans la culture nationale dans

toutes ses composantes, à travers la conduite de recherches, l'organisation de colloques et de séminaires, et la publication de périodiques culturels ;

- ❖ Rénover la pensée religieuse, réformer l'enseignement religieux, et faire des médias audiovisuels, des lettres et des arts autant d'instruments de diffusion de la culture des droits de l'Homme.

#### **10. La recherche scientifique dans le domaine de l'histoire du Maroc passée et contemporaine**

- ❖ Conserver toutes les archives nationales et les organiser en assurant la coordination entre les différentes sphères concernées ; adopter une loi qui établit les conditions de leur conservation, les délais de leur ouverture au public, les conditions de leur consultation, ainsi que les peines sanctionnant leur destruction ;
- ❖ Procéder à une révision progressive des cursus de formation en histoire de notre pays ;
- ❖ Charger l'Institut dont la création fait l'objet d'une recommandation, en plus des tâches qui lui sont confiées, de la documentation, de la recherche et de la publication relatives aux événements historiques liés au passé des violations graves des droits de l'Homme au développement des questions des droits de l'Homme et à la réforme démocratique.

#### **11. Les compétences du CCDH en matière de lutte contre les violations**

- ❖ Renforcer les compétences du Conseil et lui reconnaître un droit d'intervention, de sa propre initiative ou sur demande, dans le domaine de l'investigation au sujet des violations des droits de l'Homme ;
- ❖ Observer le déroulement des procès ;
- ❖ Rehausser le degré de coopération des autorités publiques avec le Conseil, lui permettre d'avoir accès aux documents et informations en rapport avec les Droits de l'Homme, et le tenir informé des mesures d'amendement éventuelles prises à ce propos.

### **IV. Le cadre de la présentation du rapport final contenant les recommandations**

- ❖ Considérer le rapport comme un document de référence national qui doit être intégré au système éducatif de manière générale, et plus particulièrement aux formations professionnelle et continue des agents d'autorité, des agents de sécurité, des magistrats, des auxiliaires de



justice, des avocats et des fonctionnaires exerçant au sein des établissements carcéraux ;

- ❖ Organiser des activités médiatiques et pédagogiques visant à présenter le rapport à l'ensemble des citoyens ;
- ❖ Organiser des conférences et des forums pour la présentation et la discussion du rapport sur le plan international, afin de faire connaître l'expérience marocaine dans le domaine de l'équité et de la réconciliation ;
- ❖ Organiser une manifestation nationale pour honorer les femmes victimes des violations passées, en reconnaissance des souffrances qu'elles ont endurées et des sacrifices qu'elles ont consentis.

## **V. Le suivi de l'application des recommandations de l'Instance**

- ❖ Créer une commission au sein du CCDH, chargée du suivi de l'application des recommandations émises par l'Instance dans les domaines de la vérité, de la réparation des préjudices et des garanties contre la répétition du passé ; doter cette commission de larges compétences et pouvoirs en vue d'entrer en contact avec toutes les autorités et parties concernées, avec l'obligation de présenter un rapport périodique sur les résultats de son action informant des progrès réalisés et des causes des retards enregistrés dans ce domaine ; de même, le Conseil prendra soin d'intégrer ce rapport à son propre rapport annuel sur l'état des droits de l'Homme au Maroc ;
- ❖ Création, par le gouvernement, d'une commission ministérielle mixte chargée du suivi de l'application des recommandations de l'Instance, composée de représentants des ministères de l'Intérieur, de la Justice, de la Culture, de l'Information, de l'Education et de la Formation professionnelle ;
- ❖ Assurer le suivi de la mise en œuvre des résultats des travaux de l'Instance dans le domaine de la réparation des préjudices, par le biais d'un mécanisme de suivi chargé de l'élaboration officielle des décisions prises en matière d'indemnisation des victimes, des procédures de notification de ces décisions aux victimes et de leur transmission au gouvernement pour exécution ; veiller également à la mise en œuvre des recommandations de l'Instance concernant la réparation des autres préjudices ;
- ❖ Création de commissions techniques pour assurer le suivi de l'application des projets de réparation des préjudices sur le plan collectif,

où sont représentés les secteurs et services concernés ; ces commissions doivent tenir périodiquement le gouvernement, ainsi que la commission de suivi issue du CCDH, informés des résultats de leurs travaux ;

- ✧ Création de commissions mixtes pour le suivi, composées d'élus, de représentants des autorités locales, des organisations non gouvernementales et des services gouvernementaux techniques concernés ; ces commissions sont chargées d'assurer le suivi de l'application des projets proposés sur les plans communal, provincial et régional, avec obligation de présenter des rapports périodiques aux communes locales, au gouvernement et à la commission de suivi issue du Conseil.

## **VI. La conservation des archives de l'Instance et le mode de leur utilisation**

- ✧ Confier l'ensemble des archives de l'IER au CCDH, qui se chargera de les tenir, de les organiser et d'en établir les modes et les conditions d'accès.

## **VII. La reconnaissance officielle et publique de la part de l'Etat de sa responsabilité dans les violations commises**

- ✧ L'Instance recommande que le Premier ministre, après la présentation du rapport final de cette dernière, fasse, devant le parlement, une déclaration par laquelle il présente au non du Gouvernement, des excuses officielles pour la responsabilité de l'Etat concernant les violations graves établies.

## **VIII. L'instauration d'une couverture médicale pour les victimes**

- ✧ L'Instance recommande l'instauration de la couverture médicale de base, conformément à la loi 00-65, au profit des personnes dont elle a pu établir qu'elles ont été victimes de violations des droits de l'Homme ;
- ✧ L'Instance propose, en conséquence, qu'il soit procédé, dans une première étape, à l'intégration de ces personnes, en tant que bénéficiaires de pensions que l'Etat se chargerait de couvrir, et ce en vertu du deuxième article de la loi susmentionnée ;
- ✧ Le CCDH peut, dans une deuxième étape, contribuer à l'élaboration d'un projet d'amendement dans ce sens, en accord avec les parties concernées, visant à faire intégrer clairement cette catégorie dans le cadre de la loi en question ;

- ❖ La création d'un service permanent pour l'orientation et l'aide aux victimes, en tant que centre de référence spécialisé dans le soutien des victimes des violations et des mauvais traitements, suivant les propositions suivantes :
  - La nomination d'un «médecin coordinateur sur le plan national» et d'un «médecin coordinateur sur le plan local», relevant tous deux du ministère de la Santé, notamment dans les wilayas et provinces où résident un grand nombre de victimes ;
  - Le centre se charge, en coordination avec les secteurs concernés, d'assurer l'encadrement scientifique du personnel de santé œuvrant dans ce domaine (médecins, infirmiers, assistantes sociales, etc.) ;
  - Le centre se charge de fournir conseils et services scientifiques et techniques dans ce domaine, à toutes les parties et institutions concernées, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays ;
  - Etant donné le besoin pressant d'un tel appareil au niveau du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord et d'autres régions du monde, il est appelé à jouer ultérieurement un rôle prépondérant en tant que centre de référence au niveau régional, certaines organisations internationales et associations régionales ayant exprimé leur volonté de soutenir un tel projet ;
  - S'appuyant sur les résultats des études et des investigations qu'elle a menées, il est apparu à l'Instance, concernant la santé des victimes, qu'une catégorie d'entre elles a besoin d'une attention particulière en raison de leurs conditions médicales et sociales, qui nécessite une prise en charge médicale d'urgence dans des centres spécialisés.

## **IX. La consolidation du respect des droits des ressortissants marocains vivant à l'étranger**

- ❖ L'IER salue l'ordre royal adressé par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu le préserve, au gouvernement lui ordonnant de garantir une participation complète et globale des ressortissants marocains à l'étranger aux futures entreprises nationales de développement, ainsi que la création d'un Conseil supérieur des ressortissants marocains à l'étranger ;
- ❖ L'IER considère que l'élaboration d'un plan politique respectant les droits et les intérêts des ressortissants marocains à l'étranger nécessite une concertation et une coordination entre le futur Conseil, les associations et les acteurs agissant en leur sein d'une part, et le gouvernement d'autre part :

- L'Instance recommande la création d'un musée national de l'émigration, afin de préserver la mémoire des émigrés et leur contribution à l'histoire ;
- L'Instance demande, en attendant, le gel des activités des amicales au sein de tout établissement public ou semi-public, ces amicales ayant joué d'une manière ou d'une autre un rôle dans les violations des droits des émigrés ;
- L'Instance recommande à la commission chargée du suivi des opérations d'indemnisation de veiller au règlement des problèmes des citoyens expatriés qui n'ont pas encore pu rejoindre le pays, notamment en apportant des solutions aux problèmes administratifs auxquels ils se heurtent.

## **X. Le parachèvement du processus de promotion des droits de la femme et de sa protection**

- ✧ La consolidation et la capitalisation des acquis importants réalisés dans le domaine de la promotion des droits de la femme, ainsi que le parachèvement des réformes entreprises dans ce domaine, à travers une stratégie nationale globale et intégrée visant à habiliter les femmes, à mettre fin à la fragilité de leur situation, en luttant contre l'analphabétisme, la pauvreté, la discrimination et la violence, et à développer leur participation à la vie publique et à la prise de décision à travers l'instauration et la consolidation de mesures incitatives ;
- ✧ La création d'un mécanisme national pour la promotion et la protection des droits des femmes et pour le suivi de la mise en œuvre des politiques publiques dans ce domaine, en le dotant des compétences et des instruments nécessaires à l'accomplissement de sa mission ;
- ✧ La consolidation institutionnelle et géographique des centres d'audition et d'assistance juridique et psychologique aux femmes victimes de violence, en permettant aux femmes victimes des violations passées de bénéficier de leurs services.

## **XI. Les détenus séquestrés par le Polisario**

Etant donné que l'Instance, qui avait reçu de nombreuses requêtes émanant des anciens détenus séquestrés par le Polisario ou leurs ayants droit, avait été obligée de se déclarer non compétente eu égard aux dispositions de son statut, lesquelles ne concernent que les actes illégaux qui sont le fait d'agents publics relevant de l'Etat ou de personnes ou groupes agissant en son nom ;



Etant donné toutes les souffrances matérielles et morales subies par les détenus en question, qui défendaient l'intégrité du territoire national ;

Et dans le dessein de consolider l'esprit de citoyenneté et de solidarité sociale ;

L'Instance recommande de prendre toutes les dispositions nécessaires pour réparer les préjudices subis par les détenus en question et leurs ayants droit.

## **XII. Les détenus de Tagounit**

Etant donné que les autorités marocaines avaient décidé en 1971 d'arrêter à Casablanca, sans raison valable, de nombreux individus pour les déporter vers Tagounit, où ils sont restés près de deux ans et demi en détention dans un lieu dénommé Ksar El-Glaoui ;

Etant donné que l'Instance, qui a reçu de nombreuses requêtes émanant de ces personnes ou de leurs ayants droit, a été obligée de se déclarer non compétente en vertu des dispositions de son statut ;

Etant donné, en dépit des considérations précédentes, le caractère arbitraire de la détention en question et de la responsabilité qui en incombe à l'Etat –tant du point de vue juridique que de celui des droits de l'Homme– ainsi que les conditions extrêmement dures que les détenus ont endurées, et les préjudices matériels et moraux qui en ont découlé ;

L'Instance recommande de prendre toutes les dispositions nécessaires pour réparer les préjudices subis par les détenus en question et leurs ayants droit.

## **XIII. A propos de la réquisition et de la corvée durant les événements des années 1960, 1967 et 1973**

L'Instance a reçu un ensemble de requêtes concernant la réquisition et la corvée durant les événements de 1960 à Azilal, Béni Mellal et Marrakech, de 1967 à Tagleft, ainsi que durant les événements de mars 1973, d'un nombre total de 1168 requêtes.

Après examen de ces dossiers à la lumière du statut de l'Instance, et après consultation des dispositions en vigueur sur les plans national et international dans le domaine de la corvée et de la réquisition, tels le Dahir 10/8/1915 relatif aux besoins militaires, le Dahir 25/3/1918 concernant l'organisation de la corvée civile, le Dahir 16/10/1926 relatif à la corvée concernant les moyens de transport, le Dahir 2/12/1929 relatif à la corvée concernant les moyens de transport, le Dahir 18/3/1931 relatif aux besoins militaires, le Dahir 2/9/1931 relatif aux moyens de transport, le Dahir 26/5/1933 relatif aux moyens de transport, le Dahir 22/7/1938 relatif aux besoins militaires, le Dahir 13/9/1938

relatif à l'organisation générale de l'Etat en temps de guerre, le Dahir 19/6/1940 relatif à l'utilisation des individus et des ressources, la Convention de l'Organisation internationale du Travail n° 29 sur le travail forcé, la Convention n° 105 de l'Organisation internationale du Travail sur l'abolition du travail forcé, ainsi que le droit international des droits de l'Homme ;

Il est apparu que les tâches assignées par les autorités locales aux populations des régions susnommées rentraient dans le domaine de la réquisition et de la corvée, et pour certaines –notamment en 1967– dans le domaine des travaux de la Promotion nationale ;

L'Instance a conclu, en vertu des dispositions de son statut, que cette réquisition et cette corvée n'entrent pas dans le domaine de ses compétences ;

Cependant, en considération des règles de la justice et de l'équité, et vu les préjudices subis par les individus qui ont accompli dans ce cadre des travaux dans de nombreuses zones négligées et marginalisées, l'Instance recommande de prendre toutes les dispositions nécessaires pour réparer les préjudices individuels et collectifs subis par les régions en question.

Par ailleurs, les dispositions prévues par les décisions et dahirs relatifs à la réquisition et la corvée doivent être révisés et amendés afin d'être harmonisées avec les dispositions des conventions internationales relatives aux droits de l'Homme, auxquelles la constitution marocaine déclare l'attachement du pays.

#### **XIV. A propos du dévoilement de la vérité concernant certains dossiers en suspens**

##### **1. La conservation des archives**

Convaincue que de nombreux ministères, administrations et services de sécurité, détiennent encore des documents susceptibles d'aider dans l'avenir à jeter davantage de lumière sur la réalité des violations graves des droits de l'Homme, et à éclaircir des zones d'ombre persistant encore dans l'histoire nationale, et dans l'attente de l'élaboration d'une politique globale et ambitieuse dans le domaine de l'organisation des archives du pays (objet d'une recommandation), l'Instance sollicite de Sa Majesté le Roi, que Dieu le préserve, en tant que garant des libertés et des intérêts supérieurs du pays, de donner l'ordre au Premier ministre afin qu'il émette d'urgence une circulaire appelant tous les ministères, les administrations publiques et semi-publiques et les services de sécurité, à œuvrer à la préservation et à la conservation des archives en leur état actuel. Il est par ailleurs nécessaire que la circulaire en

question insiste sur le fait que tout acte susceptible de détruire totalement ou partiellement des documents et registres officiels sera passible des dispositions et peines prévues par la loi.

## **2. La poursuite des investigations**

Eu égard au droit des victimes et de leurs ayants droit à connaître la vérité, et vu le progrès notable réalisé par les investigations de l'Instance à propos des dossiers qui lui ont été soumis, et qui cependant n'ont pu aboutir à une version définitive et non contestée des faits objet des investigations, l'Instance recommande la poursuite des investigations, avec la même méthodologie et le même rythme adoptés par elle en se fondant sur les indices menant à l'établissement de la vérité des faits dont elle est saisie, notamment dans les cas de disparition forcée non encore élucidés, ainsi que les cas de décès dans les centres non réglementaires de détention, ou lors des événements sociaux.

Au terme de ses investigations, l'Instance a pu dresser une liste des personnes décédées dans des centres non réglementaires de détention, mais sans avoir pu obtenir de réponse satisfaisante sur leurs lieux d'inhumation. Aussi, l'Instance recommande-t-elle d'œuvrer à :

- ❖ Accorder aux ayants droit qui en formulent le désir, la possibilité de bénéficier d'une indemnisation matérielle, ainsi que de toutes les autres formes de réparation de préjudices, conformément aux critères adoptés pour les autres cas soumis à l'Instance ;
- ❖ Poursuivre les investigations pour déterminer les lieux d'inhumation, afin de satisfaire pleinement les familles qui ont le droit de savoir la vérité.

## **3. Les événements sociaux**

Etant donné que le nombre des personnes décédées lors des événements sociaux, suite à l'usage excessif et disproportionné de la force publique tel qu'établi par les investigations de l'Instance, dépasse de loin celui des requêtes qui lui ont été soumises au sujet de ces événements, l'Instance recommande :

- ❖ D'ouvrir une ligne verte auprès du CCDH, afin de permettre aux familles n'ayant pu soumettre leurs dossiers à l'Instance, de présenter une requête aux fins d'indemnisation qui sera soumise à la commission chargée du suivi de l'application des décisions de l'Instance, conformément aux mêmes conditions et critères adoptés par l'Instance durant son mandat ;

- ✧ Permettre aux familles d'avoir accès aux informations recueillies par l'Instance, et de connaître le lieu d'inhumation quand cela est possible.

Les investigations menées par l'Instance ont certes permis de réaliser des progrès notables dans la découverte de la vérité sur les violations commises lors des événements sociaux des années 1965, 1981, 1984 et 1990. Les résultats obtenus ne sont cependant pas définitifs, notamment concernant le nombre, l'identité et les lieux d'inhumation des victimes. Aussi, l'Instance considère-t-elle qu'il est du devoir de tout établissement public (différents services de sécurité, hôpitaux, etc.) et de tout individu (notamment les personnes exerçant ou ayant exercé au sein des services de sécurité, des hôpitaux, des morgues, etc.) en possession d'informations ou de données, même partielles, pouvant éventuellement faire avancer l'action visant à découvrir la vérité, de se présenter à la commission de suivi auprès du CCDH pour fournir les éléments dont ils disposent.

Compte tenu du grand nombre d'enfants et de jeunes gens décédés lors des événements sociaux, l'Instance recommande d'œuvrer, par tous les moyens disponibles, à la préservation de leur mémoire et souvenir, en collaboration avec leurs familles et avec les communautés locales concernées (municipalités, établissements scolaires, associations populaires de jeunesse et de l'éducation). Cette action de mémoire peut prendre des formes diverses, comme celle qui consiste à attribuer les noms des victimes à des établissements scolaires, à des maisons de jeunesse, à des rues, à des stades de sport ou à des places publiques, ou encore en organisant, au sein des établissements scolaires, des manifestations et des commémorations de leur mémoire accompagnées d'activités centrées sur les droits de l'Homme de manière générale et sur ceux de l'enfant de façon plus particulière.





**Kingdom of Morocco**  
**The Advisory Council on Human Rights**

*Recommendations and Advisory Opinions Submitted to  
His Majesty King Mohammed VI May God Assist Him  
July 2003 – October 2007*



## TABLE OF CONTENTS

<b>Introduction</b> .....	69
<b>First : The Advisory Council on Human Rights Recommendations</b> ..	71
Recommendation on the Advisory Competence of the CCDH in the Study of Draft International Conventions and Legislative and Regulatory Texts Relating to Human Rights .....	73
Recommendation on the Broadcasting of a radio and television program as part of promoting the culture of human rights. ....	74
Recommendation for the establishment of a commission called “The Equity and Reconciliation Commission” .....	75
<b>Second : Advisory Opinions</b> .....	81
Advisory opinion on harmonization of Moroccan Penal Code for the fight against hatred, discrimination and violence. ....	83
Advisory opinion on setting up of the Council for the Moroccan Community Abroad .....	86
<b>Third : The Equity and Reconciliation Commission Recommendations</b> ..	103





## Introduction

The Advisory Council on Human Rights (CCDH) is a national institution for the promotion and protection of human rights, placed under the authority of His Majesty the King to assist him in all matters relating to the protection, promotion and implementation of human rights as well as the preservation of citizens' dignity and their individual and collective freedoms, pursuant to Article 1 of the Royal Decree No. 1.00.350 relating to the CCDH reorganization, enacted on April 10, 2001. As part of its mandate, the CCDH issues advisory opinions on all matters on which His Majesty the King seeks counsel as well as on issues which it examines of its own volition concerning the protection and promotion of human rights. It also makes recommendations relevant to these issues.

Since its inception in 1990, the CCDH has made several advisory opinions, recommendations and memoranda, in accordance with its prerogatives. Following the Council's reorganization in 2001, their drafting methodology has improved significantly. Indeed, the CCDH has since then adopted a participatory approach based on a plural and civic dialogue, amid a large-scale process of reform and democracy-building, including in particular the Moroccan transitional justice experience.

These advisory opinions, recommendations and memoranda addressed different areas, following the expansion of the CCDH mandate to include the examination of the draft international conventions, and legal and regulatory texts relating to human rights. Actually, the Council has considered harmonizing and strengthening our country's treaty practice as a strategic element in the accomplishment of its mission, if not as an indicator to measure the Council's success in harmonizing national laws with the principles and rules of the international human rights system. We mention in particular the harmonization and strengthening of the Moroccan criminal law with regard to the fight against hatred, discrimination and violence; the promotion of the human rights culture; the commitment to the transitional justice process through a recommendation on the establishment of the Equity and Reconciliation Commission; and the special attention devoted to the Moroccan community living abroad, through an advisory opinion specially dedicated to this community.

In the pattern of the best practices of other similar national institutions, the opinions and recommendations that the Council issues are the major instruments



whereby it intervenes to express and make widely known its proposals and positions as a national human rights institution. The participatory approach adopted in formulating these opinions and recommendations helped to draw particular attention from various actors, including NGOs. We are also proud of the special attention that His Majesty King Mohammed VI, may God assist Him, devotes to the CCDH opinions and recommendations. When setting up the Council for the Moroccan Community Abroad, upon a recommendation by the CCDH, His Majesty highlighted the third factor which was taken into consideration in the endorsement of this recommendation: “given the pertinence and truthfulness of the Recommendations made by the Advisory Council on Human Rights, I am keen to respond favorably to them.” This is the strongest expression of the royal confidence in the CCDH opinions, proposals and recommendations, as a national pluralistic and independent institution.

The CCDH recommendations and advisory opinions can therefore be considered as benchmarks and indicators to determine the outcome of the Council’s action and reflect the political will in the field of human rights in our country.

This publication includes the recommendations and advisory opinions which the CCDH has issued since its reorganization in 2001. It also contains the recommendations of the Equity and Reconciliation Commission (IER) published in its Final Report (Vol. IV).

It may constitute a reference for all human rights actors, particularly NGOs, government institutions and universities, to know about one of the basic mechanisms whereby the Council discharges its functions. It will also help open a dialogue and conduct scientific and academic research on the CCDH in general, and contribute to better understanding the nature, mission and “language” of this prestigious institution.

*Mahjoub EL HAIBA  
Secretary General The Advisory  
Council on Human Rights*



*First*  
*The Advisory Council on Human Rights*  
*Recommendations*





## **Recommendation on the Advisory Competence of the CCDH in the Study of Draft International Conventions and Legislative and Regulatory Texts Relating to Human Rights**

Your Majesty,

The Council, at its 19<sup>th</sup> ordinary session held on Jumada I 10-11, 1424 AH (July 11-12, 2003 AD), exhaustively examined the provisions of the Royal Decree N°. 1.00.350 issued on Muharram 15, 1422 AH (April 10, 2001 AD) relating to its advisory competence of pondering the harmonization of the national law with international conventions and treaties on human rights, and discussed its various aspects, based on a working method that distinguishes between posterior harmonization, which concerns legal and regulatory texts in force, and a priori harmonization of bills to be enacted in the future.

The Council was of the opinion to propose to Your Majesty to give Your order that draft international conventions and laws, decree-laws, regulatory decrees and draft laws that directly regulate one of human rights or provide for measures relating to the exercise thereof be submitted to the Council for examination and opinion from a human rights-based approach, while they are considered by the Government.

In order to ensure the normal functioning of the legislative drafting process, it would be beneficial if the Council receives the early drafts of the different legal texts during their examination by the relevant government authorities or other entities. Doing so would provide the Council with adequate time to effectively examine and submit its proposals thereon to Your Majesty.

To enable the Council to exercise this advisory competence in the field of legislation in a way that befits its status as an independent specialized institution attached to Your Majesty, Your Majesty might think it appropriate that the Government submits these drafts to the Office of Your Majesty which will submit them to the Council and present to Your Majesty's well-advised view the advisory opinion of the Council thereon.

## **Recommendation on the Broadcasting of a radio and television program as part of promoting the culture of human rights**

Your Majesty,

The Council, at its 19<sup>th</sup> ordinary session held on Jumada I 10-11, 1424 AH (July 11-12, 2003 AD), examined the interim action program developed by the Working Group on the Promotion of Human Rights Culture, in accordance with the provisions of the Royal Decree N°. 1.00.350 issued on Muharram 15, 1422 AH (April 10, 2001 AD) relating to the competence of the Council to “contribute, through all appropriate means, to the dissemination and promotion of the culture of human rights”.

Considering the strategic importance of the promotion of the culture of human rights in the CCDH tasks and future program;

In view of the consensus over the role of education and cultivation in raising awareness about the founding values of human rights, particularly in the aftermath of the May 16 events;

Considering the role of audiovisual media in disseminating the culture of human rights among the general public;

The Council was of the opinion to propose to Your Majesty to grant it permission to produce a radio and television program named “Three Minutes for Knowledge”, pending the elaboration of a national plan for the promotion of human rights culture with the contribution of all governmental and nongovernmental actors.

## Recommendation for the establishment of a commission called “The Equity and Reconciliation Commission”

### Statement of purpose

Basing itself on the will of His Majesty King Mohammed VI, may God protect Him, to entrench the values, ideas and culture of human rights as a constant choice of the Kingdom of Morocco, which His Majesty has reiterated with fervent determination. For instance, in the message he addressed on December 10, 1999 on the occasion of the celebration of the 51<sup>st</sup> anniversary of the Universal Declaration of Human Rights, His Majesty King Mohamed VI asserted:

*“We wish to reaffirm our commitment to human rights and the values of liberty and equality, for we are firmly convinced that respect for human rights and the international conventions in which such rights are enshrined is not a luxury or a fashion to which one conforms, but a necessity dictated by the imperatives of construction and development. Some people consider that complying with the Universal Declaration of Human Rights is likely to hamper development and progress, and might clash with real or imagined specific cultural characteristics. For our part, we believe that there is no opposition between the imperatives of development and respect for human rights, just as there is no antagonism between Islam, thanks to which human dignity is firmly rooted, and human rights. That is why we consider that, if human rights are not respected in the future, there will be no future.”*

Based on the deep philosophical dimensions and the unwavering determination that His Majesty expressed in more than one occasion to turn the page, in a just and fair manner, on enforced disappearance, arbitrary detention and forced political exile, which is a determination to do justice to the victims and to society at large, as part of Morocco’s continuity as a united, reconciled country that resolutely looks forward to a bright future, as His Majesty said in an address to the participants in the 34<sup>th</sup> conference of the International Federation of Human Rights, held in Casablanca on January 10, 2001,

“We have paid particular attention to issues of human rights, which was reflected in many of the procedures and steps we have taken to reconcile Moroccans with their history and settle violations and abuses committed in the past. Our objective was and still is to provide the conditions necessary to secure the future through reparation, rehabilitation of victims and requalification, and

to establish safeguards to prevent the recurrence of what happened in the past. Also, our call to overcome hatred and establish a culture of justice-based tolerance is likely to open up prospects for the future and provide the prerequisites for its edification with full pride and responsibility.”

Pursuant to the objectives of the tolerant Islamic Sharia which preach virtue and tolerance in behavior and education, and make of justice the basis of governance of people, whom God the Almighty dignifies;

As part of deepening the democratic transition led by His Majesty the King, protecting it from any potential risks, and safeguarding it as an irreversible choice;

Based on the firm commitment of the Kingdom of Morocco to human rights as they are universally recognized and adopted by the Constitution of the country;

Bearing in mind the principles and provisions of the international human rights law in general, and the adherence of the State of Morocco to the international instruments on the subject;

The initiatives aimed at reaching a just settlement of past violations began in the last decade of the late King Hassan II's era, may God rest his soul. During this time, amnesty was granted to hundreds of political prisoners and exiles, most of whom were reinstated in their jobs and received their dues. In addition, hundreds of victims of enforced disappearance were released, former illegal detention centers were closed, and thousands of victims of enforced disappearance and arbitrary detention or their rightful claimants were awarded compensation by the Independent Arbitration Commission for the material and moral damage they underwent;

Taking into account the rules of justice and equity on which the Independent Arbitration Commission based its action, as part of its mandate;

Considering the assertion by the President of the Advisory Council on Human Rights at the opening of the 17<sup>th</sup> session of the Council on March 13, 2003 regarding the resoluteness of His Majesty the King to turn the page of the past once and for all with determination and quietude, in a just and fair manner, and Morocco's commitment to settlement and reconciliation in a humane and civilized way; noting that the reductionist approach that was dictated by a certain period has come to an end to the benefit of a comprehensive approach to human rights that Morocco can, or even must, adopt;

In support of the responsible and constructive proposals brought forward by human rights activists, politicians and victims participating in the national symposium on the equitable settlement of past gross violations;

In continuation of the positive accumulations in the reconstruction of collective and individual memory resulting from creative, cultural and artistic productions as well as from the symbolic truth caravans to former secret detention centers; In furtherance of the still ongoing constructive dialogue among the representatives of the high authorities, and government authorities and the representatives of the victims and human rights movement on the settlement of all outstanding issues related to the past;

Inspired by the major conclusions of the various national experiences around the world, the peoples and nations of which bravely reconciled with the past in order to preserve memory, do justice to the victims and strengthen national unity and the rule of law institutionally, legislatively, culturally and educationally, within the framework of truth and reconciliation commissions governed by the rules of justice and equity in the context of transitional justice;

Considering all the above, the Advisory Council on Human Rights reaffirms, concerning the turning of the page, its approach which is absolutely antithetical to the calls of hatred, revenge and penal accountability, inspired by the noble objectives that His Majesty King Mohammed VI, may God protect Him, asserted more than once as part of reconciling Moroccans with their history, overcoming rancor, healing the wounds, offering all forms of medical and humanitarian rehabilitation to the victims and their families and their reinsertion, countering the mercantile or ideological exploitation of truth, establishing the culture of equity-based tolerance, putting in place safeguards to ensure the non-recurrence of the past, and opening a new page where all energies are released to build the future of a democratic, modern, strong, open and tolerant Morocco able to address the real and concrete problems facing its young generations;

For the grounds mentioned above, and for all the reasons that can complement them for the benefit of justice, equity, reconciliation and memory preservation, and with a view to linking all the gains made and measures taken so far with the rest of the just and legitimate demands of victims, the human rights movement and society, within the framework of a comprehensive approach to a final settlement of the past human rights violations in a humane and civilized manner;

On the basis of the Council's in-depth discussions, extensive deliberations and earnest dialogue concerning the final and fair settlement of the past gross violations;

The CCDH is honored to propose to the well-advised view of His Majesty King Mohammed VI, may God protect Him, the following recommendation:

The formation of a special commission, in accordance with Article 7 of the Royal Decree of Muharram 15, 1422 (April 10, 2001) concerning the reorganization of the Advisory Council on Human Rights, named “Equity and Reconciliation Commission”, composed of personalities with recognized competence, intellectual integrity and adherence to the principles of human rights, and to be entrusted, within a mandate of nine months renewable, if need be, for a maximum three-month period, with the following tasks:

1. To carry out a comprehensive assessment of the process of settlement of enforced disappearance and arbitrary detention issue since its start, through communication and dialogue with the former Independent Arbitration Commission, the government, the public and administrative authorities concerned, the human rights organizations, and victims’ representatives and families;
2. To continue investigations on the cases of enforced disappearance whose fate remains undetermined, and make all efforts to investigate the facts that have not been elucidated yet;
3. To find solutions for the cases of victims of enforced disappearance and arbitrary detention in which the Commission establishes the death of the victims, by identifying their places of burial to enable relatives to visit them;
4. To carry on with the work of the former Independent Arbitration Commission for Compensation with regard to the compensation for the material and moral injuries sustained by victims of enforced disappearance and arbitrary detention and by their rightful claimants on the same arbitration basis and in accordance with the principles of justice and equity, in order to issue final decisions about the applications it received after the deadline of December 31, 1999, and for this purpose setting a new one-month deadline to receive the remaining relevant applications starting from the date this recommendation was approved by His Majesty the King;
5. To determine a special deadline for applications of rightful claimants regarding the cases mentioned in the second paragraph above;
6. To see to it that all injuries suffered by the victims of enforced disappearance and arbitrary detention are rectified, by formulating proposals and recommendations for the social reinsertion and psychological, medical rehabilitation of the victims who need it, and completing the process of settling the outstanding administrative, legal and professional problems as well as the issues relating to the restitution of property.
7. To draft a report as an official document of the “Equity and Reconciliation Commission” which includes the conclusions of the investigations

conducted, an analysis of the violations related to enforced disappearance and arbitrary detention, a presentation of the achievements made in the cases linked to these violations, and the recommendations and proposals to preserve the memory, guarantee the non repetition of the past abuses, erase the effects of the violations, and restore confidence in the supremacy of law and respect for human rights;

8. As part of effectuating the aforementioned missions, the Commission exerts all efforts to unveil the truth that has not been elucidated yet, repair the damage, rehabilitate victims and promote reconciliation; for this reason, all public authorities and state institutions shall bring their support to the Commission and provide it with all information and data allowing it to accomplish its missions;
9. The Commission and its members are bound by the absolute confidentiality of the information sources and of their discussions and deliberations;
10. The work of the Commission is part of the ongoing process of extrajudicial settlement of the human rights abuses that occurred in the past, and cannot under any circumstances whatsoever, after the necessary investigations, call into question the individual responsibility, whatever their nature is, and cannot take any initiative that would create division, trigger hatred or spread sedition.

*Twentieth meeting*

*Shaaban 17, 1424, corresponding to October 14, 2003*







*Second  
Advisory Opinions*



## **Advisory opinion on harmonization of Moroccan Penal Code for the fight against hatred, discrimination and violence**

In His 2003 Throne Speech, His Majesty, may God assist Him, deigned to entrust the Advisory Council on Human Rights with the task of “preparing the necessary proposals to plug the legislative loopholes in the field of combating all forms of racism, hatred and violence.”

The Council is honored to express to His Majesty both its pride at the High Royal trust conferred upon it through this assignment, and its appreciation and gratitude for His Majesty’s concern to see the Council fulfill its missions to the best of its abilities.

The Council conducted a specialized and detailed study on the provisions of the Moroccan penal legislation pertaining to the eradication of discrimination, hatred and violence in the light of the provisions of the international instruments and the conclusions likely to be drawn from comparative law in this field.

In this respect, it considered that legitimate, fair and effective suppression of all forms of discrimination, hatred and violence is one of the fundamental pillars of the rule of law and democracy. It is also at the core of protection of the human right to live in peace and tranquility, and in enjoyment of the fundamental freedoms, without any discrimination on grounds of disability, gender, race, religion, culture, social status or any other considerations.

After deliberating on the conclusions of these specialized studies, during its session held on 20 July 2004;

The Council was cognizant of the fact that the Moroccan Penal Code has recently been modified and completed in order to criminalize different forms of violence, discrimination and hatred leading to them, as well as the incitement to violence and commendation for terrorist crimes, in pursuance of Law N° 24.03, promulgated by Royal Decree N° 1.03.207 issued on Ramadan 16, 1424/ November 11, 2003, and counter-terrorism Law N° 02.03 promulgated by Royal Decree N° 1.03.140 issued on Rabii I 26, 1424/ May, 28, 2003, as well as Law No 77.00 modifying and completing the Press Code promulgated by Royal Decree N° 1.02.207 issued on Rajab 25, 1423/ October 3, 2003.

It also transpired from the discussions on the issue that the penal code, although it now includes some advanced provisions with respect to criminalizing all forms of violence, discrimination and hatred leading to them, in addition to the incitement to violence and commendation for the most dangerous terrorist

crimes, it still needs to be reviewed for the sake of updating it and harmonizing it with the different mutations occurring in society, the relevant international conventions, contemporary penal thought and the latest legislative developments. At the same time, special attention should be paid to the unification of penal terminology concerning the incriminated forms of discrimination in the light of the advanced definitions used at international level, while ensuring that the penal code is consistent with the other legislations which contain penal provisions that need to be reviewed in this sense.

In this connection, the Council resolved to submit to His Majesty the two following proposals: the first concerns the need to take practical and procedural measures to bring into force the new provisions, while the second relates to the necessity of reviewing the penal code.

### **First proposal : Bringing the new provisions into force**

In application of the new provisions brought about by the abovementioned legislative review, the Council considers that the existence of laws in itself is not sufficient, and that special attention must be paid to crime prevention in the first instance and to law enforcement in the second instance.

In view of the recent and diversified nature of a large number of the legal provisions relating to the fight against the different forms of hatred, discrimination and violence, and incitement to these crimes, it is necessary:

1. To publish a practical guidebook to explain the new provisions and how to bring them into force, and use it as a means for raising awareness and for systematic training of the different constituents of the judiciary and its agents, especially law enforcement officials and all the other individuals and parties representing justice;
2. To raise awareness about the values of tolerance, equality, acceptance of difference, and the dissemination of the culture of modern citizenship through the different channels of education, schooling, training, guidance and public communication, with the aim of protection against crimes of racism, hatred, discrimination, violence and incitement to these crimes.

### **Second proposal : Reviewing and updating the penal code**

Recalling the research work and specialized studies which the Advisory Human Rights Council had already conducted during its previous mandate on a number of essential issues of penal code procedures;

Based on the specialized study and the discussions on the subject which followed within the Council in its new composition, the Council proposes to His Majesty's well-advised view to review the law in question, with the intention of attaining the general objectives mentioned above and achieving the expected goals, among which:

1. Define the features and essential elements of insult and defamation offences associated with forms of hatred and violence, and criminalize offences of insult and defamation addressed to groups who might be victims of the convicted forms of discrimination each time this is associated with inciting people to hatred of one group or another;
2. Achieve harmony with the principles and fundamentals of the new penal philosophy now entrenched in the rules of the new Criminal Procedure Code which adopted modern and up-to-date orientations concerning the legal and human rights guarantees of a fair trial ;
3. Consolidate the gains achieved to the benefit of women and children thanks to the Family Code and the Labor Code and also the amendments which have been introduced to the penal code by virtue of Law n° 24.03, in order to reflect the Royal will and the will of the nation as a whole, while introducing new definitions and provisions relating to the criminalization of acts of ill-treatment, exploitation and violence, for which the Kingdom of Morocco has committed itself by virtue of the international human rights conventions ratified or adhered to by the country.

The final decision rests with His Majesty's sagacity and well-advised opinion, may God glorify Him.

*Twenty-second meeting*

*Tuesday, Jumada II 2, 1425, corresponding to July 20, 2004*

# **Advisory opinion on setting up of the Council for the Moroccan Community Abroad**

## **First : The platform for the advisory opinion**

His Majesty King Mohammed VI, may God protect Him, on 6 November 2006, commissioned the Advisory Council on Human Rights “to initiate extensive consultations with the parties concerned in order to seek their opinion on the setting up of the new council, taking into account the need to make sure this institution is competent, representative, credible and efficient.”

Pursuant to the High Royal instructions, the Advisory Council on Human Rights conducted extensive consultations, with the contribution of the Council’s Migration Committee and a working group composed of Moroccan researchers, working inside and outside Morocco, as well as civil society actors and elected representatives of Moroccan origin living abroad. The Council also sought the expertise and experience of the Ministry of Foreign Affairs and Cooperation, the Delegate Ministry in charge of the Moroccan Community Living Abroad, the Hassan II Foundation for Moroccan Expatriates, the Mohammed V Foundation for Solidarity and the ambassadors of His Majesty the King in many countries of immigration.

### **1. Extensive consultations**

The consultation program carried out by the Council included in particular the organization of four seminars and about 62 consultation meetings in 20 host countries of Moroccans living abroad, who were requested to fill in forms via the Internet, and the holding of meetings with political parties and civil society organizations. The Council also sought the opinion of the government sectors and institutions involved in the management of migration, and the views of all associations and personalities that have requested the Council to give them a hearing.

In general, this process saw the contribution of more than 3000 civil society actors, politicians, elected representatives, artists, businesspersons, religious officials and researchers, who expressed their opinion to the Council. Their comments and suggestions were set down in the report which the Council developed and annexes to this advisory opinion. The conclusions of the symposia and the individual contributions are available on the CCDH website and will be published soon.

In light of the materials collected throughout all these activities and the academic actions conducted; after an examination of international experiences relating to the representativeness of migrant citizens and an analysis of correspondence the Council received; and following the Council's deliberations, the CCDH has developed this advisory opinion which it submits to the special attention of Your Majesty. The CCDH concluded that the proposed form of the Council for the Moroccan Community Abroad is most appropriate for the current situation and the dynamic process which has been launched since the Royal speeches of November 2005 and November 2006. This form is based on a three-dimensional observation:

- ✧ Quasi consensus among the interlocutors, public and private, outside and inside Morocco, on the establishment of the Council and on the nature of its core functions;
- ✧ The need to include the issue of setting up the Council in the framework of a public renewed and ambitious policy to cope with the radical mutations affecting migration;
- ✧ The existence of different opinions on the method of setting up the Council. Views varied between direct ballot and designation, including intermediate formulas that combine direct universal vote and appointment, or a majority of members composed of representatives of current immigrant organizations. In general, the international experience shows the different formulas adopted and their evolutionary nature.

Considering all these variables, the Advisory Council on Human Rights specifically proposes an evolutionary formula that enables the members of the Council, in its first composition, to carry out in-depth reflection on the issue and submit a proposal, at the end of the first mandate, to choose one method or another for the composition of the Council. The Council keeps also the prerogative to consider the best formula for optimal involvement of migration in human development and democratic life in Morocco.

This option requires that the proposed Council continue to adopt the participatory approach developed by the CCDH, and expand it through the involvement of all stakeholders among the Moroccan community living abroad, mainly by creating special working groups, whenever necessary, composed of the Council members and Moroccan competencies abroad, through the organization of thematic seminars in which participate Moroccans living abroad according to their areas of interest or competence, or by country of residence or continent.



## 2. A deeply changing migration

In less than four decades, Moroccan migration has witnessed profound changes due to several factors, mainly:

- ❖ Increasing globalization (presence of Moroccan immigrants in all continents, although most of them settle in Europe);
- ❖ Increasing feminization (about half Moroccan immigrants are women);
- ❖ Tendency to settle permanently in the countries of residence (with the emergence of second and third generations of Moroccans who were born and raised outside of Morocco);
- ❖ Widening diversity of the origin of Moroccan immigrants to include all areas of Morocco; and
- ❖ Diversity of socio-professional backgrounds of Moroccan immigrants.

The increasing mobility of people resulting from globalization and its consequences, and the movement of highly-qualified persons is a phenomenon that affects and will further affect Morocco. In general, the educational level of Moroccan migrants has developed substantially. Illegal migration, promoted by human trafficking networks, remains one of the characteristics of migration, despite the efforts of public authorities in border control in recent years.

The deep-rooted settlement in the countries of residence, the main expression of which is the phenomenon of naturalization, still is a complicated process due to the growing phenomenon of xenophobia and the various manifestations of racism. At the same time, there is keenness to maintain strong emotional ties with Morocco, expressed in diverse forms: the massive returns home during holiday periods, the increase in the total amount of remittances, and the involvement of hundreds of expatriate associations in cooperation projects with Morocco.

Another equally important fact that cannot be ignored, especially as it takes a legal character, is the dual citizenship of Moroccans living abroad. All indicators show that this fact is on the rise. The belonging to two different national legal systems, with the consequent rights and duties, makes it more and more difficult to consider Moroccan expatriates as mere residents abroad. Also, their status as full-fledged citizens -at least legally- within their countries of residence gets enhanced. Even if they do not choose the nationality of the country of residence, the advanced democracies offer Moroccan migrants multiple forms of participation in political life (the right to vote and stand for local elections, the election of union representatives, membership to labor courts, the right to form associations, etc), thereby expanding the practice of "citizenship of residence" and makes it tangible.

Accordingly, the CCDH considers that any Moroccan public policy, including the setting up of the Council for the Moroccan Community Abroad, should take into account the diverse situations of Moroccan expatriates, and cope with the ongoing settlement process in most countries of residence. The integration of the majority of Moroccan immigrants in the countries of residence seems to be an irreversible process.

The problems of this integration (schooling, housing, training, employment, etc.) fall under the competence of the public authorities of those countries. However, some groups of migrants (illegal immigrants, women victims, actually or potentially, of human trafficking networks, migrants in the Arab countries, and prisoners) are in need of additional protective efforts by the Moroccan consular authorities. Contrary to these vulnerable categories, other groups of migrants successfully integrated into the countries of residence, but the lack of attention they receive may contribute to the failure of that integration. Supporting this deep-rooted assimilation is a prerequisite to ensure their continued attachment to Morocco.

The Moroccans, of different generations and social status, involved at various levels in the process of integration, in turn, strongly expect the Moroccan authorities to satisfy their needs in the religious and cultural spheres. For the first generations, and even for part of the new generations, the religious issue remains a major concern: the need for places of worship, for religious education, for training, etc. In many countries, even before, but most particularly since, the September 11, 2001 events, Islam has become a subject of caution and public controversies. Governments of the host countries have started to organize Islamic groups, and announced their desire to reduce "external interference". Broadly speaking, the Moroccan communities have expressed many demands related to the cultural issue, which evidently include the teaching of Arabic, television and radio programs, the organization of exhibitions and cultural festivals, etc. Moreover, they have constantly asked, during the consultation meetings, for the setting up of Moroccan cultural centers in the countries of residence. These requests can ultimately be considered a result of the ongoing integration processes in those countries. For the first generations, who have realized that the prospect of final return grows fainter, they require that what they consider as the distinctive features of the Moroccan identity be guaranteed and their transmission to the new generations be ensured. For the youth, who are now citizens of the countries to which their parents migrated, the acquisition of the Moroccan culture is one way to ensure a harmonious and balanced future.

## Second : The establishment of the Council for the Moroccan Community Abroad

### 1. Functions of the Council

The Council, called the Council for the Moroccan Community Abroad, is an advisory body working under the authority of His Majesty the King. As such, the Council puts forward proposals and assesses all matters relating to the Kingdom's public policies geared to Moroccan citizens living abroad. The Council devotes its effort to defend the legitimate interests of this community inside and outside the Kingdom, to strengthen their contribution to the social and human development of the country, and enhance relations of friendship and cooperation between Morocco and the host countries.

Therefore, the Council is invited, through its organization, working method and proposals, to deploy all efforts to achieve the following objectives:

- A.** To constitute a forum for the exchange and compilation of experiences with respect to the ability of Moroccans to integrate and progress in the host countries.
- B.** To create an observatory to explore promising pathways for legal immigration, considering the current or anticipated developments in those countries in the technological, economic, financial, legal and political fields.
- C.** To serve as a center for information and counsel sources in order to facilitate the organization of Moroccans abroad, individually and collectively, within active networks that enable them to engage in credible and widely-representative groups, while strengthening their collective efforts and close solidarity.
- D.** To contribute, in an advisory capacity, to the development, monitoring and evaluation of public policies aimed at the following:
  - ❖ Progressive development of agreements between Morocco and the countries of immigration to make them more consistent and appropriate;
  - ❖ Better response to the needs expressed by the Moroccan community abroad, particularly with regard to language teaching, religious education, artistic and cultural activities, and the various modes of communication, in respect for universal values of human rights and the values advocated by Morocco, such as moderation and tolerance, as well as the laws and regulations in force in the host countries;
  - ❖ Providing appropriate forms of support to Moroccan expatriates in precarious or marginalized situations in the countries of residence;

- ❖ Improving the conditions of Moroccan expatriates' travel to and residence in their country of origin, both when they visit Morocco or when they return thereto for good;
  - ❖ Accelerating and diversifying patterns for the transfer of science, technology, skills, investments and capital to Morocco;
- E.** To contribute to in-depth reflection on conditions and means of extensive, organized and effective participation of Moroccan expatriates in the democratic life of the Kingdom, taking into account the comparative experiences of some countries across the world that organize such participation. This concerns the management of the quality and size of the political representation of Moroccan expatriates within the national representative institutions, the definition of conditions for the exercise or loss of the right to vote and stand for elections, the prevention of conflict of nationalities, the identification of incompatibility cases associated with the various situations of migrants, and the creation of ballot methods and distant voting patterns appropriate to those situations.
  - F.** To strengthen the direct and indirect contribution of Moroccan expatriates to the national, regional and local capacity-building of their country of origin, in the areas of sustainable human development, the expansion of the knowledge society and the promotion of human resources.
  - G.** To develop modern communication and action strategies through different networks, in line with the specificities of each context, in order to contribute to bringing Morocco, society and state, closer to the host countries at the cultural, human and economic levels.
  - H.** To encourage the Moroccan community abroad to play an active role in the dissemination and promotion of the values of equality, social justice and mutual understanding between the various components of the host societies.

## 2. Composition of the Council

- A.** The Council for the Moroccan Community Abroad shall be established under the authority of His Majesty, who appoints its President and Secretary-General.
- B.** The Council shall be composed of 50 members, in addition to senior government officials, as members with observer status, representing government authorities and state institutions concerned with Moroccans expatriates' issues.
- C.** These members shall be selected according to the criteria and procedure referred to below.

- D.** The Council for the Moroccan Community Abroad, at a later stage during its first term of office -on the basis of its experience and after conducting the necessary studies and consultations- shall propose the most appropriate formula for its composition in the future. It is likely that this formula will need to consider the electoral dimension in the Council's composition, at rates determined by the Council.
- E.** At this stage, members shall be selected and appointed for a four-year term from among the immigrant Moroccan figures who are most qualified to contribute to the satisfactory completion of the Council's tasks with utmost competence, credibility and impartiality, including researchers, elected representatives, civil society actors, decision-makers in the host countries, entrepreneurs, leaders of the Moroccan community, artists, athletes, journalists, executives and employees.
- F.** In addition, the composition of the Council shall take into consideration, as much as possible, equity between generations, gender equality, and the geopolitical balance between the countries of residence.
- G.** Based on these criteria and the overall conclusions of the various activities undertaken by the CCDH, the latter suggests to His Majesty to appoint a committee for initial selection tasked to draw up the list of candidate members of the Council of the Moroccan Community Abroad, to be submitted to His Majesty the King for approval.

### **3. Organization and management of the Council**

- A.** The Council shall hold one ordinary plenary session once a year, and extraordinary sessions as considered urgent. These sessions shall be held on the basis of an agenda proposed by the President, on his own initiative or at the request of the absolute majority of Council members, and submitted to His Majesty the King for approval.
- B.** The Council shall have the prerogative to establish and review its rules of procedure, elect a permanent bureau composed of five to seven members, set up working groups and committees, appoint rapporteurs for specific tasks, and prepare and adopt its action programs and annual budget. All this shall be submitted to His Majesty the King for approval.
- C.** For the proper preparation and success of its plenary sessions, the Council uses all modern means of communication to ensure constant consultation among its members.
- D.** The President of the Council shall see to the implementation of the Council's recommendations ratified by His Majesty the King. To this end, it shall collaborate, in a regular and intensive manner, with the competent

legislative, governmental and administrative authorities, which shall provide effective support to the Council's action and to the implementation of its recommendations in accordance with the laws and regulations in force.

- E.** The Council shall also regularly listen to the largest possible number of Moroccans abroad, in order to ensure orderly and democratic communication and consultation with them, through electronic platforms of expression, periodic investigations and surveys through electronic means or mails, and public hearings on specific issues, etc.
- F.** In addition, the Council shall, if need be, seek the assistance of eminent experts specialized in the various fields of immigration that fall within the scope of its functions.
- G.** The Council shall develop thematic reports on the issues it addresses at its plenary sessions. It shall also draw up an annual report on its activities, as well as a general two-year report wherein it analyzes the trends of Moroccan emigration and its specific problems, makes a self-assessment, with the assistance of external experts, of the outcome of its action, organization and functioning, and presents the impressions and perceptions of Moroccans abroad on the Council.
- H.** Immediately after the appointment of the Council members, the President and the Secretary-General shall, within three months at the latest, draw up draft rules of procedure and draft program of priority actions to be submitted to the first plenary session of the Council. To this end, they may seek the assistance of some members of the Council of their choice.

### **Third : For renewable public policies and bodies**

The CCDH considers that the establishment of the future Council for the Moroccan Community Abroad should:

1. Fall within an institutional framework that can be reviewed - and renewed;
2. Keep abreast of the significant developments that have characterized migration in recent decades, in order to take account of the strong expectations expressed by the Moroccan community abroad, particularly in the field of culture.

#### **1. Reviewing the institutional framework**

Demographic expansion, geographical dispersion and the changes that Moroccan migration has undergone in the last few decades, have presented the Moroccan governmental authorities with the challenge to find institutional

responses appropriate for the various renewed issues. Also, these public policies require well-qualified human resources that keep abreast of the changing and diverse facts of this migration, as well as adequate financial resources.

As a comprehensive phenomenon, the issue of migration, in view of its cross-cutting nature, requires the intervention of several public actors (particularly the ministries of Foreign Affairs and Cooperation, Finance, Justice, Islamic Affairs, and National Education, the Delegate Ministry in charge of the Moroccan Community Living Abroad, the Hassan II Foundation for Moroccan Expatriates, and the Mohammed V Foundation for Solidarity) and private sector actors (notably banks, transport companies, money transfer companies, etc).

The Council will be created within this institutional framework and it will have to deal with all these actors.

The success of the Council, particularly in the development, implementation and evaluation of appropriate public responses to expatriates' demands, especially at the cultural level, requires constant coordination among the different public and private actors, as well as the launch of crucial reflection with banks on the management of migrants' deposits and remittances, mostly with a view to raising their profitability for the depositors and the national economy at large.

The public and private interlocutors whom the CCDH consulted agreed on the multiplicity of actors and the negative consequences arising therefrom, as well as on the need to upgrade or overhaul the statutes of some institutions. This highlights three key elements:

- A.** The Council for the Moroccan Community Abroad should have one single interlocutor at the governmental level;
- B.** Public financial mechanisms geared to finance the investment projects of Moroccan expatriates should be restructured, as their action and management (particularly the composition of their management board) seem to be inadequate with the changes affecting migration. The restructuring process should be accompanied by stronger and more effective involvement of all financial institutions intervening in the transfer and development of Moroccan expatriate savings for their own benefit and in the interest of the national economy;
- C.** Public agencies concerned with migration need to be upgraded, by reviewing their statutes, functions, funding, and working methods, in light of the creation of the Council for the Moroccan Community Abroad, the changes in the relevant Moroccan civil society organizations, and the necessity to modernize these mechanisms.

## **2. Fulfilling the basic expectations of migration, particularly in the cultural field**

The consultations held in the countries of residence made it possible to take stock of the great expectations of the Moroccan community abroad concerning both the religious and the cultural issues. These demands are generally expressed in the call to open “Moroccan cultural centers”; a claim that was always repeated at all consultations.

This brings to light the pivotal importance of the religious issue on several levels. Notwithstanding the fact that religious expression in migration varies according to individuals and groups, Islam in the host countries is perceived as a core element of the Moroccan identity and one of the concerns of the immigrant communities and public actors of these countries, and of public opinion, too.

Reservations, or even hostility, of the host population against the increasing emergence of Islam in public space (the building of places of worship, dress, food requirements, etc.) have become a noticeable phenomenon, with strong influence on governments and all social actors in the countries of residence.

If the law guarantees equal treatment in the exercise of Islamic rites, reality is different. As a newcomer to the increasingly diverse European religious space, the Islamic faith still lags way behind the existing religions, and thus needs to make up for it, particularly in the building of places of worship and the teaching of religion. However, the fact remains that the achievement of this goal is hindered by many obstacles: inadequate domestic funding, dispersed civil society actors, and laws hostile to the building of mosques under various pretexts.

Therefore, religious, or even ethno-cultural and linguistic identity does not always find enough space to express itself and seek recognition in the countries of residence. On the contrary, the religion-related tensions that are palpable in the host communities more and more concern the symbols of the culture of origin, which are seen as opposed to the values of these countries and considered contrary or obstructive to a harmonious process of integration.

The disparaging of the culture of origin in these communities has led the migrants and their descendants, regardless of their generations, to revive it and give it concrete form, according to their living conditions and the specificities of their lives. This gave rise to unprecedented forms of cultural expression, mostly in the field of cultural production, and to a lesser extent in the area of cultural practices (representations, beliefs, religious behavior, etc).



Consequently, the development of a quality and diversified cultural product should constitute one of the priorities of the Council for the Moroccan Community Abroad. This new policy should take into account the historical and cultural particularities of each country of residence, especially and in the first place the legal and institutional framework relating to faiths. This approach should also capitalize on the new communication technology as well as on the capacity and qualifications of our community abroad in order to facilitate the dissemination of culture and folklore, on one hand, and collective/ plural contemporary creativity, on the other. It should also reflect in Morocco the cultural dynamism of migrants in general, and migrant creators in particular.

*Twenty-eighth meeting*

*Friday, Shawwal 14, 1428 corresponding to October 26, 2007*

## **Card N°. 1**

### **Proposed composition of the Council**

The formula proposed below, which may certainly be amended, is based on the assumption that the total number of migrants is 3,200,000 (three million two hundred thousand) people, a figure very close to the truth.

Therefore, we can propose a Council composed of 50 members; i.e. one member for almost each 65,000 (sixty-five thousand) Moroccan migrants.

In addition, the composition of the Council should take into consideration the geographical distribution of the Moroccan community abroad, the socio-professional categories, the socio-demographic characteristics, and finally gender equality.

Considering the remarkable distribution of Moroccan immigrants among all continents, and the special status of our immigrants in some areas, the Council for the Moroccan Community Abroad can be formed as follows:

- 1.** Three (3) members from the Arab countries;
- 2.** Thirty-nine (39) members from Europe;
- 3.** Three (3) members from Sub-Saharan Africa;
- 4.** Five (5) members from Canada and the United States.

With regard to the representatives of Western Europe, and taking into account the demographic situation of each country, while ensuring the representativeness of all countries, the following composition is proposed:

- 1.** Eighteen (18) members from France;
- 2.** Four (4) members from the Netherlands;
- 3.** Five (5) members from Spain;
- 4.** Two (2) members from Germany;
- 5.** Four (4) members from Italy;
- 6.** One (1) member from the Scandinavian countries;
- 7.** One (1) member from the United Kingdom;
- 8.** Four (4) members from Belgium.

The composition of the Council should also take into consideration the diverse socio-professional backgrounds of the Moroccan migration, and therefore include the following six categories, i.e. between ten and thirteen persons approximately for each category:

- 1.** Civil society actors and trade unionists;
- 2.** Contractors and executives;

3. Officials responsible for religious spaces and practices;
4. Artists and athletes;
5. Researchers, intellectuals and academic executives;
6. Competencies.

Finally, and in order to take account of the three important phenomena that have characterized the Moroccan migration during the last ten years (the increasing feminization, the aging of the first generations, and the emergence of new generations born and raised in the countries of residence), it is proposed to take into consideration both the developments that have impacted these socio-demographic and gender equality in the composition of the Council.

## **Card N°. 2**

### **Initial conclusions of internet-based consultations**

#### **Creation of a data register and questionnaire management**

Correspondences were sent to a mailing list of 2066 persons, drawn up on the basis of two main sources:

❖ **The Ministry of Foreign Affairs and Cooperation:**

1. Lists delivered by the Delegate Ministry in charge of the Moroccan Community Living Abroad;
2. Lists delivered by embassies and consulates;

❖ **The Advisory Council on Human Rights:**

3. Lists delivered by the members of the working group on migration;
4. Lists of attendance at the consultations held abroad;
5. Lists of attendance at seminars organized by the CCDH;
6. Lists delivered by associations abroad;
7. Lists delivered by expert persons;
8. Lists of attendance at the “symposium”;
9. Telephone conversations, emails and mail or fax correspondences that the CCDH received;
10. List of visitors received by the CCDH.

Among all the emails sent, 918 were invalid, either because the address no longer exists or the email was rejected for different considerations (for technical reasons or for being considered as spam mail).

Out of the 1136 emails correctly received, 845 questionnaires were opened. Data was collected from 575 questionnaires, with a response rate of 68% from 25 countries of residence. Moreover, 20% of the answers were received from migrant women.

Each email sent comprised a personal letter that invites the recipient to fill out the questionnaire. The latter contained six sections on: personal information, period of residence abroad, other non-professional activities abroad, upcoming projects in Morocco, the Council's functions, and the requirements to be a member of the Council.

### **Initial results**

Every one of three expatriates has dual nationality, and 80% have been living abroad for more than 10 years.

332 persons (58%) said that they had another non-professional activity in the country of residence (association, political party, trade union, etc.) and 140 persons (24%) said they had a project in Morocco with an associational or business character. 123 (21%) declared to have double commitment in Morocco and in the country of residence.

For the functions of the Council, the interviewed persons were invited to rank these tasks on the basis of preference. The answers resulted in the following order:

- ✧ Defend the interests of Moroccans abroad;
- ✧ Facilitate their contribution to Morocco's human development;
- ✧ Enable Moroccans abroad to participate in the democratic process of Morocco;
- ✧ Facilitate the return of Moroccan competencies from abroad;
- ✧ Encourage self-organization of Moroccans living abroad;
- ✧ Popularize the reality and contributions of Moroccan migrants;
- ✧ Defend the interests of Moroccan expatriates in Morocco;
- ✧ Defend the interests of Moroccan expatriates when visiting Morocco.

As to the ranking, on the basis of preference, of the requirements that the members of the Council shall have, the interviewees expressed the following expectations:

- ✧ To be fully aware of the problems and expectations of the Moroccan community abroad;
- ✧ To have credibility, impartiality and integrity;
- ✧ To be good mediators between Morocco and the host countries;

- ✧ To possess recognized intellectual abilities;
- ✧ To possess recognized professional skills;
- ✧ To have good knowledge of Morocco and its institutions;
- ✧ To be recognized defenders of the rights of migrants.

### Card N°. 3

## Summary of some activities organized during the consultations

### Seminars

	First seminar	Second seminar	Third seminar	Fourth seminar	TOTAL
	Development	Women	Culture	Citizenship	
The number of participants	120	170	200	350	840
The number of guests taken on	74	65	111	204	454
The proportion of women guests	12	56	18	53	139
	16%	87%	16%	21%	31%
Participants by country of residence	10 countries	9 countries	12 countries	19 countries	

## Consultations held abroad

62 consultations were held from February to June 2007, in 38 cities spread over the following 20 countries of residence: Netherlands (Amsterdam); France (Strasbourg - Nancy Amiens - Besancon - Paris - Montpellier - Metz - Agen - Thionville - Lyon); Germany (Frankfurt - Dusseldorf); Italy (Naples - Bologna); United Kingdom (London); Saudi Arabia (Jeddah); Syria (Damascus); Jordan (Oman); Belgium (Brussels); Sweden and Denmark (Copenhagen); Algeria (Algiers); Tunisia (Tunis); Mauritania (Nouakchott); United States of America (Washington, DC - Orlando - Boston - New York); Spain (Madrid - Barcelona - Seville); Canada (Montreal - Toronto - Sherbrooke - Quebec); United Arab Emirates (Abu Dhabi); Sultanate of Oman (Muscat); and Libya (Tripoli).

The meetings held in many cities were of a regional nature. In total, about 1548 persons participated in these meetings, which were conducted by 15 members of the CCDH and 10 members of the working group on migration.

## Consultations in Morocco

The meeting held on March 3, 2007 with the Moroccan researchers specialized in migration issues was attended by thirty university professors from the faculties of Fez, Oujda, Meknes, Rabat, Marrakech, Agadir, Tangier and Casablanca.

The CCDH delegations also met with the following political officials: Mohammed Abiad, Secretary-General of the Constitutional Union; Abdellah El Kadiri, Secretary-General of the National Democratic Party; Abdessalam El Aziz, Secretary-General of the Unionist National Conference; Thami El Khyari, National Secretary of the Democratic Forces Front; Mohamed Elyazghi, First Secretary of the Socialist Union of the Peoples' Forces; Saad Eddine Othmani, Secretary-General of the Justice and Development Party; Moulay Ismail Alaoui, Secretary-General of the Progress and Socialism Party; Abbas El Fassi, Secretary-General of the Independence Party; Abdelmajid Bouzoubaa, Secretary-General of the Socialist Party; Mustapha Mesdad and Mustapha Miftah, of the Unified Socialist Party; Najib Ouazzani, National Secretary of the Al-Ahd (Pact) Party; and Mohand Laenser, Secretary-General of the Popular Movement.

These meetings saw the participation of 13 CCDH members.

Finally, the CCDH organized two meetings with Moroccan associations.

The first meeting was held with the following human rights associations: Amnesty Morocco; Research Center on Democracy and Human Rights; the Moroccan Forum for Truth and Justice; People's Rights Center; the Moroccan Bar Association; the Committee for the Defense of Human Rights; the Moroccan Human Rights Center; and the Moroccan Organization for Human Rights.

The second meeting included the following associations: the Democratic League for Women's Rights; M3D Association (migration, development, right and dignity); Moroccan Democratic Civil Forum, Shouaala Association; Amal Association (active women); Democratic Association of Moroccan Women; Morocco Euromed Network of Non-governmental organizations; Union of Women's Action; Jossur Forum of Moroccan Women; and the Amazigh Network for Citizenship.



*Third*  
*The Equity and Reconciliation*  
*Commission Recommendations*





## I. The Principles and the Process of Submitting Recommendations

The work of the Equity and Reconciliation Commission regarding the preparation of the recommendations that crown its Final Report is based on the following principles:

- ❖ The country's choice to move towards the future by promoting and protecting human rights in the context of the country's democratic transition;
- ❖ Consolidating the process of the reform going on in various fields related to human rights;
- ❖ The provisions of the statute dealing with the submission of proposals intended to ensure non-repetition and erase the effects of the violations and restore and strengthen trust in the rule of law;

In implementation of the above principles, the recommendations of the Commission are intended to be in harmony with major developments, including:

- ❖ Political will at the highest levels, sustained by the constitutional democratic monarchical system, which ensures the sanctity of the state and its institutions, making democracy, the spirit of citizenship and the dissemination of a culture of human rights and duties the best protection of society from extremist and terrorist tendencies, releasing the potential of Moroccans so that they are all in complete harmony with the aspirations of their country and rising to the internal and external challenges that face it;
- ❖ The appeal by His Majesty to reform the justice system, in order to ensure its sanctity and to make its rulings aspire to equity in a framework of independence from all forms of physical or moral pressure, and considering the principle of the independence of the judiciary a basic element of democracy which meant: to ensure the smooth administration of justice, and guaranteeing its constitutionality; to ensure the rule of law and the equality of all before the law in all situations and circumstances; and to ensure the role of the justice system in promoting democracy and development;
- ❖ The broader humanitarian dimensions of the National Initiative for Human Development, which is based on the principles of political democracy, economic efficiency, social cohesion, work, innovation, and enabling the citizen to use his qualifications and abilities in the most advantageous manner;
- ❖ Constitutional entrenchment, in that during the two constitutional revisions of the 1990s, the country has witnessed constitutional entrenchment of human rights as internationally recognized;
- ❖ Resuming the process of modernization of the legal structures related to

individual and collective rights and freedoms so as to establish human rights in the warp and woof of public and private laws;

- ❖ Modernizing penal legislation, so as to establish principles and safeguards in the relevant processes and procedures, and in parallel to open a national debate about the options and foundations that must be adopted in the field of penal policy;
- ❖ Establishing a qualitative review of the form and content of the Family Code, in the framework of its conformity with universal standards on human rights, the values of justice and equality, and the purposes of the Islamic Shari'a. This enabled the foundation stone to be laid with regard to the problem of the specificity and universality of a legal structure that safeguards the rights of women and children and establishes the family on a basis of justice and equity;
- ❖ The reinstatement of cultural rights and the Amazigh language as a component of national identity;
- ❖ Political emphasis on the necessity of a separation of powers on the level of the administration and state and providing citizens with swift and efficient means of defending their rights, by establishing a new understanding of authority in daily dealings with the administration or by means of a justice competent for that;
- ❖ Putting in place mechanisms for mediation and intervention, in order to protect human rights from violations or to clear up violations.

While recalling these major gains, which were launched in the form of laws mechanisms, and national programmes and workshops, the Commission hopes that its recommendations and suggestions will be an additional contribution to the process of entrenching human rights, anchoring democracy and strengthening the rule of law.

On this basis, the Commission is very aware that the proposals that it submits within its mandate seek no more than to give guidelines and procedures that should consolidate legal safeguards when the legally competent authorities undertake the task of modifying legislation to institute, nullify or complement.

## **II. Criteria and Methods used in Preparing the Recommendations**

In preparing the recommendations, the Commission relied, in addition to the political will of the highest authorities in the country and the process of reform currently going on:

- ❖ International human rights standards and the benefit gained from comparative experiences in the field of transitional justice round the world,

and also the innovations formulated with regard to the relationship between human rights and democracy by the United Nations and international parliamentary bodies;

- ❖ The conclusions from the Moroccan experience of the grave violations committed in the past as regards the types, the extent, the responsibilities of institutions linked to them, and the deficiencies in the fields of law, justice and security governance;
- ❖ Academic studies and research into the legislative and regulatory texts relating to human rights, or those that might have a positive or negative impact on how they are respected or enjoyed. This enabled clarification of what safeguards and procedures needed to be consolidated and strengthened, complemented or put in place for the first time;
- ❖ Studies that helped one to examine the consolidation of the prerogatives and the roles of the bodies involved or intervening in the field of human rights, in terms of the way they carry out their tasks;
- ❖ Dialogue and consultation meetings with the political parties, associations and non-governmental organizations involved and the representatives of the public authorities, which resulted in the receipt of various proposals on the subject;
- ❖ In-depth discussions among members of the Commission, in groups or through the teams, and experts.

### **III. The Main Fields for the Proposed Reforms**

#### **1. Consolidating Constitutional Protection of Human Rights**

It is not the Commission's prerogative to take a position concerning political or party points of view revealed during public debate on the constitution.

Giving due respect to the two branches that the constitution grants the right to initiate amendments, namely His Majesty the King and parliament, the Commission recommends, in its thinking about issues requiring to be taken into account in the heart of the constitution of the country, when possible, the following:

- ❖ Consolidating respect for human rights and improving security governance, especially in case of crises;
- ❖ Promoting the constitutional entrenchment of human rights as internationally recognized by clearly rooting the principle of the supremacy of relevant international treaties and conventions and in general the international human rights standards and humanitarian law over domestic laws;

- ❖ Clear constitutional enunciation of the content of basic freedoms and rights, including for example the freedoms of movement, expression, demonstration, trade union and political organization, assembly, and strike, and the confidentiality of correspondence, the sanctity of the home and respect of private life, and to make them sufficiently immune to any disruption by normal legislative, regulatory or administrative work. It must also enunciate the provision that makes the regulation of this field the prerogative of the law, and oblige the legislator himself, whenever he regulates their exercise, to legislate, in addition to the existing safeguards, additional protective safeguards as well as providing means of recourse to the courts for citizens who consider themselves to have suffered injury while exercising any of these rights or freedoms;
- ❖ Consolidating constitutional safeguards of equality, by enunciating equality between men and women in political, economic, social and cultural rights;
- ❖ Consolidating constitutional control of laws and independent regulatory decrees issued by the executive branch, and enunciating in the constitution the right to claim an exception on the grounds of the unconstitutionality of a law, while referring the matter to the Constitutional Council for a final decision, and to lay down detailed conditions for that, so as to avoid too many claims of unconstitutionality of laws issued by parliament being referred to the Constitutional Council;
- ❖ Criminalization of forced disappearance, arbitrary detention, ethnic cleansing, and other crimes against humanity, as well as torture and all forms of harsh, inhuman and humiliating treatment and punishments;
- ❖ A constitutional ban on all forms of discrimination internationally condemned, and all forms of incitement to racism, xenophobia, violence and hatred;
- ❖ Constitutional acknowledgement of the principle of presumption of innocence and the guarantee of the right to a fair trial;
- ❖ Consolidation of the principle of the separation of powers, especially as regards the independence of the justice system and the Statute of the Judiciary, with an explicit ban of any intervention by the executive branch in the organization of justice and the conduct of the judicial branch;
- ❖ Strengthening constitutional safeguards of the independence of the Supreme Council of the Judiciary and defining its Statute by means of a regulatory law by virtue of which its composition and role will be reviewed with a view to ensuring that it represents other non-judicial

parties, acknowledging its human and financial autonomy, giving it wide powers in the field of organizing the profession and laying down its controls, its ethics, and evaluation of the work and efficiency of judges. It should be given the responsibility of preparing an annual report concerning the administration of justice;

- ❖ Promoting security governance by strengthening security and maintaining public security both in ordinary circumstances and during crises;
- ❖ Clarifying and strengthening the powers of parliament to investigate facts regarding the respect of human rights and uncovering any events that prove the occurrence of grave violations, while obliging it to establish investigation committees with wide-ranging powers to examine cases where it appears that human rights have been violated or are liable to be blatantly violated, and granting the minority also the right to establish such committees;
- ❖ Acknowledging the responsibility of the government to protect human rights and to maintain public security, order and administration;
- ❖ Composing a high-level committee of constitutional, legal and human rights experts to be entrusted with the task of examining the requirements and the repercussions of the proposed constitutional requirements and to submit suitable proposals to achieve conformity between domestic legislation and international conventions ratified by Morocco in the field of human rights.

## **2. Continuing to Accede to International Human Rights Law Conventions**

- ❖ The Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, Aiming at the Abolition of the Death Penalty was ratified;
- ❖ The Optional Protocol to the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women was ratified, and the reservations that Morocco had recorded regarding some provisions of the said convention were withdrawn;
- ❖ In fulfilment of its signature to it, the statute of the International Criminal Court was ratified, while examining the constraints raised.

## **3. Consolidating Legal and Judicial Protection for Human Rights**

### **3.1. Legal Reinforcement of Individual and Collective Rights and Freedoms**

- ❖ Examining carefully judicial ante hoc and post hoc procedures and mechanisms intended to ensure a balance between the necessity of

broadening the scope of freedoms on the one hand and on the other the preservation of the dignity and private lives of individuals and the requirements of combating terrorism, hatred, violence and discrimination;

- ❖ Strengthening judicial supervision after rulings are issued;
- ❖ Examining carefully methods of strengthening and improving the self-regulation of professional institutions, especially as regards ethics, code of conduct and settlement of internal disputes.

### **3.2. Grave violations of human rights**

- ❖ Conformity of domestic criminal legislation with the country's commitments and obligations as regards international standards, and the crimes of forced disappearance and arbitrary detention, and in particular as regards:
  - Inserting the definitions, descriptions and constitutive elements attributed to them in international conventions into the Moroccan Penal Code, insofar as they are crimes;
  - Inserting the elements of responsibility relating to them and the sanctions laid down, as internationally defined;
  - Punishment of perpetrators of violations and their accomplices with the most severe sanctions, whatever their rank, position, or post, or whatever relationship they had with the restriction of freedom or the implementation of the law, or whoever carried out their orders or by virtue of their post supplied assistance or expertise, in addition to anybody who concealed or failed to provide information relating to the crimes of forced disappearance, arbitrary detention or torture;
  - Empowering government officials, agents of public authorities, or minor officials who are charged with carrying out the orders of their superiors to report any information indicating that the said crimes are being committed or that there is an attempt to commit such crimes, whatever the capacity of the authorizing authority;
  - Laying down special procedural provisions with regard to the protection of the victims of grave violations of human rights and their rightful claimants, when necessary, in terms of giving them a hearing during the investigation and allowing them to stand as a civil party before the competent judicial body, and in terms of rehabilitation and reparation for injuries.
- ❖ The Equity and Reconciliation Commission records its great interest in the government's initiative to prepare a draft law to criminalize torture,

in implementation of the Advisory Council on Human Rights' recommendation, and urges parliament to ratify it with the aim of officially publishing it. It considers it necessary to strengthen its provisions in accordance with the above.

#### **4. Laying down a Strategy to Combat Impunity**

- ✧ On the basis of the results contained in its Final Report, the Equity and Reconciliation Commission calls for the setting in place of a comprehensive, integrated and multilateral national strategy to combat impunity; a strategy based on protective legislative provisions in conformity with international standards and the requirements for entrenching and protecting the process of democratization currently under way in the country, in which all legal, judicial, civil, educational and social parties participate by means of programmes aimed at combating, protecting, sensitizing, acculturating and training, and ensuring effective punitive measures and transparent and fair control so as to make a break with all impunity.

#### **5. Rehabilitating Penal Policy and Legislation**

- ✧ Implementation of the results of the national dialogue conducted on the occasion of the Symposium on Penal Policy in Morocco held in Meknes from 9-11 December 2004. Its conclusions and recommendations are an excellent platform for formulating methods of reform regarding the country's penal policy, and especially levels of detention, freedom-depriving sentences and their alternatives, alternatives to public prosecutions, and safeguards for the protection and assistance of victims, the protection of the most vulnerable groups and mechanisms of penal justice;
- ✧ Consolidating the latest revision of the Code of Penal Procedure with additional provisions and other complementary ones to enshrine respect for human rights and move towards an inquisitorial justice instead of an adversarial one, and to correct deficiencies that have been revealed by practice and have hindered those working in the profession;
- ✧ Consolidating the latest revision of the Penal Code by including a clear and detailed definition of violence against women, adopting international criteria in the field, and enunciating more severe sanctions in case of women being subject to violence in all its different forms, including rape by officers of apparatuses entrusted with enforcing the



law, and broadening the scope of the criminalization of sexual harassment to include various spheres (instead of limiting it to the workspace as is done by recent amendments), and adopting the obligation to place women in custody in the charge of women officers.

## **6. Rehabilitating Justice and Strengthening its Independence**

In addition to what has been stated concerning the constitutional strengthening of the judicial branch:

- ❖ Separation of the post of minister of justice from the Supreme Council of the Judiciary;
- ❖ Locating the Supreme Council of the Judiciary in the headquarters of the Supreme Court;
- ❖ Monitoring the acceleration of the pace of reform of the justice system and improving its performance;
- ❖ Continuing to modernize the courts;
- ❖ Giving incentives to judges and judicial assistants, providing them with basic and in-service training, and regularly assessing their performance;
- ❖ Continuing projects to regulate the various judicial occupations and enabling them to order their own affairs as regards rights, duties and ethics;
- ❖ Reviewing the regulation and the powers of the ministry of justice so as to prevent any interference or influence by the administrative apparatus on the course of justice or the conduct of trials;
- ❖ Criminalization of intervention by the administrative apparatus in the course of justice;
- ❖ Strengthening penal sanctions against any violation or infringement of the inviolability or the independence of the judiciary.

## **7. Implementation of the Recommendations of the Advisory Council on Human Rights concerning Prisons**

- ❖ Implementation of the recommendations issued by the Advisory Council on Human Rights contained in its special report on conditions in penitentiary institutions issued in 2004 so as to reform conditions in them by broadening the prerogatives of the sentencing judge, and implementing the systems of conditional release and judicial supervision, and preparing regulations relating to the system of pardon in terms of its procedures and criteria;

- ✧ The Ministry of Justice should inform the Advisory Council regularly concerning the progress of implementation, the difficulties it has faced, and their causes;
- ✧ Creation of a miniature administrative council, composed of judges, educators and specialists in the field, to give its opinion concerning financial, regulatory and security management, the allocation of human resources, and the choice of prison governors, their appointment to appropriate positions and assessment of the management of the facility.

## **8. Rationalization of Security Governance**

### **8.1. Government Responsibility for Security**

- ✧ Implementation of the effects of the principle that says “the government is corporately responsible” for security operations, the maintenance of public order, the protection of democracy and human rights, and obliging it to inform the public and parliament of any incidents requiring the intervention of public force, and to give a detailed account of the course of events, of security operations and their results, responsibilities and any corrective measures to be taken.

### **8.2. Parliamentary Control of and Investigation into Security Matters**

- ✧ The political parties represented in parliament should implement the principle of their political and legislative responsibility for the protection of human rights and basic freedoms, whenever there are claims of grave violations of human rights, or grave actions that violate or threaten the values of society and its democratic choice;
- ✧ Improving the performance of parliamentary fact-finding committees through the provision of security and legal experts to help them to prepare objective and significant reports devoid of political considerations;
- ✧ Strengthening the mechanism of questions and direct hearings by parliament as regards responsibility for the maintenance of security and public order;
- ✧ include, in addition to ministers responsible for security and justice, all those directly responsible for security apparatuses and operations of deterrence on the national, regional and local levels.

### **8.3. The Situation and Regulation of the Security Apparatuses**

- ❖ The legal framework and the relevant regulatory texts relating to the prerogatives and regulation of the process of taking security decisions should be explained and published, as well as the means of intervention during operations, and the systems of supervision and evaluation of the work of the intelligence apparatuses and the administrative authorities entrusted with maintaining public order and those having the authority to use public force.

### **8.4. National Supervision of Security Policies and Practices**

- ❖ Description and classification of security crisis scenarios, the conditions and technologies for intervention appropriate for each, as well as the methods of supervision and the drawing up of reports for security interventions;
- ❖ The political supervision of security operations and the maintenance of public order should be made immediate and transparent by publishing reports about security operations, the losses that resulted, the causes for these losses and the corrective procedures adopted.

### **8.5. Regional and Local Supervision of Security Operations and the Maintenance of Public Order**

- ❖ Security operations and the maintenance of public order falling within the remit of regional and local authorities should be placed under the immediate supervision of local or regional multi disciplinary, supervisory and monitoring committees;
- ❖ After every operation of this sort, a detailed report should be published concerning the events, the operations, the results, and the causes of any excesses that occurred.

### **8.6. Criteria and Limits for the Use of Force**

- ❖ All apparatuses and agents of the public authority or the security forces should be obliged to keep all documentation relating to a decision to intervene or to resort to public force, as well as reports, notifications and correspondence relating to it;
- ❖ Oral orders or instructions should be considered void, except in cases of imminent danger, provided that the oral orders are then followed by written orders, signed to confirm;

- ✧ Anyone who is proved to have concealed the occurrence of human or material losses or to have made excessive use of public force, or to have concealed excesses that occurred or forged, destroyed or concealed documents relating to such should be subject to severe administrative and criminal sanctions.

### **8.7. In-service Training for Public Authority and Security Agents in the field of Human Rights**

- ✧ Training and in-service training programmes in the field of human rights and the culture of citizenship and equality should be drawn up for security officials and agents, and those entrusted with maintaining order, using international standards and national legislation relating to human rights;
- ✧ Guidebooks and didactic materials should be continuously prepared and published to raise awareness and sensitize security officials and agents concerning the principles of good governance in the fields of security and respect for human rights.

## **9. Promoting Human Rights through Education and Awareness-raising**

- ✧ The Equity and Reconciliation Commission calls for a national comprehensive and long-term plan to be drawn up regarding this, on the basis of the national consultations currently taking place round the Advisory Council on Human Rights' initiative regarding the National Plan for Educating in and Promoting Human Rights. In this context, the Commission considers that the priorities for the promotion of human rights include the following:
  - Inserting the fight against illiteracy and informal education into the National Programme for Education on Human Rights;
  - Disseminating the experience of citizenship clubs among educational establishments, supporting them and ensuring coordination between them;
  - Keeping in mind the principles of human rights as a formative background for the compilation of textbooks;
  - Inserting a gender approach into the various stages of the educational process, including the compilation of textbooks;
  - Improving the effectiveness of training courses and research groups in the field of human rights in universities, UNESCO, and research groups,

- and these experiences should be disseminated to all Moroccan universities;
- Inserting human rights training, in-service training, and sensitizing programmes within the framework of a work plan aiming to instil the principles of human rights and human rights education in the programmes and policies of the sectors involved in promoting the culture of human rights;
  - Developing the institutional capacities of non-governmental organizations working in the field of human rights and the professionalism of their staff. They should be considered an essential partner when drawing up any policy or work plan seeking to promote human rights culture or education. The continuation and the effectiveness of this partnership should be ensured;
  - The culture of human rights should be enshrined in all streams of national culture by means of research, organizing conferences, supervising training courses and publishing intellectual journals;
  - Renewing religious thought, reforming religious education, and using the audio-visual media, literature and the arts to spread the human rights culture.

## **10. Academic Research relating to the Ancient and Modern History of Morocco**

- ❖ All national archives should be preserved, and their regulation should be coordinated between the different departments involved. A law should also be enacted to regulate the conditions of preservation, hours of opening to the public, the conditions for consulting them, and the sanctions for defacing them;
- ❖ The content of the country's history syllabi should be gradually reviewed;
- ❖ In addition to the tasks entrusted to it, the institute it has recommended to be set up should conduct documentation, research, and publication concerning the historical events relating to the grave human rights violations of the past, development of human rights and democratic reform issues.

## **11. The Mandate of the Advisory Council on Human Rights to Combat Violations**

- ❖ The mandate of the Council to combat violations automatically or on the basis of a request should be strengthened, in the field of investigation and fact-finding in cases of human rights violations;

- ✧ It should monitor the conduct of trials;
- ✧ The degree of cooperation given by public authorities in its investigations into violations should be increased. The Council should be given access to relevant information and reports and be informed of corrective steps taken regarding them.

#### **IV. The Framework for Submitting the Final Report containing the Recommendations**

- ✧ The report should be considered as a public national reference document that should be included in the educational structure in general, and in the occupational and in-service training of authority agents, security officials, judges, judicial assistants, lawyers and officers in penitentiary institutions;
- ✧ Activities of a publicity and educational nature should be organized to present the report to ordinary citizens;
- ✧ Lectures and meetings should be organized to present and discuss the report internationally in order to publicize the Moroccan experience in the field of truth and reconciliation;
- ✧ A national event should be held in honour of the women who were victims of the grave human rights violations of the past, and as an acknowledgement of the suffering they endured and the sacrifices they made.

#### **V. Monitoring the Implementation of the Commission's Recommendations**

- ✧ A committee should be set up in the Advisory Council on Human Rights to monitor the implementation of the recommendations issued by the Commission in the fields of truth, reparation for injuries and guarantees of non-repetition. This committee should be invested with wide prerogatives and powers to contact all authorities and bodies involved, and should submit a regular report on the results of its work, including progress made or delays occurring in this field. The Council should also include this report in its annual report on the status of human rights in Morocco;
- ✧ A mixed ministerial committee should be set up by the government to monitor the implementation of the Commission's recommendations, on which should be represented the Ministries of the Interior, Justice, Culture, Communication, Education and Vocational Training;

- ❖ The implementation of the results of the work of the Commission in the field of reparation for injuries should be monitored by a monitoring mechanism responsible for the official preparation of decisions issued in the field of compensation of victims and for the procedures for notifying them. It should forward them to the government for implementation and should ensure the implementation of the Commission's recommendations regarding programmes of reparation for other injuries;
- ❖ Technical committees should be set up to monitor the implementation of community reparation projects, on which should be represented the sectors and departments involved. It should provide the government and the monitoring committee emanating from the Advisory Council with regular reports concerning the results of its work;
- ❖ Mixed monitoring committees should be set up composed of elected officials, representatives of local authorities, non-governmental organizations and representatives of the technical government departments involved, which should be entrusted with monitoring the implementation of the projects proposed on the commune, provincial and regional levels. It should submit regular reports to the local communes, the government, and the monitoring committee emanating from the Advisory Council.

## **VI. Preserving the Archive of the Commission and Regulating its Use**

- ❖ The entire archive of the Commission should be transferred to the Advisory Council on Human Rights, which should be responsible for keeping and organizing it, and also for defining the means and the conditions for consulting it.

## **VII. The Official Public Apology**

- ❖ The Commission recommends that after its Final Report is submitted, the Prime Minister make a declaration before parliament containing an official apology in the name of the government for the state's responsibility for the results of the grave human rights violations of the past.

## **VIII. Ensuring Health Cover for the Victims**

- ❖ The Commission recommends ensuring basic health cover according to Law No.00-65 for persons who have been established to be victims of human rights violations;

- ✧ It suggests that by virtue of this, these persons be inserted, in the first stage, in accordance with Clause 4 of this law, as pensioners whose contributions the state will pay on their behalf to the bodies responsible for health cover;
- ✧ In a second stage, the Advisory Council on Human Rights could help to prepare a draft amendment on this point, in agreement with the parties involved, by virtue of which this group could be clearly included in the framework of this law;
- ✧ A permanent structure should be set up to counsel and assist victims, a sort of referral centre specializing in caring for victims of violations and mal-treatment, in accordance with the following suggestions:
  - A ‘national medical coordinator’ and ‘local medical coordinator’ should be appointed, attached to the Ministry of Health, especially in the provinces where there are a large number of victims;
  - In coordination with the sectors involved, the centre should give scientific training to health workers in this field (doctors, nurses, social assistants etc.);
  - The centre should offer counsel and scientific and technical services in the field to all bodies and institutions involved, whether inside or outside the country;
  - In view of the pressing need for a structure of this sort at the level of the regions of the Middle East, North Africa and others, it could subsequently play a major role as a regional referral centre. In fact, some international organizations and regional associations have expressed their readiness to support a project of this sort.
- ✧ According to studies and enquiries conducted by the Commission concerning the health condition of the victims, it transpires that there is a group of them who need to be given special importance in view of their health and social condition, which requires that their health needs be met as a matter of urgency in specialist centres.

## **IX. Securing Respect for the Rights and Interests of Moroccan Communities Abroad**

- ✧ The Equity and Reconciliation Commission commends the royal decree of His Majesty Mohammed VI, addressed to the government, ruling that the total and comprehensive participation of Moroccan migrants should be guaranteed in forthcoming national elections and in the establishment of a Supreme Council for Moroccan Residents Abroad;



- ❖ It considers that drawing up a political plan that respects the rights and interests of Moroccans abroad requires consultation and coordination between the council that is to be set up and the group of associations and activists working within the communities on the one hand and the government on the other;
- The Commission recommends the creation of a national migration museum to preserve the memory of migrants and their contribution to history;
- In the meanwhile, the activities of Moroccan expatriate amicales (associations), which one way or another played a role in violating the rights of migrants, should be frozen in all public or semi-public institutions;
- The Commission recommends that the Committee charged with monitoring compensation operations should seek to settle the problems of expatriate citizens who have not yet returned to the homeland, by solving the administrative problems which play a particularly important role in preventing their return.

## **X. Completing the Process of Promoting and Protecting Women's Rights**

- ❖ Consolidating and capitalizing the important gains achieved in the field of promoting women's rights and completing the process of reform in this field, by laying down a comprehensive, integrated and forward-looking national strategy aiming at rehabilitating and empowering women, and drawing them out of their vulnerable position by combating illiteracy, poverty, discrimination and violence, and developing their participation in public life and decision making by establishing and consolidating incentive measures;
- ❖ Creating a national mechanism to promote and protect women's rights, and monitoring the implementation of public policies in the field, and investing it with the prerogatives and means necessary to carry out its tasks;
- ❖ Institutional and geographical consolidation of counselling and legal and psychological aid centres for women victims of violence, opening the door for women victims of past violations to benefit from them.

## **XI. The Polisario Detainees**

In view of the fact that the Commission has received numerous petitions sent to it from people formerly detained by the Polisario, or from their rightful

claimants, it has been forced to declare that it is not competent to adjudicate those requests, in view of the provisions enunciated in its statute, which refers only to unlawful events resulting from the actions of public officers belonging to the state, or from the deeds of individuals or groups acting in its name.

In view of all the sufferings that the detainees involved have endured from the extreme physical and moral injuries incurred as a result of their defence of the national territory and its unity, and to strengthen the spirit of citizenship and social solidarity, the Commission recommends that all the necessary steps be taken to grant reparations for all the injuries suffered by the above-mentioned detainees and their rightful claimants.

## **XII. The Cases of the Tagounite Centre Detainees**

In view of the fact that in 1971 the public authorities decided to arrest numerous persons in Casablanca, without any justification, and to transfer them to Tagounite, where it left them in detention for about two years in a place there called Glaoui's Castle;

And in view of the fact that the Commission has received a number of petitions from those persons and their rightful claimants, it has been forced to declare that it is not competent to adjudicate those requests, in view of the provisions enunciated in its statute;

But in view, nevertheless, of the arbitrary nature of the said detention, and the state's responsibility for it, whether in legal or human rights terms, and in view of the extremely severe conditions which those involved endured, and the different physical and moral injuries that ensued;

The Commission recommends that all the necessary steps be taken to grant reparations for all the injuries suffered by the above-mentioned detainees and their rightful claimants.

## **XIII. Requisitioned and Unpaid Labour during the Disturbances of 1960, 1967 and 1973**

The Equity and Reconciliation Commission received a number of petitions relating to unpaid and requisitioned labour during the Azilal, Beni Mellal, and Marrakech disturbances of 1960, the Takleft disturbance of 1967 and the disturbances of March 1973, totalling 1168.

After studying these files in the light of the Commission's statute; and after examining the provisions in force nationally and internationally concerning

requisitioned labour, like Dahir 10/8/1915 relating to meeting military needs, Dahir 25/3/1918 concerning the regulation of requisitioned civilian labour, Dahir 16/10/1926 concerning requisitioned labour relating to means of transport, Dahir 2/12/1929 concerning requisitioned labour in means of transport, and Dahir 18/3/1931 concerning meeting military needs, Dahir 2/9/1931 concerning means of transport, Dahir 26/5/1933 concerning means of transport, Dahir 22/7/1938 concerning meeting military needs, Dahir 13/9/1938 concerning the general organization of the state in time of war, Dahir 19 June 1940 concerning the use of persons and resources, and the World Labour Organization Convention No. 29 relating to requisitioned labour, and World Labour Organization Convention No. 105 relating to the cancellation of compulsory labour and international human rights law;

It became clear that the work which the inhabitants of the above-mentioned regions were charged with by the public authorities fall into the category of requisitioned and unpaid labour and in some cases -particularly in 1967- into the category of the Promotion Nationale.

In view of the provisions of its statute, the Commission concluded that this requisitioned and unpaid labour did not fall within its competence.

In view of the principles of justice and equity, and in view of the sufferings of the persons who, as requisitioned and unpaid labour, undertook various tasks most of which harmed various regions that subsequently suffered from neglect and marginalization, the Commission recommends the departments concerned to take the necessary steps and measures to give individual and community reparations for the injuries suffered by the said regions.

At the same time, the provisions of the Dahirs and decrees relating to requisitioned and unpaid labour must be amended to bring them into conformity with the provisions of international charters relating to human rights, which the Moroccan constitution says that the country must abide by. The Commission therefore recommends that these provisions be revised to bring them into conformity with these charters.

## **XIV. Uncovering the Truth concerning Pending Files**

### **1. Preserving the Archive**

The Commission believes that many ministries, departments and security services hold registers and documents that could help in the future to shed more light on the truth about the grave human rights violations and clarify many obscure points in the history of the nation. While waiting for a comprehensive

and ambitious policy for organizing the national archive (the subject of a separate recommendation), the Commission therefore humbly requests His Majesty the King, in his capacity as protector of the freedoms and higher interests of the nation, to issue an order to the Prime Minister to issue as a matter of urgency a memorandum instructing all ministries, public and semi-public departments, and security apparatuses to maintain the archive and preserve it at least in its present condition. The memorandum must stress that the perpetrator of any act likely to result in the defacing or total or partial destruction of official documents and registers will be liable to the measures and sanctions enunciated in the law.

## **2. Continuing Investigations**

The victims and their rightful claimants have a right to know the truth, and the Commission's investigations have made tangible progress regarding many files that were submitted to it. However, in some cases they have not come to a final, clear and undisputed conclusion concerning the events linked to them. The Commission therefore recommends that investigations be continued using the same methodology and at the same pace as the Commission was following, for evidence indicating the occurrence of the violations submitted to it, especially as regards pending cases of forced disappearance, and deaths in illegal detention centres or following civil disturbances.

At the end of its investigations, the Commission was able to prepare a list of the persons who had died in illegal detention centres, but without reaching satisfactory answers concerning their burial places. Therefore, the Commission recommends the following:

- ❖ Rightful claimants who so request should be granted the opportunity to obtain financial compensation and all other forms of reparations in accordance with the criteria used in other cases submitted to it;
- ❖ Investigations should be continued to determine the burial places, in order to give comprehensive answers in view of the victims' families' right to know the truth.

## **3. Civil Disturbances**

The number of deaths following the excessive and disproportionate use of public force uncovered by the investigations of the Commission far exceeds the files submitted to it concerning the disturbances. The Commission therefore recommends:

- ❖ A toll-free number should be set up at the Advisory Council on Human Rights to enable the families who have not been able to submit their files to the Commission, to submit a petition seeking compensation. This file should be submitted to the committee that will be charged with monitoring the implementation of the rulings of the Commission on such matters, in accordance with the same conditions and criteria prepared by the Commission during its mandate;
- ❖ The families should be provided with any information received by the Commission, and should be informed of the burial place whenever that becomes possible.

The investigations conducted by the Commission led to significant progress in finding out about the violations committed following the civil disturbances of 1965, 1981, 1984 and 1990. However, these results were not final, especially as regards the identity and the burial places of a number of victims. The Commission considers that it is the responsibility of every public institution (security apparatus, hospital etc.) and every person (particularly persons working in security apparatuses, medical services, and mortuaries etc.) who has information or details, albeit partial, that are likely to help in uncovering the truth, to present himself before the monitoring committee at the Advisory Council to submit whatever evidence he possesses.

Taking into account the significant number of children and teenagers who died following the civil disturbances, the Commission recommends that they be given a memorial and their memory be preserved by all possible means, in cooperation with their families and the local communes involved (local councils, educational institutions, youth and popular education associations). This memorial could take various forms, like naming educational institutions, youth clubs, streets, sports grounds or squares after them, or organizing moments of remembrance for them in educational institutions, accompanied by activities about human rights in general and the rights of the child in particular.

**Reino de Marruecos**  
**Consejo Consultivo de los Derechos Humanos**

*Las recomendaciones y opiniones consultivas sometidas  
a Su Majestad el Rey Mohammed VI, que Dios le glorifica  
Julio 2003-Octubre 2007*



## CONTENIDO

<b>Preámbulo</b> .....	129
<b>Primero : Recomendaciones del Consejo Consultivo de los Derechos Humanos</b> .....	131
La recomendación relativa a la atribución consultiva del Consejo en el ámbito del examen de proyectos de acuerdos internacionales y textos legislativos y organizacionales relacionados con los derechos humanos. . .	133
La recomendación relativa a la creación de un programa audiovisual con el objetivo de promocionar la cultura de los derechos humanos . . . .	134
La recomendación relativa a la creación de una comisión denominada “Instancia Equidad y Reconciliación” .....	135
<b>Segundo : Opiniones consultivas</b> .....	141
La opinión consultiva relativa a la armonización del código penal marroquí para luchar contra el odio, la segregación y la violencia.. ..	143
La opinión consultiva relativa a la creación del Consejo de la Comunidad Marroquí en el Extranjero. . . . .	146
<b>Tercero : Recomendaciones de la Instancia Equidad y Reconciliación</b> . .	163







## Preámbulo

El Consejo Consultivo de los Derechos Humanos es una institución nacional de derechos humanos creada ante su Majestad, para asistirle en todas las cuestiones relativas a los derechos humanos. Se trata de su protección, promoción y puesta en marcha así como la preservación de la dignidad y libertades individuales y colectivas de los ciudadanos, de conformidad con el primer artículo del Dahir número 1.00.350, relativo a la reorganización del Consejo Consultivo de los Derechos Humanos, promulgado el 10 de abril de 2001.

En aplicación de esta atribución, le incumbe al Consejo opinar sobre todas las cuestiones en las cuales Su Majestad le consulta, que se le plantean o aquellas relacionadas con la protección y promoción de los derechos humanos, así como la formulación de recomendaciones apropiadas para su resolución.

Desde su creación en 1990, el Consejo ha elaborado un conjunto de opiniones consultivas, recomendaciones y memorandos de conformidad con sus atribuciones. Desde su reorganización en 2001, estas opiniones consultivas han registrado una evolución sustancial en el método de su elaboración basado en una aproximación participativa fundada sobre el diálogo pluralista y ciudadano, en el contexto de un amplio proceso y dinámicas llevados a cabo por nuestro país en los diferentes campos de reforma y construcción democrática, particularmente a través de la experiencia marroquí de justicia de transición.

De esta forma, estas opiniones consultivas, recomendaciones y memorandos han abarcado varios ámbitos, poniendo hincapié en la ampliación de las prerrogativas del Consejo con el fin de incluir el examen de los proyectos de convenios internacionales y de textos legislativos y reglamentarios relativos a los derechos humanos.

En efecto, el Consejo ha considerado que la armonización y refuerzo de la práctica convencional de nuestro país es un elemento estratégico en el cumplimiento de sus atribuciones e indicio para evaluar su actuación en el desarrollo de las legislaciones nacionales, partiendo de los principios y normas del sistema internacional de derechos humanos. En este marco, cabe destacar particularmente la opinión relativa a la armonización del código penal marroquí para luchar contra el odio, la discriminación y la violencia, la promoción de la cultura de los derechos humanos, la implicación en el proceso de justicia de transición mediante la creación de la Instancia Equidad y Reconciliación, y más importancia a la comunidad marroquí en el extranjero, a través de la creación de su propio Consejo que fue también fruto de una opinión consultiva sobre el tema.

Estas opiniones y recomendaciones pueden ser consideradas, a semejanza de las buenas prácticas de numerosas instituciones nacionales similares, los



principales instrumentos para las intervenciones del Consejo, para manifestar sus orientaciones, propuestas en tanto que institución nacional de derechos humanos. La aproximación participativa adoptada en la elaboración de estas opiniones y recomendaciones les confiere un interés especial por parte de los diferentes componentes políticos y civiles de la sociedad. De hecho, podemos enorgullecernos del hecho de que Su Majestad el rey Mohammed VI, que Dios le asiste, les consagra una atención particular. En efecto, Su Majestad anunció con motivo de la creación del Consejo de la Comunidad Marroquí en el Extranjero, en cumplimiento a la recomendación del Consejo Consultivo de los Derechos Humanos, que el tercer fundamento de la adopción de esta recomendación “reside en nuestra continua interacción con las opiniones consultivas del Consejo Consultivo de los Derechos Humanos debido a su pertinencia e imparcialidad”. Se trata de la más fuerte expresión de la confianza real depositada en las opiniones del Consejo, sus propuestas y recomendaciones, en tanto que institución nacional pluralista e independiente.

Asimismo, se pueden considerar estas recomendaciones y opiniones consultivas como referencias e indicios para evaluar el balance de la labor del Consejo y traducir la voluntad política en materia de derechos humanos en nuestro país.

Esta publicación recopila las recomendaciones y opiniones consultivas adoptadas por el Consejo Consultivo de los Derechos Humanos desde su reorganización en 2001, además de las recomendaciones de la Instancia Equidad y Reconciliación, tales como fueron publicadas en su informe final (cuarto libro).

Esta publicación puede considerarse como una referencia para todos los actores de los derechos humanos, las ONG, las instituciones del Estado y universidades, para descubrir uno de los instrumentos esenciales mediante el cual el Consejo ejerce sus prerrogativas y atribuciones. Asimismo permitirá abrir un debate y proceder a investigaciones científicas y académicas sobre el CCDH en general, así como entender mejor la naturaleza, la misión y el “lenguaje” de esta prestigiosa institución.

*Mahjoub El HAIBA*  
*Secretario General del Consejo*  
*Consultivo de los Derechos Humanos*



*Primero*  
*Recomendaciones del Consejo Consultivo*  
*de los Derechos Humanos*



## **La recomendación relativa a la atribución consultiva del Consejo en el ámbito del examen de proyectos de acuerdos internacionales y textos legislativos y organizacionales relacionados con los derechos humanos**

Majestad, el Consejo ha estudiado exhaustivamente, durante su décima novena reunión, en el marco de una sesión ordinaria, celebrada los días 10 y 11 de Jumada Al-ula, correspondientes a los días 11 y 12 de julio de 2003, las disposiciones del Dahir número 1.00.350, promulgado el 15 de Moharam de 1422 (10 de abril de 2001) y relativo a su atribución consultiva de examinar la armonización de la ley nacional con los pactos internacionales relacionados con los derechos humanos y ha discutido sus diferentes aspectos, partiendo de la distinción, en la metodología del trabajo, entre la armonización posterior consagrada a los textos legislativos y organizacionales vigentes, y la armonización anterior con respecto a los proyectos que serán preparados en el futuro.

Hemos convenido, Majestad, que el Consejo Le proponga dar su orden obedecida para que sean expuestos al Consejo, para su estudio y estimación, los proyectos de acuerdos internacionales, leyes, decretos de leyes, decretos organizacionales, así como los proyectos de ley que rigen directamente uno de los derechos humanos o contienen medidas para la implementación de cualquier de estos derechos, durante la fase de examen de estos textos a nivel del gobierno.

Sería incluso muy oportuno, para garantizar la ejecución ordinaria del procedimiento de legislación, exponer al Consejo los proyectos preliminares de los diferentes textos durante la etapa de su examen por parte de las autoridades gubernamentales, u otras autoridades concernidas, con el objetivo de conceder al Consejo suficiente tiempo para estudiarlos y someter sus propuestas, a Su Majestad, que Dios Le asiste y Le glorifica.

Para facilitar al Consejo el cumplimiento de esta atribución consultiva en el ámbito de la legislación, garantizándole el respeto de su situación, en tanto que institución especializada, independiente y creada bajo auspicio de su Majestad, Le sugerimos que el Gobierno confíe estos proyectos al Gabinete de Su Majestad que se encargaría de exponerlos al Consejo Consultivo, para someter a Su Majestad, que Dios le glorifica, su opinión consultiva a su respecto.



## **La recomendación relativa a la creación de un programa audiovisual con el objetivo de promocionar la cultura de los derechos humanos**

Majestad, el Consejo ha examinado en su décima novena reunión, en una sesión ordinaria, celebrada los días 10 y 11 de Jumada Al-ula, correspondientes a los días 11 y 12 de julio de 2003, el plan de acción temporal preparado por el grupo de trabajo encargado de la promoción de la cultura de los derechos humanos, a la luz de las disposiciones del Dahir número 1.00.350, promulgado el 15 de Moharam de 1422 (10 de abril de 2001), relativas a las atribuciones del Consejo “para contribuir en la promoción de la cultura de los derechos humanos y su consagración mediante todos los medios adecuados”.

Debido a la importancia estratégica de la promoción de la cultura de los derechos humanos entre las prerrogativas del Consejo Consultivo de los Derechos Humanos y su futuro programa;

Debido a la unanimidad sobre el papel de la concienciación por los valores básicos de los derechos humanos, a través de los canales educativos y culturales, particularmente después de los atentados del 16 de mayo;

Y debido al papel desempeñado por los medios audiovisuales en la ampliación del dominio de difusión de la cultura de los derechos humanos entre un gran público;

Hemos convenido, Majestad, que el Consejo Le sugiera permitirle crear un programa audiovisual “Tres minutos para el saber”, en espera de concebir un plan nacional para fomentar la cultura de los derechos humanos, con la contribución de todos los actores gubernamentales y no gubernamentales.

## La recomendación relativa a la creación de una comisión denominada “Instancia Equidad y Reconciliación”

### Presentaciónn de los motivos

Considerando la Alta voluntad de Su Majestad el Rey Mohamed VI que Dios asista, de consagrar los valores, el espíritu y la cultura de derechos humanos como opcion constante del Reino de Marruecos, resueltamente y muchas veces afirmada por Su Majestad en sus intervenciones tales como:

*«Reiteramos Nuestro apego a los derechos humanos y a los valores de libertad puesto que tenemos la firme convicción de que el respeto de los derechos humanos y la suscripción a las cartas internacionales consagrando estos derechos no constituyen un lujo o una moda, pero emanan de una necesidad dictada por las exigencias de la evolución, del desarrollo y de progreso. Estimamos, por Nuestra parte, que no existe ninguna incompatibilidad entre la ambicion de desarrollo y los derechos humanos dado que no existen contradicciones entre el Islam, que ha honrado el ser humano, y los derechos humanos. Por todas estas razones, estimamos que el proximo siglo sera por excelencia el siglo del respeto de los derechos humanos o no sera.» Extracto del mensaje Real del 10 de diciembre 1999 con motivo del 51 aniversario de la Declaración Universal de los Derechos Humanos.*

Inspirandose en el profundo alcance filosofico y la firme voluntad Real, muchas veces subrayados por Su Majestad, de cerrar de una manera justa y equitativa, el expediente de la desaparicion forzada, de la detencion arbitraria y del exilio por motivos politicos y de rehabilitar las victimas y la sociedad en el marco de la continuidad y el desarrollo de un Marruecos solidario y reconciliado con si mismo, resueltamente encaminado hacia un futuro mejor, asi como lo declaro Su Majestad:

«Hemos concedido a los derechos humanos una atención particular, la cual tomo forma a través numerosas medidas y acciones tendentes a reconciliar los Marroquies con su pasado y a remediar los rebajamientos y violaciones. Nuestro objetivo ha sido siempre asentar las condiciones capaces de garantizar un futuro mejor a través la reparación del perjuicio, la rehabilitación de las victimas y el establecimiento de las garantías preventivas y protectoras que permiten acabar con las prácticas del pasado. Además nuestro llamamiento de deshacerse del rencor e impregnarse de la cultura de tolerancia conjugada a la equidad, es capaz



de abrir de par en par los horizontes y permitirnos acceder, con todo el orgullo y la responsabilidad, a un futuro radiante.» Extracto del Mensaje Real dirigido el 10 de Enero 2001 a los participantes en el 34 congreso de la Federacion Internacional de las ligas de los derechos humanos celebrado en Casablanca.

Basándose en los propósitos de la noble Charia Islámica que preconiza la virtud y la tolerancia como valores del comportamiento y la educación y tiene a la justicia como principio de base en las relaciones entre los hombres que el Mas Alto ha honrado;

Con vistas de profundizar la transición democrática conducida por Su Majestad el Rey, de preservarla contra eventuales peligros y de consolidarla como una opción irreversible;

Basándose en el apego constante del Reino de Marruecos a los derechos humanos tales como son universalmente reconocidos y consagrados por la Constitución;

Inspirándose en los principios y las disposiciones del Derecho Internacional de los derechos humanos en general, y los compromisos del Estado Marroquí en el marco de los convenios relativos a los derechos humanos;

Prosiguiendo y dando los últimos toques a las realizaciones y los logros en materia de arreglo equitativo del expediente de las violaciones, llevado a cabo desde el último decenio del reinado del difunto Su Majestad el Rey Hassan II que Dios reciba en su santa misericordia, que desembocó en la amnistía de centenares de detenidos políticos y el retorno de los exiliados, la reintegración de la mayoría de ellos en sus funciones y la recuperación de sus derechos, la liberación de centenares de víctimas de la desaparición forzada, el cierre de los antiguos centros de detención ilegales y la indemnización de miles de víctimas por la Instancia de Arbitraje Independiente encargada de la indemnización a título de los perjuicios morales y materiales sufridos por las víctimas de la desaparición forzada y de la detención arbitraria así como los derechohabientes;

Habida cuenta de las reglas de justicia y equidad que han servido como fundamento de la misión correspondiente a la Instancia citada anteriormente;

Partiendo de las declaraciones del Presidente del Consejo Consultivo de los Derechos Humanos en la apertura de la 17ma sesión del dicho consejo en el 13 de marzo 2003 relativa a la fuerte determinación de Su Majestad el Rey a pasar página del pasado, con toda serenidad y sobre la base de la justicia y la equidad, así como el compromiso de Marruecos en materia de reparación y reconciliación en un marco humanitario y civilizado, teniendo en cuenta que la visión reductora que había sido dictada por la coyuntura del pasado se acabó

para siempre, para dar paso a una vision global de los derechos humanos que Marruecos puede adoptar y que se debe poner en practica;

Con vistas de consolidar la fuerza de proposición, responsable y constructiva, que han demostrado tanto los actores en el dominio de los derechos humanos y los políticos, como las victimas con motivo del Simposium nacional en torno al arreglo justo de las graves violaciones del pasado;

Con la intencion de reforzar el cumulo positivo de la reapropiacion y de la preservacion de la memoria colectiva e individual, concretada sobre todo a traves de obras culturales y artisticas y de «los peregrinajes» simbolicos para la verdad, hacia antiguos lugares de detencion secretos;

Consagrando el dialogo constructivo establecido con los representantes de las autoridades gubernamentales, los representantes de las victimas y del movimiento de derechos humanos que conciernen el arreglo del conjunto de los expedientes del pasado aun pendientes;

Inspirandose en las lecciones sacadas de las experiencias nacionales de paises cuyos pueblos, con coraje, estan comprometidos en la reconciliacion con su pasado, a traves de procesos que tienden a preservar la memoria, impartiendo justicia a las victimas y consagrando la unidad nacional y el estado de derecho en todas sus dimensiones, institucional, legislativa, cultural y educativa, por mediacion de comisiones de la verdad y de reconciliacion obrando en el marco de una justicia transitoria fundada en los principios de la justicia y la equidad.

A la luz de lo que precede, el Consejo Consultivo de los Derechos Humanos, afirmando que el enfoque que preconiza para el arreglo y el cierre del expediente de los abusos del pasado proviene de una aproximacion desprovista de todo espiritu de rencor o de revancha, asi como se desmarca de toda busqueda de responsabilidad penal; teniendo en vista los nobles objetivos, reiteradamente subrayados por su Majestad el Rey Mohamed VI, enmarcandose en el proceso de reconciliacion de los Marroquies con su pasado, y con vistas de superar los efectos del rencor y curar las heridas, de poner en practica todas la formas de reparacion medical y humana, de rehabilitacion e integracion social de las victimas y de los derechohabientes, lejos de toda explotacion mercantil o ideologica de la verdad; y preocupado por instaurar la cultura de tolerancia conjugada a la equidad, de asentar las garantias de prevencion y de no reproduccion de los abusos del pasado y de inscribirse en una nueva era donde todas las potencialidades seran invertidas en la edificacion de un Marruecos democratico, moderno, fuerte, abierto y tolerante, capaz de hacer frente a los problemas reales y concretos a los que se enfrentan sus nuevas generaciones;

Basándose en los motivos anteriormente citados y sobre todo en lo que los pueda completar a favor de la justicia y de la equidad, de la promoción de la reconciliación y de la preservación de la memoria, con vistas de reunir los logros y las medidas adoptadas a estas alturas con las demás reivindicaciones justas y legítimas expresadas por las víctimas, el movimiento de los derechos humanos y la sociedad, en el marco de un enfoque y una visión global presidiendo el arreglo definitivo del expediente en un espíritu humanitario y una perspectiva civilizacional;

Basándose en las profundas discusiones, las amplias deliberaciones y el diálogo serio y responsable que tuvo lugar en el seno del consejo relativo a la continuación y la terminación del arreglo definitivo y equitativo de las graves violaciones del pasado;

El Consejo Consultivo de los Derechos Humanos tiene el honor de proponer a la Alta Apreciación de su Majestad el Rey Mohamed VI la siguiente recomendación:

Instituir conforme al artículo 7 del Dahir del 15 de Moharam 1422 (10 abril 2001) sobre la reorganización del Consejo Consultivo de los Derechos Humanos, una comisión ad hoc denominada «Instancia Equidad y Reconciliación», compuesta por personalidades con autoridad por sus competencias e integridad intelectual y su apego sincero a los principios de los derechos humanos, que será encargada, en un plazo de nueve meses prorrogables, llegado el caso, de tres meses como máximo, de las siguientes misiones:

1. Proceder a una evaluación global del proceso de arreglo del expediente de la desaparición y de la detención arbitraria desde su lanzamiento, a través el contacto y el diálogo con el gobierno, con la Instancia de Arbitraje Independiente anteriormente encargada de las indemnizaciones así como con las autoridades públicas y administraciones concernidas, con las organizaciones de los derechos del Hombre y las familias de las víctimas;
2. Proseguir la búsqueda en lo que se refiere a los casos de las desapariciones forzadas aun no elucidadas y desplegar todos los esfuerzos para alcanzar resultados al respecto;
3. Velar por resolver los casos de las víctimas de la desaparición forzada y de la detención arbitraria cuya muerte está juzgada establecida por la instancia, y esto mediante la determinación de los lugares de inhumación con vistas a permitir a los parientes de las víctimas recogerse en ellos;
4. Proseguir la acción de la Instancia de Arbitraje Independiente encargada de la indemnización a título de perjuicios materiales y morales sufridos por las

victimas de la desaparición forzada y de la detención arbitraria y sus derechohabientes, sobre la base del mismo fundamento arbitral y de los principios de justicia y de equidad con vistas de decidir sobre las solicitudes que le han sido sometidas tras la expiración del plazo anteriormente fijado el 31 de diciembre 1999. A este efecto, en un plazo de un mes se deben recibir las solicitudes de indemnización y esto a partir de la fecha del anuncio de la aprobación de la presente recomendación por Su Majestad el Rey;

5. La instancia sigue siendo competente para fijar un plazo en lo que se refiere a las solicitudes de los derechohabientes en los casos previstos en el 2 párrafo anterior;
6. Velar por la reparación de todos los perjuicios sufridos por las personas víctimas de la desaparición forzada y de la detención arbitraria y esto mediante la elaboración de propuestas y de recomendaciones que conciernen la integración social, la rehabilitación y la readaptación psicológica y médica de las víctimas, la terminación del arreglo de los problemas administrativos, jurídicos y de reintegración profesional aun no resueltos y el examen de las solicitudes relativas a los casos de expropiación;
7. Elaborar un informe sirviendo de documento oficial de la «Instancia de Equidad y Reconciliación», incluyendo las conclusiones de las investigaciones efectuadas y el análisis de las violaciones vinculadas a la desaparición forzada y a la detención arbitraria, así como una ponencia en torno a las realizaciones llevadas a cabo y que conciernen los expedientes vinculados a las dichas violaciones, y a las recomendaciones y propuestas susceptibles de garantizar la ruptura definitiva con las prácticas del pasado y de resolver las consecuencias de los sufrimientos causados a las víctimas, de restablecer y de reforzar la confianza en el estado de Derecho y el respeto de los derechos humanos;
8. Con vistas de poner en práctica las misiones fijadas más arriba, la Instancia lleva a cabo todas las acciones tendentes a echar luz sobre los hechos aun no elucidados, reparar los perjuicios, rehabilitar las víctimas, promover y realizar la reconciliación. A este efecto, todas las autoridades y los establecimientos públicos deben de aportar su colaboración y ayuda a la Instancia y facilitarla todas las informaciones y datos capaces de permitirle cumplir con sus misiones;
9. La instancia y sus miembros se comprometen a respetar y preservar el carácter confidencial de todas las fuentes de información así como el contenido de las discusiones y las deliberaciones de la Instancia;

10. La acción de la Instancia se inscribe en el marco del arreglo extrajudicial en curso tendente a hallar un arreglo del expediente de las violaciones del pasado de los derechos humanos. La Instancia no puede, en ningún caso, después de haber efectuado las investigaciones necesarias, invocar las responsabilidades individuales cualquiera que sean. Velara por no tomar ninguna iniciativa que pueda suscitar la desunión, el rencor o sembrar la discordia.

*Reunión número veinte*

*14 de Chaaban de 1424 correspondiente al 14 de Octubre de 2003*



*Segundo*  
*Opiniones consultivas*



## **La opinión consultiva relativa a la armonización del código penal marroquí para luchar contra el odio, la segregación y la violencia**

En el Discurso del Trono de 2003, Su Majestad, que Dios le Glorifica, ha encargado el Consejo Consultivo de los Derechos Humanos de “La preparación de las propuestas necesarias, para subsanar las lagunas legislativas, en el dominio de la lucha contra todas las formas de racismo, odio y violencia”.

El Consejo se congratula por expresar a Su Majestad su plena satisfacción por Su alta confianza materializada en este cometido, así como su profundo reconocimiento y gratitud por el constante apoyo de Su Majestad, para que el Consejo pueda cumplir con todas sus prerrogativas.

El Consejo ha estudiado exhaustiva y detalladamente las disposiciones de la legislación penal marroquí relativa a la lucha contra la segregación, odio y violencia, a la luz de las disposiciones de los pactos internacionales y del derecho comparado vigentes en este dominio.

A este respecto, se basó en que la disuasión legítima, justa y eficaz contra los aspectos de la segregación, odio y violencia es uno de los fundamentos imprescindibles del Estado de derecho, ley y democracia. Asimismo, es la esencia de la protección de los derechos humanos para vivir en quietud y seguridad, y disfrutarse de las libertades fundamentales sin segregación vinculada a la discapacidad, sexo, raza, religión, cultura, estado civil, etc.

Después de las deliberaciones sobre los resultados de este estudio especializado, durante su sesión, celebrada el 20 de julio de 2004;

El Consejo ha registrado que el código penal marroquí ha sido enmendado y complementado, recientemente, orientándose a la criminalización de los diferentes aspectos de violencia, segregación y del odio que los genera, así como la incitación a la violencia, y el elogio de los crimines de terrorismo, en virtud de la ley número 24.03 (promulgada por el Dahir número 1.03.207, el 16 de Ramadan de 1424 (11 de noviembre de 2003), y la ley número 02.03 relativa a la lucha contra el terrorismo (decretada por el Dahir número 1.03.140, el 26 de Rabi al-Awal de 1424 (28 de mayo de 2003), así como la ley número 77.00 que ha modificado y complementado el código de la prensa (promulgado por el Dahir número 1.02.207, el 25 de Rajab de 1423 (03 de octubre de 2003).





Hemos constatado, igualmente, durante las discusiones que a pesar de que el código penal ha sido dotado de disposiciones modernizadas en la criminalización de los diferentes aspectos de violencia, segregación y del odio que los genera, así como la incitación a la violencia y el elogio de los más peligrosos crimines de terrorismo, este código aún requiere una revisión con el propósito de actualizarlo y adaptarlo a las diferentes evoluciones sociales, pactos internacionales en la materia, pensamiento penal moderno y las novedades legislativas. Hay que insistir en la necesidad de unificar la terminología penal relativa a los aspectos de segregación criminalizados, basándose en las definiciones desarrolladas internacionalmente, y tomando en consideración la armonización del Código penal con las demás legislaciones cuyas disposiciones penales deben ser revisadas en este sentido.

Por consiguiente, el Consejo ha convenido someter a su Majestad las siguientes propuestas; la primera consiste en tomar medidas eficientes y prácticas para implementar las nuevas disposiciones, y la segunda se refiere a la necesidad de iniciar una revisión del código penal.

### **La primera propuesta: implementar las nuevas disposiciones**

Para implementar las nuevas disposiciones de la revisión legislativa arriba mencionada, el Consejo considera que la disuasión no requiere tan solo la existencia de leyes, sino primero la prevención contra los crímenes y segundo la puesta en practica de las legislaciones;

Debido a la novedad y diversidad de muchas disposiciones relativas a la lucha contra los diferentes aspectos del odio, segregación, violencia y incitación a aquellos crimines, es necesario:

1. Publicar un libro referencia que explica las nuevas disposiciones y su modo de implementación, y adoptarlo como base de sensibilización y formación metódica para los diferentes componentes del sistema judicial y sus agentes, particularmente los funcionarios encargados de la ejecución de las leyes, así como todos los individuos y partes que colaboran con la justicia;
2. La concienciación por los valores de tolerancia, igualdad, aceptación de la diferencia, y la proliferación de la cultura de la ciudadanía moderna, a través de los diferentes canales educativos, de enseñanza, orientación y comunicación pública, con el objetivo de prevenir los crímenes del racismo, odio, segregación, violencia y incitación a aquellos crimines.

## La segunda propuesta: la revisión y modernización del código penal

Inspirándose en los trabajos de investigación y estudios especializados ya preparados por el Consejo Consultivo de los Derechos Humanos, durante su mandato anterior, sobre cuestiones pertinentes relativas a algunas disposiciones del Código penal;

Partiendo del estudio especializado y las discusiones llevadas a cabo a este respecto por parte del Consejo, en su nueva composición;

El Consejo ruega a Su Majestad la revisión de esta ley, con el propósito de alcanzar los objetivos generales arriba mencionados y conseguir las siguientes finalidades ansiadas:

1. Precisar las características y elementos constituyentes de los crímenes de insulto y ultraje ligados a los aspectos de odio y violencia, así como la criminalización del insulto y ultraje dirigidos a las categorías víctimas de los aspectos condenados de segregación, siempre que se incite a la gente a odiar una u otra categoría.
2. Conseguir la armonización con los principios y fundamentos de la nueva filosofía penal cristalizada en las reglas de la nueva ley del procedimiento penal, que ha instaurado orientaciones nuevas y modernas en lo referente a las garantías jurídicas y de derecho para un juicio justo.
3. Consolidar los logros conseguidos a favor de las mujeres y niños a través de los Códigos de la familia y del trabajo, así como las enmiendas del código penal, en virtud de la ley número 24.03, en cumplimiento a la alta voluntad de Su Majestad y de la nación. La integración de nuevas definiciones y disposiciones relativas a la criminalización de los malos tratos, abusos y violencia, objetivos de compromiso del Reino de Marruecos, de conformidad con los convenios internacionales sobre los derechos humanos, ratificados por el Reino o a los que ha adherido.

Le corresponde a Nuestro Soberano, Su Majestad Mohammed VI, que Dios Le glorifica, la amplia visión y la pertinente opinión.

*La reunión número veinte dos*

*Martes 02 de Jumada Ethania de 1425 correspondiente al 20 de Julio de 2004*

# La opinión relativa a la creación del Consejo de la Comunidad Marroquí en el Extranjero

## Primero - Fundamentos de la opinión consultiva

Su Majestad, que Dios le asiste, ha encargado, el 6 de noviembre de 2006, el Consejo Consultivo de los Derechos Humanos de «proceder a unas amplias consultas, con todas las partes involucradas, con el objetivo de emitir una opinión consultiva relativa a la creación de este nuevo Consejo, que debe reunir en su composición los requisitos de competencia, representatividad, eficiencia y credibilidad».

De conformidad con las altas instrucciones de Su Majestad, el Consejo Consultivo de los Derechos Humanos ha llevado a cabo amplias consultas, con la contribución de la comisión de la migración, dependiente del Consejo, y un grupo de trabajo constituido por investigadores marroquíes, que trabajan en Marruecos o en el extranjero, actores asociativos y electos de origen marroquí residentes en el extranjero. Asimismo, el Consejo ha recurrido a las pericias y experiencias del Ministerio de Asuntos Exteriores y de la Cooperación, el Ministerio Delegado encargado de la Comunidad Marroquí Residente en el Extranjero, la Fundación Hassan II para los Marroquíes Residentes en el Extranjero, la Fundación Mohammed V para la Solidaridad y los Embajadores de Su Majestad en varios países de inmigración.

### 1. Amplias consultas

El programa de las consultas realizado por el Consejo Consultivo de los Derechos Humanos ha sido marcado, particularmente, por la celebración de cuatro conferencias y al rededor de 62 reuniones consultivas, en 20 países de residencia de los emigrantes marroquíes, además de enviarles formularios por Internet y organizar encuentros con partidos políticos y asociaciones de la sociedad civil. El Consejo ha recurrido, igualmente, a las opiniones de los sectores gubernamentales e instituciones involucradas en la gestión de la emigración. Asimismo, se han consultado las opiniones de todas las asociaciones y personalidades que han solicitado al Consejo ser escuchadas.

Generalmente, este proceso ha sido marcado por la participación y contribución de más de 3000 actores de asociaciones, políticos, electos, artistas, empresarios, responsables religiosos e investigadores, así como por la consulta de sus opiniones.

Se ha tomado nota de sus observaciones y propuestas en el informe preparado por el Consejo y anejado a esta opinión consultiva. Asimismo, los resultados de las conferencias y contribuciones individuales que han sido recibidas están publicados en la dirección electrónica del Consejo y serán editadas próximamente.

A la luz de la materia recopilada, durante el conjunto de estas actividades, así como los trabajos científicos efectuados, el estudio de las experiencias internacionales relativas a la representatividad de los ciudadanos emigrantes, el análisis de las correspondencias recibidas y las deliberaciones que ha celebrado, el Consejo Consultivo de los Derechos Humanos ha preparado esta opinión consultiva sometida a la alta atención de Su Majestad. Se ha averiguado que la fórmula propuesta para el Consejo de la Comunidad Marroquí Residente en el Extranjero es la más adecuada a la actual coyuntura y a la dinámica lanzada desde los dos discursos reales de noviembre de 2005 y noviembre de 2006. Esta fórmula parte de una constatación tridimensional:

- ✧ La casi unanimidad de los interlocutores, públicos y privados, tanto en el extranjero como en Marruecos, sobre la creación del Consejo y la naturaleza de sus principales atribuciones;
- ✧ La necesidad de integrar la creación del Consejo en el marco de una política pública, innovadora y ambiciosa, para acompañar las transformaciones radicales de la emigración;
- ✧ La existencia de un desacuerdo respecto a los modos de su creación: en efecto las opiniones se dividen entre el sufragio directo y el nombramiento, llegando a una fórmula intermediaria que mezcla entre los dos, o la constitución de la mayoría del Consejo por representantes de organismos de emigrantes ya existentes. Generalmente, la experiencia internacional demuestra la diferencia existente en las fórmulas adoptadas y su carácter evolutivo;

Tomando en consideración todos estos criterios, el Consejo Consultivo de los Derechos Humanos sugiere precisamente una fórmula evolutiva que permita a los miembros del Consejo, en su primera composición, profundizar la reflexión a este respecto, y por consiguiente emitir una propuesta, al término de su primer mandato, eligiendo una u otra fórmula para la constitución del Consejo. Le incumbe, igualmente al Consejo concebir la fórmula ejemplar para la buena implicación de la emigración en el desarrollo humano y en la vida democrática de Marruecos.

Esta opción requiere que el Consejo propuesto siga contando con la aproximación participativa desarrollada por el Consejo Consultivo de los Derechos Humanos, ampliándola incluso mediante la implicación del conjunto de los actores de la comunidad marroquí residente en el extranjero, particularmente, con la creación de grupos especiales de trabajo, siempre que sea necesario, que asociarían competencias marroquíes del extranjero con los

miembros del próximo Consejo, a través de la organización de conferencias temáticas a las que participarían los marroquíes residentes en el extranjero, según sus intereses, especialidades, país o incluso continente de residencia.

## 2. Una emigración que registra transformaciones radicales

En menos de cuatro décadas, la emigración marroquí ha conocido transformaciones radicales debido a varios factores, esencialmente:

- ✧ Una globalización recrudescida (existencia de emigrantes marroquíes en todos los continentes, aunque la mayoría está instalada en Europa);
- ✧ Feminización creciente (una mujer por cada dos emigrantes);
- ✧ La tendencia a la instalación definitiva en los países de residencia (con la aparición de la segunda y tercera generaciones de los marroquíes que han nacido y crecido fuera de Marruecos);
- ✧ Los orígenes de los emigrantes marroquíes abarcan el conjunto de las regiones de Marruecos, y finalmente;
- ✧ La diversidad del marco socioprofesional de los emigrantes marroquíes.

La movilidad creciente, fruto de la globalización y sus consecuencias, y los desplazamientos de personas dotadas de competencias, es un fenómeno que impacta e impactaría Marruecos cada vez más. Generalmente, el nivel escolar de los emigrantes marroquíes ha registrado una evolución considerable. La emigración ilegal fomentada por las redes de tráfico de personas es una de las características de la emigración, pese a los esfuerzos desplegados por las autoridades públicas, a lo largo de los últimos años, para vigilar las fronteras.

El arraigamiento en los países de acogida, traducido esencialmente por el fenómeno de la nacionalización, sigue siendo un proceso complicado ante el crecimiento de la xenofobia y los diferentes aspectos de racismo. Paralelamente, se nota la preservación de fuertes relaciones existenciales y afectivas con Marruecos que se manifiestan bajo varias formas: visitas frecuentes durante las vacaciones, el aumento del valor global de las transferencias financieras, la adhesión de centenares de asociaciones a los proyectos de cooperación con Marruecos.

Tampoco se puede negar otro dato fundamental, particularmente por su carácter jurídico. Se trata de la doble nacionalidad de los marroquíes. Todos los indicios coinciden en el continuo incremento de este fenómeno. Al ser dependientes y pertenecientes a dos sistemas jurídicos nacionales diferentes, con sus respectivos derechos y deberes, resulta difícil considerar a los marroquíes como simples residentes en el extranjero. Su situación de ciudadanos que gozan de una plena ciudadanía -jurídicamente por lo menos-, en los países de residencia, está consolidando. Aun cuando no optan por la nacionalidad del país de residencia, la

evolución de las democracias confiere a los emigrantes marroquíes varias formas de participación en la vida política (derecho al voto, a presentar su candidatura en las elecciones comunales, a elegir sus representantes sindicales, a ser miembro en los tribunales de trabajo, el derecho de crear asociaciones...); lo cual amplía la práctica de «la ciudadanía de residencia» y la concretiza.

Por consecuencia, el Consejo considera que cualquier política pública marroquí, incluida la creación del Consejo, debe tener en consideración la diversidad de las situaciones manifestadas en la emigración marroquí, así como insistir en el seguimiento de la operación de instalación en la totalidad de los países de residencia. Parece realmente que la integración de la mayoría de los emigrantes marroquíes en los países de residencia es un proceso irreversible.

Las problemáticas de esta integración (problemas de escolarización, alojamiento, formación, empleo, etc.) les incumben a las autoridades públicas de estos países. Algunas categorías de la emigración (emigrantes ilegales, mujeres víctimas efectivas o probables de las redes de tráfico de personas, emigrantes en los países árabes, detenidos) requieren desplegar más esfuerzos por parte de las autoridades consulares marroquíes para su protección. En cambio, existe una clase que ha conseguido integrarse en los países de residencia. Sin embargo, descuidarla puede amenazar su integración. En efecto, el seguimiento de este arraigamiento es una de las condiciones imprescindibles para estrechar los lazos con Marruecos.

En cambio, los marroquíes implicados, a distintos niveles, en los procesos de integración, con sus diferentes generaciones y situaciones sociales, expresan a las autoridades marroquíes grandes reclamaciones en los ámbitos religioso y cultural. Las primeras generaciones y parte de las nuevas generaciones consideran la cuestión religiosa como una de sus importantes preocupaciones: necesidad de lugares de culto, educación religiosa, formación, etc. En varios países, particularmente después del 11 de septiembre de 2001, el Islam desencadena advertencia y polémicas públicas. Desde entonces, los gobiernos de los países de residencia se apresuraron a organizar las comunidades Islámicas y a declarar su deseo de poner fin a las «injerencias exteriores». Sin embargo, generalmente las comunidades marroquíes expresan varias reivindicaciones relativas a la problemática cultural, que incluye, desde luego, la enseñanza de la lengua árabe, los programas audiovisuales, la organización de exposiciones y festivales culturales, etc. Durante los encuentros consultivos, se ha subrayado reiteradamente la petición de crear centros culturales marroquíes en los países de residencia. En resumidas cuentas, podemos considerar estas reclamaciones como producto de los actuales procesos de integración en estos países. En lo referente a las primeras generaciones, que vieron alejarse la posibilidad de una

vuelta definitiva, se requiere garantizar lo que consideran como elementos distinguidos de la identidad marroquí y asegurar su traslado a las futuras generaciones. Respecto a la juventud, ciudadanos de los países de residencia de sus padres, la adquisición de la cultura marroquí es uno de los instrumentos que garantizan un futuro coherente y equilibrado.

## **Segundo - La creación del Consejo de la Comunidad Marroquí en el Extranjero**

### **1. Atribuciones del Consejo**

El consejo denominado Consejo de la Comunidad Marroquí en el Extranjero es un organismo consultivo a la disposición de Su Majestad. En virtud de esta prerrogativa, desempeña el papel de fuente de propuestas y organismo de seguimiento y evaluación de todo lo relativo a las políticas públicas del Reino respecto a sus ciudadanos emigrantes. El Consejo consagra sus esfuerzos para defender los legítimos intereses de estos ciudadanos dentro y fuera del Reino, para consolidar su contribución en el desarrollo social y humano del país y para fomentar las relaciones de amistad y cooperación entre Marruecos y los países de inmigración.

De este modo, el Consejo está llamado a esforzarse, a través de su organización y método de trabajo y propuestas para alcanzar los siguientes objetivos:

- a.** Constituir un foro para el intercambio y la evaluación de las experiencias relativas a las capacidades de integración y desarrollo de los marroquíes en los países de inmigración;
- b.** Establecer un observatorio para explorar las vías prometedoras de una emigración legal, tomando en consideración las actuales y probables evoluciones de estos países en materia tecnológica, económica, financiera, jurídica y política;
- c.** Obrar en tanto que centro de información y consultas para facilitar la organización de los marroquíes residentes en el extranjero, individuos y grupos, en unas redes activas que les permitan adherir a organismos creíbles y con amplia representatividad, apoyando sus esfuerzos colectivos y su firme solidaridad;
- d.** Contribuir, con carácter consultivo, en la concepción, seguimiento y evaluación de las políticas públicas susceptibles de lo siguiente:
  - ❖ El desarrollo progresivo de los convenios ratificados entre Marruecos y los países de inmigración, haciéndolos más armonizados y adecuados;
  - ❖ Satisfacer, lo mejor posible, las necesidades de los marroquíes residentes en el extranjero, particularmente en lo que se refiere a la enseñanza de

lenguas, educación y práctica religiosas, animación artística y cultural, y la comunicación con sus diferentes medios, respetando los valores universales de los derechos humanos y los valores fomentados por Marruecos, tales como la moderación y tolerancia, así como las leyes y preceptos de la vida pública vigentes en los países de inmigración;

- ❖ Prestar el apoyo y sostenimiento adecuados a las clases vulnerables o marginadas de los emigrantes marroquíes en los países de residencia;
  - ❖ Mejorar las condiciones de tránsito y estancia de los marroquíes residentes en el extranjero hacia y dentro de su país de origen, durante sus visitas o su vuelta definitiva;
  - ❖ Acelerar y diversificar las modalidades de transmisión de las ciencias, tecnologías, competencias, inversiones y capitales hacia Marruecos.
- d.** Contribuir en una profunda reflexión sobre las condiciones y vías de la participación amplia, organizada y eficiente de los marroquíes residentes en el extranjero en la vida democrática del Reino, inspirándose en las experiencias comparadas de algunos países que organizan una semejante participación. Se trata de concebir la naturaleza y volumen de la representatividad política de los marroquíes del extranjero dentro de las instituciones nacionales representativas, definir las condiciones de adquirir o perder el derecho al voto o a presentar candidatura, evitar los diferendos de nacionalidades, delimitar los casos de incompatibilidad relativos a las distintas situaciones de los emigrantes, y planear las modalidades y métodos de voto a distancia adecuados a estas situaciones.
- f.** Reforzar la participación directa e indirecta de los marroquíes residentes en el extranjero en la consolidación de las potencialidades de su país de origen a nivel nacional, regional y local, en los ámbitos de desarrollo sostenible, ampliación de la sociedad del saber y promoción de los recursos humanos.
- g.** Desarrollar estrategias modernas de comunicación y acción a través de las diferentes vías, según las características de cada situación, con el objetivo de contribuir en el acercamiento entre Marruecos, pueblo y Estado, y los países de inmigración, a nivel cultural, humano y económico.
- h.** Incitar a los marroquíes residentes en el extranjero a desempeñar un papel activo en la proliferación y fomento de los valores de igualdad, justicia social y entendimiento recíproco entre los diferentes componentes de las sociedades de inmigración.

## 2. Composición del Consejo

- a.** Se crea el Consejo de la Comunidad Marroquí en el Extranjero a la disposición de Su Majestad, que le nombra un Presidente y un Secretario General.



- b.** El Consejo se compone de 50 miembros, a los que se añaden, como observadores, altos responsables de las autoridades gubernamentales e instituciones públicas vinculadas a los asuntos de los marroquíes residentes en el extranjero.
- c.** Los miembros se seleccionan según los criterios y procedimiento susmencionados.
- d.** En una fase posterior en el marco de su primera composición, y basándose en sus estudios y consultas necesarios, el Consejo de la Comunidad Marroquí Residente en el Extranjero procedería a sugerir la modalidad más adecuada para su futura composición. Probablemente esta modalidad requería la introducción de la dimensión electoral en la composición del Consejo, con porcentajes determinados por el Consejo.
- e.** Actualmente, los miembros son seleccionados y nombrados para un período de cuatro años entre las personalidades marroquíes emigrantes más preparadas para contribuir en el buen cumplimiento de las misiones del Consejo, con las más altas competencia, credibilidad e imparcialidad. Se trata de investigadores, electos, actores de asociaciones, responsables en los países de inmigración, empresarios, personalidades de renombre de la comunidad marroquí, artistas, deportistas, periodistas, altos funcionarios y operarios.
- f.** Asimismo, el Consejo insiste, en su composición, en la equidad entre las generaciones, igualdad de género, y en el equilibrio de la situación geopolítica de los países de residencia.
- g.** A la luz de estos criterios y de las conclusiones deducidas de las diferentes actividades del Consejo Consultivo de los Derechos Humanos, este último sugiere a Su Majestad la designación de una comisión de selección primaria encargada de elaborar una lista de las personas candidatas para integrar el Consejo de la Comunidad Marroquí en el Extranjero, que será sometida a la alta atención de Su Majestad.

### **3. Organización y gestión del Consejo**

- a.** El Consejo celebra cada año una sesión pública ordinaria, y en caso de urgencia organiza sesiones extraordinarias. Estas sesiones se celebran según una agenda propuesta por el Presidente, por iniciativa suya o a petición de la mayoría absoluta de los miembros del Consejo, y se somete a Su Majestad el Rey para su aprobación.
- b.** El Consejo dispone de las amplias competencias de establecer y modificar su reglamento interior, elegir un permanente consejo directivo de cinco

hasta siete miembros, constituir grupos de trabajo y comités y nombrarles ponentes con misiones determinadas, proyectar y adoptar sus planes de trabajo y presupuestos anuales, todo ello se somete a su Majestad para su aprobación.

- c.** Para garantizar los adecuados preparativos y el éxito de sus sesiones públicas, el Consejo recurriría a todos los medios de comunicación modernos para una consulta constante entre sus miembros.
- d.** Le incumbe al presidente del Consejo el seguimiento de la puesta en marcha de las recomendaciones emitidas por el Consejo y aprobadas por Su Majestad. Por consiguiente, obraría en coordinación y cooperación continuas y estrechas con las autoridades legislativas, gubernamentales y administrativas competentes. Estas autoridades tienen la obligación de prestar el apoyo eficiente a los trabajos del Consejo y a la implementación de sus recomendaciones, de conformidad con las leyes y preceptos vigentes.
- e.** El Consejo debe comprometerse a escuchar el número más grande posible de los marroquíes residentes en el extranjero, para mantener una comunicación y consulta más organizadas y democráticas con ellos, a través de los medios de comunicación electrónicos, investigaciones, encuestas periódicas por vías electrónicas o postales, audiencias públicas sobre cuestiones particulares, etcétera.
- f.** Asimismo, el Consejo debe recurrir, en su caso, a expertos de renombre especializados en los diferentes ámbitos de emigración correspondientes a las prerrogativas del Consejo.
- g.** Además de elaborar informes especializados relativos a las cuestiones tratadas durante sus sesiones públicas, el Consejo prepara anualmente un informe sobre sus actividades, y cada dos años, un informe general en que analiza las orientaciones de la emigración marroquí y sus destacadas problemáticas. Procede, igualmente, a la autoevaluación, con la ayuda de la pericia tanto interna como externa, del balance de sus actividades, organización y gestión. Asimismo, expone las impresiones y visiones de los marroquíes residentes en el extranjero a su respecto.
- h.** Una vez nombrados los miembros del Consejo, el Presidente y el Secretario General proceden, en un plazo máximo de tres meses, a la elaboración de un proyecto de reglamento interior y otro proyecto relativo a las prioridades de su acción. Estos proyectos se someten durante la primera sesión pública del Consejo. El Presidente y el Secretario General pueden contar, en este proceso, con los miembros del Consejo que elijan.



## **Tercero - Para unas políticas y organismos públicos innovadores**

El Consejo Consultivo de los Derechos Humanos considera que la creación del Consejo de la Comunidad Marroquí en el Extranjero debe:

1. Integrarse en un ambiente institucional reconsiderado y renovado;
2. Armonizarse con las destacadas evoluciones que han marcado la emigración, durante las últimas décadas, con el objetivo de tener en cuenta las grandes aspiraciones manifestadas, particularmente en el ámbito cultural.

### **I. La reconsideración del marco institucional**

La evolución demográfica, la dispersión geográfica y las transformaciones registradas por la emigración marroquí en pocas décadas, plantean constantemente a las autoridades gubernamentales marroquíes el desafío de concebir acciones institucionales adecuadas y apropiadas a las diferentes y continuas apuestas. Estas políticas públicas requieren, asimismo, recursos humanos bien formados, al tanto de las realidades evolutivas y diversas de esta emigración, como recursos financieros adecuados.

Al ser un fenómeno global, la cuestión de la emigración, debido a su carácter horizontal, exige la intervención de varios actores públicos (sectores ministeriales y particularmente los ministerios de Relaciones Exteriores y de la Cooperación, de Finanzas, Justicia, Asuntos Islámicos, Educación Nacional, el Ministerio Delegado Encargado de la Comunidad Marroquí Residente en el Extranjero, la Fundación Hassan II para los Marroquíes Residentes en el Extranjero y la Fundación Mohammed V para la Solidaridad) y privados (particularmente los bancos, las sociedades de transporte y agencias de transferencia de fondos, etc.).

La creación del Consejo tiene lugar en este ambiente institucional, por consiguiente, debería interaccionar con el conjunto de estos actores.

El éxito del Consejo, particularmente en la elaboración, implementación y evaluación de las respuestas públicas adecuadas a las necesidades de la emigración, sobre todo en el ámbito cultural, requiere una continua coordinación entre los diferentes actores públicos y privados, así como la iniciación de una reflexión necesaria con los bancos sobre la gestión de los ahorros y trasferencias financieras de los emigrantes, con el propósito de incrementar su rentabilidad en beneficio de sus propietarios y de la economía nacional.

Los interlocutores públicos y privados consultados por el Consejo Consultivo de los Derechos Humanos convinieron en la diversidad de los actores y los efectos

negativos resultantes, la necesidad de adecuar o revisar los estatutos de algunas instituciones. De ahí se deducen tres ejes esenciales:

- a. La exigencia de disponer de un único interlocutor del Consejo de la Comunidad Marroquí en el Extranjero, a nivel gubernamental;
- b. La necesidad de reestructurar los mecanismos financieros públicos destinados a la financiación de los proyectos de inversión de los emigrantes marroquíes, cuyo balance y administración (particularmente la composición de los consejos administrativos) son insuficientes e inadecuados a las transformaciones de la emigración. La operación de la reestructuración debe efectuarse paralelamente a una fuerte y eficiente participación de todas las instituciones financieras implicadas en la transferencia e incremento de los ahorros de los emigrantes marroquíes en beneficio de sus propietarios y de la economía nacional;
- c. La obligación de actualizar los servicios públicos implicados en el ámbito de la emigración, mediante la revisión de sus estatutos, prerrogativas, financiación y funcionamiento, a la luz de la creación del Consejo de la Comunidad Marroquí Residente en el Extranjero, las transformaciones del ámbito asociativo marroquí de esta comunidad y la necesidad de modernizar estos instrumentos.

## **2. Satisfacer las fundamentales aspiraciones de la emigración, particularmente en el dominio cultural**

Las consultas llevadas a cabo en los países de residencia han permitido constatar las grandes aspiraciones de la comunidad marroquí en lo referente tanto a la cuestión religiosa como cultural. Estas reclamaciones se traducen por solicitar la creación de “centros culturales marroquíes”. Esta petición ha sido reiterada durante todas las consultas.

De este modo, la problemática religiosa constituye una cuestión esencial en varios niveles. Aunque la expresión religiosa de la emigración se refleja con diferentes grados, según los individuos y grupos, el Islam representa, en los países de residencia, un componente constituyente de la identidad marroquí y una de las preocupaciones de las comunidades y actores públicos de estos países, así como de la opinión pública.

La reserva e incluso hostilidad demostradas por la población nativa contra la aparición creciente del Islam en el ambiente público (construcción de centros de culto, vestidura, exigencias relativas a la alimentación...) es un fenómeno latente que influye considerablemente en los gobiernos y grupos de actores sociales de los países de residencia.

La igualdad de tratamiento del culto islámico está garantizada legalmente, sin embargo, la realidad vivida es totalmente diferente: al considerarlos un nuevo elemento en el espacio religioso europeo constantemente diversificado, los rituales islámicos deben recuperar este retraso temporal en comparación con las creencias religiosas establecidas, particularmente en lo referente a los lugares de culto y educación religiosa. No obstante, este objetivo se ve trabado por las siguientes dificultades: la poca financiación interna, la dispersión de los actores asociativos, las referencias jurídicas desfavorables a la construcción de mezquitas bajo los diferentes pretextos.

En realidad, las preocupaciones relativas a la identidad religiosa e incluso étnica y cultural no consiguen siempre un espacio suficiente para su expresión y reconocimiento en las sociedades de residencia. En efecto, las tensiones registradas en las sociedades de residencia, relativas a la religión se enfocan en el conjunto de los símbolos de la cultura de origen, considerada como contradictoria con los valores de estos países y obstáculo ante un proceso coherente de inserción e integración.

El menosprecio de la cultura de origen en estas sociedades incitó los emigrantes y su descendencia, indiferentemente de sus generaciones, a resucitarla y a manifestarla según sus condiciones y particularidades contextuales de vida. Por consecuencia, surgieron aspectos sin precedentes de expresión cultural propias a estas generaciones, relativos, esencialmente al dominio de producción cultural, mucho más que al dominio de las prácticas culturales (representaciones, creencias, comportamientos religiosos...).

Por consiguiente, la concepción de un excelente producto cultural diversificado debe ser una de las prioridades del Consejo de la Comunidad Marroquí Residente en el Extranjero. Esta nueva política debe tener en cuenta las particularidades históricas y culturales de cada uno de los países de residencia, particularmente el marco jurídico e institucional relativo a los rituales religiosos. Esta orientación debe servirse de las nuevas tecnologías de comunicación y de las capacidades y potencias de nuestras comunidades, para abrir paso a la difusión de la cultura y artes tradicionales, así como a la creatividad moderna heterogénea. Lo cual debe reflejar, también en Marruecos, la dinámica cultural de los emigrantes, sobre todo, los creativos.

*Reunión número veinte ocho*

*Viernes 14 de Chawal de 1428 correspondiente al 26 de Octubre de 2007*

## **Ficha número 1**

### **Propuesta de la composición del Consejo**

La hipótesis propuesta a continuación, y que puede ser desde luego modificada, estima el número de los emigrantes en 3 200 000 (tres millones doscientos mil) personas, que es un nombre muy aproximativo a la realidad.

De esta forma, se puede proponer un consejo compuesto por (50) cincuenta miembros, o sea un miembro para alrededor de 65.000 (sesenta y cinco mil) emigrantes marroquíes.

Asimismo, la composición del Consejo debe tener en consideración la distribución geográfica de la emigración marroquí, las categorías socioprofesionales, y por último la igualdad de género.

Teniendo en cuenta la proliferación considerable de la emigración en todos los continentes y la situación peculiar de nuestros emigrantes en algunas regiones, el Consejo de la Comunidad Marroquí en el Extranjero puede ser constituido de la siguiente manera:

- 1.** 3 (tres) miembros de los países árabes;
- 2.** 39 (treinta y nueve) miembros de Europa;
- 3.** 3 (tres) miembros de África subsahariana;
- 4.** 5 (cinco) miembros de Canadá y Estados Unidos;

En lo que concierne los representantes de Europa occidental, tomando en consideración la situación demográfica de cada país y haciendo hincapié en la representatividad de todos los países, podemos proponer la siguiente composición:

- 1.** 18 (dieciocho) miembros de Francia;
- 2.** 4 (cuatro) miembros de Holanda;
- 3.** 5 (cinco) miembros de España;
- 4.** 2 (dos) miembros de Alemania;
- 5.** 4 (cuatro) miembros de Italia;
- 6.** 1 (un miembro) de los países escandinavos;
- 7.** 1 (un miembro) del Reino Unido;
- 8.** 4 (cuatro) miembros de Bélgica.

Hay que tener en consideración, en la composición del Consejo, las diversas esferas socioprofesionales de la emigración marroquí, incorporando las siguientes seis categorías, o sea entre diez y trece personas para representar cada categoría:

1. Actores asociativos y sindicales;
2. Empresarios y cuadros;
3. Responsables de espacios y prácticas religiosos;
4. Artistas y deportistas;
5. Investigadores, intelectuales y científicos;
6. Competencias.

Cabe mencionar que para tener en cuenta tres fenómenos fundamentales que han marcado la emigración marroquí, durante los diez últimos años (feminización creciente, vejez de las primeras generaciones, aparición de nuevas generaciones nacidas y crecidas en los países de residencia), se propone la integración, en la composición del Consejo, de la evolución de estos datos sociodemográficos, así como la necesidad de igualdad de género.

## Ficha número 2

### Conclusiones primarias de las consultas a través de Internet

#### Creación de un registro de datos y administración de encuestas

Se han enviado 2066 correspondencias a partir de un repertorio de direcciones electrónicas preparado basándose en dos principales referencias:

❖ **El Ministerio de Asuntos Exteriores y de la Cooperación:**

1. Las listas otorgadas por el Ministerio Delegado encargado de la Comunidad Marroquí Residente en el Extranjero;
2. Las listas otorgadas por las Embajadas y Consulados;

❖ **El Consejo Consultivo de los Derechos Humanos;**

3. Las listas otorgadas por los miembros del grupo de trabajo de la emigración;
4. Las listas del público de las consultas realizadas en el extranjero;
5. Las listas del público participante en las conferencias organizadas por el Consejo Consultivo de los Derechos Humanos;
6. Las listas otorgadas por asociaciones en el extranjero;
7. Las listas otorgadas por personas de experiencia;
8. Las listas del público de la conferencia “Debate”;
9. Contactos telefónicos, correo electrónico y correspondencias recibidas por el Consejo Consultivo de los Derechos Humanos, mediante correo o fax;
10. Las listas de los visitantes recibidos por el Consejo Consultivo de los Derechos Humanos.

Entre todas las operaciones de envío electrónico efectuadas, resultaron 918 direcciones erróneas, por ser expiradas o por rechazo de envío electrónico debido a diferentes razones (técnicas o por miedo de correo sospechado).

Entre 1136 correspondencias electrónicas, recibidas efectivamente, se procedió a abrir 845 encuestas y a recoger datos de 575 encuestas, con un porcentaje de respuesta que ha alcanzado 68%, recibidas desde 25 países de residencia. Asimismo, 20% de las respuestas han sido enviadas por mujeres emigrantes.

Cada correo enviado contiene una invitación personalizada para rellenar la encuesta. Esta última se compone de seis partes relativas a: datos personales, duración de estancia en el extranjero, otras actividades no profesionales en el extranjero, los proyectos previstos en Marruecos, e incluso las atribuciones del Consejo y las cualidades requeridas en sus miembros.

### **Resultados primarios**

Una persona por tres tiene una doble nacionalidad. 80% llevan una estancia superior a 10 años.

332 personas (58%) han declarado ejercer otra actividad no profesional en el país de residencia (asociación, partido político, sindicato...) y 140 (24%) disponen de un proyecto asociativo o económico en Marruecos. 123 (21%) han afirmado tener doble compromiso en Marruecos y en el país de residencia.

Con respecto a las prerrogativas del Consejo, se pidió a las personas que han sido encuestadas organizarlas según su prioridad. Su respuesta dio el siguiente orden:

- ✧ Defender los intereses de los marroquíes residentes en el extranjero;
- ✧ Facilitar su implicación en el desarrollo humano de Marruecos;
- ✧ Favorecer la participación de los marroquíes residentes en el extranjero en el proceso democrático de Marruecos;
- ✧ Facilitar la vuelta del extranjero de las competencias marroquíes;
- ✧ Fomentar la autoorganización de los marroquíes residentes en el extranjero;
- ✧ Dar a conocer la realidad de la emigración y sus aportes;
- ✧ Defender en Marruecos los intereses de los marroquíes residentes en el extranjero;
- ✧ Defender los intereses de los marroquíes residentes en el extranjero durante sus visitas a Marruecos.

Según la prioridad de las cualidades requeridas en los futuros miembros del Consejo, los encuestados han expresado los siguientes deseos:



- ✧ Un profundo conocimiento de los problemas y aspiraciones de la comunidad marroquí residente en el extranjero;
- ✧ Credibilidad, transparencia e imparcialidad;
- ✧ Ser excelentes intermediarios entre Marruecos y los países de inmigración;
- ✧ Poseer competencias intelectuales reconocidas;
- ✧ Poseer competencias profesionales reconocidas;
- ✧ Un excelente conocimiento de Marruecos y de sus instituciones;
- ✧ Defensores reconocidos de los derechos de los emigrantes.

### Ficha número 3

## Recapitulación de algunas actividades organizadas durante las consultas

### Conferencias

	Primera conferencia	Segunda conferencia	Tercera conferencia	Cuarta conferencia	Suma
	El desarrollo	Las mujeres	La cultura	La ciudadanía	
Número de los participantes	120	170	200	350	840
Número de los invitados asumidos	74	65	111	204	454
Porcentaje de las mujeres invitadas	12	56	18	53	139
	16%	87%	16%	21%	31%
Los participantes según los países	10 países	9 países	12 países	19 países	

## Las consultas en el extranjero

Se han efectuado 62 consultas durante el período de febrero-junio de 2007, en 38 ciudades repartidas en 20 países de residencia: Holanda (Ámsterdam); Francia (Estrasburgo- Nancy-Amiens- Besançon- Paris- Montpellier- Metz-Agen- Thionville- Lyon); Alemania (Francfort- Dusseldorf); Italia (Nápoles-Bolonia); Reino Unido (Londres); Reino de Arabia Saud\_ (Yeddah); Siria (Damasco); Jordania (Omán); Bélgica (Bruselas); Suecia y Dinamarca (Copenhague); Argelia (Argel); Túnez (ciudad de Túnez); Mauritania (Nuakchott); Estados Unidos de América (Washington- Orlando- Boston-Nueva York); España (Madrid- Barcelona- Sevilla); Canadá (Monreal- Toronto-Sherbrooke- Quebec); Emiratos Árabes Unidos (Abu Dabi); Sultanado de Oman (Mascate); Libia (Trípoli).

Las Reuniones organizadas en las diferentes ciudades han tenido un carácter regional. En suma, participaron alrededor de 1548 personas en estos encuentros coordinados por 15 miembros del Consejo Consultivo de los Derechos Humanos y 10 miembros del grupo de trabajo de la emigración.

## Las consultas en Marruecos

En la reunión organizada, el día 3 de marzo de 2007, con los investigadores marroquíes especializados en los asuntos de emigración, participaron 30 catedráticos de las facultades de Fez, Oujda, Meknes, Rabat, Marrakech, Agadir, Tánger y Casablanca.

Las Delegaciones del Consejo Consultivo de los Derechos Humanos se reunieron con los responsables políticos, los señores: Mohammed Abiad, Secretario General de la Unión Constitucional; Abdellah Kadiri, Secretario General del Partido Nacional Democrático; Abdeslam El Aziz, Secretario General del Congreso Nacional Ittihadi; Thami El Khyari, Secretario General del Frente de las Fuerzas Democráticas; Mohamed El Yazghi, Primer Secretario de la Unión Socialista de las Fuerzas Populares; Saad Dine El Otmani, Secretario General del Partido de Justicia y Desarrollo; Moulay Ismail El Alaoui, Secretario General del Partido Progreso y Socialismo; Abbas El Fassi, Secretario General del Partido del Istiqlal; Abdelmajid Bouzoubaa, Secretario

General del Partido Socialista; Mustapha Mesdad y Mustapha Miftah representando el Partido Socialista Unido; Najib El Ouazzani, Secretario Nacional del Partido Al Ahd; Mohand Laenser, Secretario General del Movimiento Popular.

13 miembros del Consejo Consultivo de los Derechos Humanos participaron en estos encuentros.

Cabe señalar que el Consejo Consultivo de los derechos Humanos ha organizado dos reuniones con el Movimiento Asociativo Marroquí.

El primer encuentro ha conocido la participación de asociaciones que defienden los derechos humanos: Amnesty Marruecos; Centro de Estudios de la Democracia y de los Derechos Humanos; Foro Marroquí de la Verdad y la Equidad; Centro de los Derechos de Personas; Asociación de Colegios de Abogados en Marruecos; Comisión de la Protección de los Derechos Humanos; Centro Marroquí de los Derechos Humanos y la Organización Marroquí de los Derechos Humanos.

En el segundo encuentro participaron: La Liga Democrática de Derechos de las Mujeres; la asociación M3D (Emigración, Desarrollo, Derecho y Dignidad); el Foro Civil Democrático Marroquí; Asociación Ach-Chouala; Asociación la Esperanza (mujeres activas); Asociación Democrática de las Mujeres de Marruecos; Red Marroquí Euromed de las Organizaciones no Gubernamentales; la Unión de la Acción Femenina; Jousour del Foro de las Mujeres Marroquíes y la Red Amazigh de la Ciudadanía.



*Tercero*  
*Recomendaciones de la Instancia*  
*Equidad y Reconciliación*

## Primero: El marco general de las recomendaciones

Con el fin de elaborar sus recomendaciones que culminaron la publicación de su informe final, la Instancia Equidad y Reconciliación se ha basado en las siguientes fundamentos:

- ✧ La opción del Estado de promover y proteger los derechos humanos, en el marco y del contexto de la transición democrática del país;
- ✧ La consolidación del proceso de reformas en curso en diversos ámbitos y campos relacionados con los derechos humanos;
- ✧ Las disposiciones de los estatutos de la IER que prevén la presentación de recomendaciones y propuestas sobre las garantías de prevención y de no repetición, y las medidas de reparación de los perjuicios y de los impactos de las violaciones, así como la restauración de un clima de confianza en el respeto del derecho.

Asimismo, las recomendaciones de la Instancia en aplicación de los principios antes citados, se han fundamentado en los siguientes elementos:

- ✧ La voluntad política del Estado de hacer de la democracia, de la promoción de la cultura de los derechos humanos y deberes del Hombre, y del espíritu ciudadano, el mejor medio de inmunizar la sociedad contra el extremismo y el terrorismo, de liberar las energías de tal forma para mantener a todos los marroquíes en perfecta simbiosis con las aspiraciones de su patria y de subrayar sus desafíos en el ámbito interno y externo;
- ✧ El llamamiento Real a favor de la reforma de la justicia, con el fin de garantizar su inviolabilidad y velar a que sus decisiones tengan como objetivo la equidad, lejos de cualquier tipo de presión material o moral, y hacer de su independencia un principio democrático que garantice su buen funcionamiento, su constitucionalidad, la primacía de la ley, la igualdad de todos ante la Ley en cualquier circunstancia;
- ✧ Las dimensiones humanas de la Iniciativa Nacional para el Desarrollo Humano, que se basa sobre los principios de democracia política, eficacia económica, cohesión social, trabajo y esfuerzo, proporcionando al ciudadano un mejor aprovechamiento de sus habilidades y capacidades;
- ✧ El arraigo constitucional de Marruecos en lo que respecta a los derechos humanos, tal y como han sido universalmente reconocidos, gracias a las dos revisiones constitucionales realizadas en los años 90;
- ✧ La continuación del proceso de modernización y actualización del arsenal jurídico relativo a los derechos y libertades individuales y colectivas, a fin de consagrar los derechos humanos en cuanto a los fundamentos y garantías en las leyes generales y específicas;

- ✧ El lanzamiento de la modernización de la legislación penal mediante la adopción de los principios y de las garantías en los procedimientos, y la apertura de un debate nacional sobre las opciones y fundamentos que deben ponerse en marcha en materia de política penal;
- ✧ La revisión, en cuanto a la forma y el contenido, del Código de Familia, que concilió las normas universales relativas a los derechos humanos con los valores de justicia e igualdad y los objetivos de la Chariaâ (jurisprudencia) islámica tolerante, garantizando así los derechos de la mujer y de los niños, y reforzando los fundamentos de la familia sobre la base de los principios de justicia y equidad;
- ✧ La rehabilitación de los derechos culturales y la lengua Amazig, como uno de los componentes de la identidad nacional;
- ✧ La reafirmación política de la necesidad de distinguir entre los poderes a nivel de la Administración y del Estado, y de poner a disposición de los ciudadanos, los medios de recurso rápidos y eficaces para defender sus derechos, gracias a la adopción de un nuevo concepto de autoridad en las relaciones cotidianas con la administración, y la instauración de los tribunales administrativos;
- ✧ El establecimiento de los mecanismos de intermediación e intervención para proteger los derechos humanos contra las violaciones o prevenirlas.

Al recordar estos grandes logros, que se tradujeron en la entrada en vigor de leyes, instrumentos, programas y talleres nacionales, la IER aspira a que las recomendaciones y propuestas que coronan su informe final constituyan una contribución suplementaria en el proceso tendente al, arraigo de los principios de los derechos humanos en la sociedad, y a consolidar la democracia y reforzar el Estado de derecho.

A partir de estas consideraciones, la IER ha sido plenamente consciente de que las propuestas presentadas en el marco de la misión que le es atribuida y de las competencias dispuestas en sus estatutos, no pretende más que presentar ideas que contienen principios y fundamentos, así como instrumentos que se refieren a normas y vías capaces de consolidar las garantías legales, que puedan ser útiles a las autoridades competentes a la hora de constituir, suprimir o perfeccionar su trabajo.

## **Segundo : Referencias y metodología de acción adoptadas en la elaboración de las recomendaciones**

En el marco de la elaboración de las recomendaciones, además de lo anteriormente mencionado en cuanto a la voluntad política y al proceso de reformas en curso, la IER se ha apoyado en las siguientes referencias de base:

- ✧ Las normas internacionales relativas a los derechos humanos, y al aprovechamiento de las experiencias de justicia de transición en el mundo, así como los avances registrados en el marco de las Naciones Unidas o de las instancias parlamentarias internacionales con respecto a la correlación que existe entre derechos humanos y democracia;
- ✧ Las conclusiones de la experiencia marroquí acerca de las graves violaciones de derechos humanos cometidas en el pasado, desde el punto de vista de sus tipos, grados y responsabilidades institucionales relacionadas con las mismas, así como en las especificidades de los dominios del derecho, de la justicia y de la gobernanza de la seguridad;
- ✧ Los estudios e investigaciones científicos relativos a los textos legislativos y reglamentarios relacionados con los derechos humanos, o aquellos que podrían tener algún efecto, negativo o positivo, sobre su respeto y su ejercicio. Esta dinámica permitió subrayar las insuficiencias y las lagunas tanto a nivel de las garantías como de los procedimientos;
- ✧ Los estudios que permitieron subrayar la necesidad de reforzar las prerrogativas y las funciones de las instituciones directamente afectadas o que intervienen en el ámbito de los derechos humanos, en el marco de la realización de sus misiones;
- ✧ Los encuentros de debate y concertación con los partidos políticos, las organizaciones no gubernamentales concernidas y los representantes de los poderes públicos, que permitieron a la Instancia recibir, comparar y utilizar las diversas propuestas sobre el tema que le parecieron pertinentes;
- ✧ La realización de profundos debates entre los miembros de la IER, durante las sesiones plenarias y las de los grupos de trabajo, las de sus comisiones especializadas y las de sus expertos hasta la validación de las recomendaciones.

### **Tercero: Principales ámbitos de las reformas recomendadas**

#### **1. La consolidación de las garantías constitucionales de protección de los derechos humanos**

La IER es consciente de que no le compete posicionarse sobre los puntos de vista, eminentemente políticos o partidarios, expresados en el debate público sobre la revisión de la constitución.

Tomando en consideración que los dos poderes a los que la Constitución ha otorgado expresamente la iniciativa de revisión y la autoridad de enmienda, son Su Majestad el Rey y el Parlamento, las sugerencias que la IER considera

enmarcar dentro de su mandato y que la Instancia piensa que deben ser tomados en consideración en cuanto a la revisión constitucional, son los siguientes:

- ❖ La consolidación del respeto de los derechos humanos y la mejora de la gobernanza de seguridad, sobre todo en situaciones de crisis;
- ❖ El refuerzo del arraigo constitucional de los derechos humanos por parte de Marruecos, tal y como quedan reconocidos universalmente, a través de la consagración explícita del principio de la primacía de las convenciones y acuerdos internacionales de derechos humanos y de derecho internacional humanitario en relación con las leyes y normas internas;
- ❖ La clara referencia en la Constitución de las libertades y derechos fundamentales, tales como las libertades de circulación, de expresión, de manifestación, de organización sindical y política, de reunión y de huelga, así como los principios del secreto de la correspondencia, la inviolabilidad del domicilio y el respeto de la vida privada. Estas libertades y derechos fundamentales deberían ser suficientemente protegidos contra la improvisación de la actividad legislativa, reglamentaria y administrativa ordinaria. Convendría principalmente prever la obligación para el legislador él mismo, cuando es llamado a organizar su ejercicio, a recoger además de las garantías ya existentes, otras garantías de procedimiento judicial razonable, e instaurar vías de recurso inmediatas, a la disposición de los ciudadanos que consideren que sus derechos y libertades han sido de alguna manera vulnerados;
- ❖ El refuerzo de las garantías constitucionales de la igualdad, consignando la igualdad entre los hombres y las mujeres en los derechos políticos, económicos, sociales y culturales;
- ❖ El refuerzo del control de la constitucionalidad de las leyes y de los reglamentos autónomos del ejecutivo, previendo en la Constitución el derecho de un individuo a prevalerse de una excepción de inconstitucionalidad de una ley, o de un reglamento autónomo; en cuyo caso el Consejo Constitucional será cuestionado por el tribunal para decidir sobre esta cuestión, y todo ello en las condiciones determinadas para prevenir la invocación abusiva de la inconstitucionalidad, garantizando al mismo tiempo el derecho de la minoría parlamentaria;
- ❖ La incriminación de la práctica de la desaparición forzosa y de la detención arbitraria, el genocidio y otros crímenes contra la humanidad, así como la tortura y cualquier forma de tratamiento y castigo severos, inhumanos y degradantes;



- ❖ La prohibición en la Constitución de todas las formas de discriminación condenadas internacionalmente, así como todas las formas de incitación al racismo, a la xenofobia, a la violencia y al odio;
- ❖ El establecimiento constitucional del principio de presunción de inocencia y la garantía del derecho de todo acusado a un juicio justo;
- ❖ El refuerzo del principio constitucional de separación de poderes, sobre todo en lo que se refiere a la independencia de la justicia y al estatuto de la magistratura, prohibiendo explícitamente cualquier intervención del poder ejecutivo en la organización y el funcionamiento de la justicia;
- ❖ El refuerzo de las garantías constitucionales relativas a la independencia del Consejo Superior de la Magistratura. La IER propone que su Estatuto sea aprobado mediante una ley orgánica en virtud de la cual su composición y su misión serán revisadas a fin de garantizar una representatividad de otros sectores que la magistratura, dándole autonomía desde el punto de vista humano y financiero, otorgándole amplias prerrogativas en materia de organización y de regularización de la profesión, de su deontología, de la evaluación de los magistrados y de las medidas disciplinarias a su encuentro, y confiriéndole la misión de elaborar un informe anual sobre el funcionamiento de la justicia;
- ❖ Promover la gobernanza de seguridad desde el punto de vista del refuerzo de la seguridad y del mantenimiento del orden público, tanto en circunstancias normales como en momentos de crisis;
- ❖ Clarificar y reforzar las prerrogativas de investigación e indagación del Parlamento en lo referente al respecto de los derechos humanos, averiguando cualquier hecho que pueda demostrar la existencia de graves violaciones, obligándole a crear comisiones de investigación con amplias competencias en todos los casos en que se constaten violaciones de los derechos humanos o la notoria exposición de los mismos a la violación, otorgando al mismo tiempo a la minoría parlamentaria el derecho de constituir dichas comisiones;
- ❖ Reconocer la responsabilidad del gobierno en la protección de los derechos humanos y de la preservación de la seguridad, del orden y de la seguridad pública;
- ❖ Constituir una comisión de alto nivel, compuesta por constitucionalistas, juristas y especialistas en derechos humanos, a la que se asignará la misión de examinar el conjunto de los requisitos y de las implicaciones de la supremacía del derecho internacional de los derechos humanos, y de formular las propuestas para la coherencia de las leyes nacionales y las convenciones internacionales relativas a los derechos humanos ratificados por Marruecos.

## **2. Proseguir la adhesión a las convenciones internacionales de derechos humanos**

- ❖ Ratificación del protocolo segundo de carácter opcional, anexo al Pacto Internacional relativo a los Derechos Civiles y Políticos, relativo a la prohibición de la pena capital;
- ❖ Ratificación del protocolo opcional anexo a la Convención sobre la eliminación de todas las formas de discriminación contra las mujeres, suprimiendo las reservas emitidas por Marruecos con respecto a determinadas disposiciones de la mencionada convención;
- ❖ Ratificación del estatuto del Tribunal Penal Internacional para completar la firma del mismo por Marruecos, examinando las dificultades planteadas.

## **3. La consolidación de la protección legal y judicial de los derechos humanos**

### **3.1. Refuerzo jurídico de los derechos y libertades individuales y colectivas**

- ❖ La determinación precisa de los procedimientos y mecanismos jurídicos previos y ulteriores, susceptibles de garantizar el equilibrio entre la necesidad de ampliar los ámbitos de la libertad y la protección de la dignidad y la vida privada de los individuos, y los requisitos de la lucha contra el terrorismo, el odio, la violencia y la discriminación;
- ❖ Reforzar el control judicial tras la pronunciación de las sentencias;
- ❖ Precisar las vías para reforzar, habilitar y mejorar la autoorganización de las instituciones profesionales, sobre todo con relación a la deontología y a las normas de resolución de las controversias internas.

### **3.2. Las graves violaciones de los derechos humanos**

Adaptación de la legislación penal nacional, a los pactos y compromisos de nuestro país, en lo que se refiere a las normas internacionales y a los crímenes de desaparición forzosa y detención arbitraria, sobre todo mediante:

- ❖ La integración en el derecho penal marroquí, de las definiciones, calificaciones y elementos constitutivos de estos crímenes, tal y como aparecen descritos en las convenciones internacionales;
- ❖ La integración de los elementos de la responsabilidad relacionados con dichos crímenes, así como las penas previstas, tal y como aparecen definidas universalmente;

- ✧ La aplicación de penas más duras contra los autores de las violaciones y sus cómplices, sea cual sea su grado, situación, función, relación con los actos restrictivos de las libertades y la aplicación de las leyes a sus subordinados y a quienes presten por las funciones que desempeñan asistencia; además de toda persona que encubra o se abstenga de dar informaciones relativas a los crímenes de desaparición forzosa, de detención arbitraria y de tortura;
- ✧ El deber de los funcionarios públicos, agentes de autoridad y auxiliares de obedecer las órdenes de sus superiores, el deber de comunicar toda información sobre la comisión o la tentativa de comisión de los crímenes antes mencionados, cualquiera que fuera la autoridad que lo haya ordenado;
- ✧ Establecer vías de recursos judiciales específicos para la protección contra dichos abusos en beneficio de las víctimas directas de las graves violaciones de derechos humanos y, en su defecto, de sus causahabientes, tanto en lo que respecta a la audición a lo largo de la investigación, y el derecho de constituirse como parte civil, en lo que respecta a la rehabilitación y reparación de los perjuicios.
- ✧ La Instancia Equidad y Reconciliación recibió con sumo interés la iniciativa del gobierno de preparar un proyecto de ley que penaliza la tortura, en aplicación de la recomendación del Consejo Consultivo de los Derechos Humanos, y el paso dado por el Parlamento para aprobarlo, con la perspectiva de su publicación oficial, así como estima necesario reforzar las disposiciones conforme a lo que procede.

#### **4. Elaboración de una estrategia nacional de lucha contra la impunidad**

- ✧ A partir de los resultados incluidos en su informe final, la Instancia Equidad y Reconciliación hace un llamamiento para la elaboración de una estrategia nacional desarrollada, integrada y multidimensional, para combatir la impunidad. Esta estrategia, basada en las disposiciones legislativas protectoras y conforme a los criterios internacionales y las exigencias de la consolidación del proceso de democratización en curso en el país, en un marco donde intervengan todas las partes legales, judiciales, civiles, educativas y sociales, a través de programas que tengan por objetivo hacer frente, proteger, sensibilizar, instruir y formar, así como garantizar medidas represivas eficaces y un control transparente y justo, con el fin de acabar con toda impunidad.

## 5. La renovación de la política y la legislación penales

- ❖ Poner en práctica los resultados del diálogo nacional, que se inició con ocasión del coloquio sobre la política penal en Marruecos, celebrado en la ciudad de Mequines los días 9, 10 y 11 de diciembre de 2004, y cuyas conclusiones y recomendaciones son una excelente plataforma para poder materializar la reforma de la política penal del país, sobre todo, en lo que se refiere a la detención, a las penas privativas de libertad y a las sanciones alternativas, así como a las alternativas a la acusación pública, a las garantías de protección y ayuda a las víctimas, a la asistencia a los grupos más vulnerables, y también a los mecanismos de la justicia penal;
- ❖ Reforzar la última revisión de la Ley de Enjuiciamiento Criminal, mediante la inserción de disposiciones adicionales y otras complementarias, en lo referente a la consagración del respeto de los derechos humanos, el cambio de una justicia acusatoria a una justicia de instrucción, la corrección de las disfunciones de la práctica penal, que dificultaron la labor de los profesionales;
- ❖ Reforzar la última revisión del Código Penal, introduciendo una definición clara y precisa del concepto de violencia contra las mujeres, conforme a las normas internacionales en la materia, el endurecimiento de las penas en caso de cualquier tipo de violencia contra las mujeres, incluida la violación por parte de los agentes públicos encargados de cumplir las leyes, así como ampliar el ámbito de la penalización del acoso sexual para que abarque todos los ámbitos (en lugar de limitarlo al ámbito laboral, como prevén las últimas modificaciones), y la obligación de poner a las mujeres en situación de detención (garde à vue) bajo la vigilancia de otras mujeres;
- ❖ Llevar a la práctica las recomendaciones del Consejo Consultivo de los Derechos Humanos, recogidas en su informe sobre la situación de los establecimientos penitenciarios, en lo que se refiere a la ampliación de las competencias del juez encargado de la ejecución de las penas, así como aplicar el régimen de la libertad condicional, el control judicial y la elaboración de las disposiciones relativas a los procedimientos y criterios en materia de indulto.

## 6. Habilitación de la justicia y el refuerzo de su independencia

Además de lo mencionado anteriormente acerca del refuerzo constitucional del poder judicial, la IER recomienda:

- ❖ Separar la función del ministro de justicia del Consejo Superior de la Magistratura;
- ❖ Establecer el Consejo Superior de la Magistratura en la sede del Tribunal Supremo en Rabat;
- ❖ Promover la aceleración del ritmo de la reforma judicial;
- ❖ Continuar con la modernización de los tribunales;
- ❖ Incentivar a los jueces y a los auxiliares de la justicia, otorgándoles formación continua y realizando una evaluación regular de sus actividades;
- ❖ Continuar con los proyectos organizativos de las distintas profesiones judiciales, otorgándoles la capacidad para el autocontrol de sus asuntos, desde el punto de vista de los derechos, deberes y deontología;
- ❖ Revisar la organización y competencias del ministerio de Justicia, de modo que permita evitar cualquier injerencia o influencia del aparato administrativo en el curso de la justicia y de los juicios;
- ❖ Penalizar la intervención de la autoridad administrativa en la actividad judicial;
- ❖ Endurecer las sanciones penales contra cualquier perturbación o injerencia en el carácter inviolable e independiente de la justicia.

## **7. La puesta en marcha de las recomendaciones del Consejo Consultivo de los Derechos Humanos sobre los establecimientos penitenciarios.**

- ❖ Llevar a la práctica las recomendaciones del Consejo Consultivo de los Derechos Humanos, recogidas en su informe del año 2004, sobre la situación en los establecimientos penitenciarios para mejorar las condiciones en dichos centros;
- ❖ El ministerio de Justicia, debe informar el citado consejo acerca de la puesta en marcha de dicha puesta en práctica y las dificultades que conoce, así como sus motivos;
- ❖ Crear un consejo administrativo reducido, compuesto por jueces, educadores y especialistas en la materia, que se encargue de opinar sobre la gestión financiera, organizativa, de seguridad y de los recursos humanos, así como sobre la elección y nombramiento de los directores de prisiones en los puestos adecuados y la valoración de la marcha de la institución.

## **8. Racionalización de la gobernanza de la seguridad**

### **8.1. La responsabilidad gubernamental en el ámbito de la seguridad**

- ❖ Poner en marcha los impactos de la norma que dicta que "El gobierno es responsable de manera solidaria" de las operaciones de seguridad, del mantenimiento del orden público, de la protección de la democracia y de los derechos humanos, y debe informar al público y al parlamento, de

cualquier acontecimiento que haya requerido la intervención de la fuerza pública, así como revelar rigurosamente las circunstancias, las operaciones iniciadas, sus resultados, las responsabilidades y las medidas correctivas que podían eventualmente ser adoptadas.

## **8.2. El control y la investigación parlamentarios en el ámbito de la seguridad**

- ❖ La puesta en práctica por parte de los partidos políticos representados en el Parlamento, del principio de su responsabilidad política y legislativa en lo que se refiere a la protección de los derechos humanos y las libertades fundamentales de los ciudadanos, cada vez que tengan lugar alegaciones sobre el acaecimiento de graves violaciones de los derechos humanos, o graves actos que afecten o amenacen los valores de la sociedad y sus opciones democráticas;
- ❖ Reforzar el trabajo de las comisiones de investigación parlamentaria, mediante la intervención de peritos jurídicos y expertos en materia de seguridad, para ayudarlos en la elaboración de informes objetivos y pertinentes, lejos de las consideraciones políticas;
- ❖ Reforzar el mecanismo de las preguntas parlamentarias y de las audiciones directas, en lo que se refiere a la responsabilidad del mantenimiento de la seguridad y del orden público;
- ❖ Ampliar el ejercicio parlamentario de interrogar y escuchar, para que abarque, además de los ministros encargados de la seguridad y de la justicia, a todos los responsables directos de los órganos de seguridad y de las operaciones de disuasión, a escala nacional, provincial y local.

## **8.3. Situación y organización de los servicios de seguridad**

- ❖ Clarificación y publicación del marco jurídico y de los textos reglamentarios relativos a las atribuciones, a la organización del proceso de toma de decisión en materia de seguridad, así como las vías de intervención durante las operaciones, los sistemas de control y de evaluación de todos los aparatos de seguridad y de información y de las autoridades administrativas encargadas del mantenimiento del orden público, o aquellas que detentan el uso de la fuerza pública.

## **8.4. Control nacional de las políticas y de las intervenciones de seguridad**

- ❖ La normalización de estas operaciones debería incluir la calificación y la clasificación de los casos de crisis de seguridad, las condiciones y las tecnologías de intervención durante los mismos, en función de cada caso,



así como los medios de control y de elaboración de los informes sobre las intervenciones de seguridad;

- ✧ La supervisión política de las operaciones de seguridad y de mantenimiento del orden público debe ser instantánea y transparente mediante la publicación de informes acerca de las operaciones de seguridad y las pérdidas que ocasionaron, así como las causas que las motivaron y las medidas correctoras tomadas.

### **8.5. El control regional y local de las operaciones de seguridad y de mantenimiento del orden**

- ✧ Las operaciones de seguridad y las intervenciones de la fuerza pública como respuesta a las peticiones de las autoridades provinciales y locales tendrían que estar bajo la supervisión inmediata de las comisiones locales o provinciales de observación y de control, incluyendo juristas y representantes elegidos por la población de las zonas de intervención interesadas, además de los representantes de la autoridad;
- ✧ Después de cada operación de este tipo, publicar un informe detallado sobre los acontecimientos, operaciones, resultados y motivos que causaron los eventos.

### **8.6. Normas y límites de uso de la fuerza**

- ✧ La obligación de todo órgano o agente de la autoridad o de seguridad, de conservar todo cuanto pueda documentar el informe de intervención o de recurso a la fuerza pública, además de guardar los informes, avisos y correspondencias relacionadas con los mismos;
- ✧ La anulación de las órdenes e instrucciones orales, salvo en caso de peligro grave e inminente, a condición de seguir las órdenes escritas y firmadas para confirmar las primeras;
- ✧ Rigurosos castigos administrativos y penales contra quien se demuestre que haya disimulado la existencia de pérdidas humanas o materiales resultantes del uso excesivo de la fuerza pública, o haya falsificado, destruido u ocultado los excesos ocurridos o los documentos relativos a los mismos.

### **8.7. Formación continua de los auxiliares de la autoridad y de la seguridad en el ámbito de los derechos humanos**

- ✧ Establecimiento de programas sobre la formación inicial y continua en el ámbito de los derechos humanos, de la cultura ciudadana y de la igualdad, en beneficio de los responsables y agentes de la seguridad y a los encargados del mantenimiento del orden, sobre la base de las normas

internacionales y de las legislaciones nacionales relativos a los derechos humanos;

- ✧ Elaboración y publicación permanente de manuales y soportes didácticos con el objetivo de concienciar y sensibilizar a los distintos responsables y agentes de seguridad, respecto a las normas de buena gobernanza, en lo que se refiere a la seguridad y al respeto de los derechos humanos.

## **9. Promoción de los derechos humanos mediante la educación y la sensibilización**

La IER, pide que se establezca un plan nacional integrado y a largo plazo, en este dominio, sobre la base de las consultas nacionales, en curso, bajo la iniciativa del Consejo Consultivo de los Derechos Humanos sobre el plan nacional de educación y promoción de los derechos humanos. En este sentido, la IER considera que las prioridades a tomar en materia de promoción de la cultura de los derechos humanos consisten principalmente en lo siguiente:

- ✧ Incluir la lucha contra el analfabetismo y la educación irregular en el programa nacional de educación en el ámbito de los derechos humanos;
- ✧ Generalizar y reforzar la experiencia de los clubs ciudadanos en los institutos de enseñanza y garantizar una coordinación entre los mismos;
- ✧ Establecer los principios de derechos humanos en tanto que referencia a la hora de elaborar y publicar los manuales de enseñanza;
- ✧ Incluir la dimensión de género en los diferentes niveles de estudio y enseñanza así como en los manuales escolares;
- ✧ Promover las unidades de formación e investigación en los ámbitos de los derechos humanos dentro de las universidades, los programas de la UNESCO y de los grupos de investigación, y generalizar estas experiencias en todas las universidades marroquíes;
- ✧ Inscribir la formación, la formación continua y los programas de sensibilización en materia de derechos humanos dentro de plan de acción destinado a consolidar los principios de los derechos humanos en materia de educación y enseñanza, así como la puesta en marcha de programas paralelos en las políticas de los servicios gubernamentales competentes en materia de promoción de los derechos humanos;
- ✧ Desarrollar las cualidades y las capacidades institucionales de las organizaciones no gubernamentales que operan en el ámbito de defensa de los derechos humanos así como desarrollar la profesionalidad de sus equipos de trabajo, e implicar su participación en tanto que socio indispensable a la hora de poner en marcha cualquier política, plan o



programa destinado a promover la cultura de los derechos humanos, así como garantizar la efectividad y la continuidad de este partenariado;

- ❖ Fundamentar la cultura de los derechos humanos en la cultura nacional con sus diferentes componentes, mediante la realización de investigaciones, la celebración de coloquios, seminarios y conferencias, supervisando jornadas de formación y publicando revistas de interés en esta materia;
- ❖ Renovación del pensamiento religioso, reforma de la enseñanza religiosa, y la difusión de la cultura de los derechos humanos a través de los medios de comunicación audiovisuales, la literatura y las artes.

## **10. La investigación científica relativa a la historia pasada y contemporánea de Marruecos**

- ❖ Conservar todos los archivos nacionales y coordinar su organización entre todas las partes interesadas. En este sentido, una ley debe ser elaborada para regularizar las condiciones de su consultación, y las sanciones consecutivas a su destrucción;
- ❖ Llevar a cabo una revisión gradual del contenido de los programas de la enseñanza de la historia de Marruecos;
- ❖ Atribuir al Instituto, cuya creación fue recomendada, además de las misiones que le fueron asignadas, todo aquello que tenga relación con la documentación, investigación y publicación, acerca de los acontecimientos históricos relacionados con las graves violaciones pasadas de los derechos humanos, al desarrollo de las cuestiones de derechos humanos y la reforma democrática.

## **11. Competencia del CCDH en el ámbito de la lucha contra las violaciones**

- ❖ Refuerzo de las competencias del CCDH en lo que se refiere al proceso de oficio o a petición de parte, en el ámbito de las investigaciones y de la información sobre las violaciones de los derechos humanos;
- ❖ Seguimiento del desarrollo de los juicios;
- ❖ Aumentar el nivel de cooperación entre los poderes públicos, en lo que se refiere a las investigaciones conducidas por el Consejo, poner a su disposición las informaciones e informes en esta materia, y mantenerlo informado de las medidas correctivas tomadas en este sentido.

#### **Cuarto : El marco de presentación del Informe final que recoge las recomendaciones**

- ❖ Considerar el Informe como un documento nacional de referencia, que debería ser integrado en el sistema educativo general, en la formación profesional y en la formación continua de los agentes de autoridad y de seguridad, así como los jueces, auxiliares de justicia, abogados y funcionarios de las instituciones penitenciarias;
- ❖ Organización de actividades de carácter mediático y pedagógico para presentar el Informe al conjunto de los ciudadanos;
- ❖ Organización de conferencias y foros para presentar el informe y debatirlo a nivel internacional, y con el fin de dar a conocer la experiencia marroquí en el ámbito de la verdad y de la reconciliación;
- ❖ Organización de una manifestación nacional, en homenaje a las mujeres víctimas de las graves violaciones pasadas de los derechos humanos, y en reconocimiento de los sufrimientos, dolores y sacrificios que padecieron.

#### **Quinto : Seguimiento de la aplicación de las recomendaciones de la IER**

- ❖ Creación, en el seno del CCDH, de una comisión de seguimiento de la aplicación de las recomendaciones de la IER, en los ámbitos de la verdad, la reparación de los perjuicios y de las garantías de no repetición. Esta comisión será dotada de amplios poderes y competencias para entrar en contacto con todas las autoridades y partes afectadas, y presentará un informe periódico sobre los resultados de su actividad, donde se incluyan los progresos conseguidos o el retraso registrado en este ámbito. El Consejo obrará igualmente por integrar este informe en su informe anual sobre el estado de los derechos humanos en Marruecos;
- ❖ Creación, en el sí del gobierno de una comisión interministerial de seguimiento de la aplicación de las recomendaciones de la Instancia, donde se hallen representados principalmente los ministerios del Interior, de Justicia, de Cultura, de Información, de Educación y de Formación profesional;
- ❖ Continuación de la puesta en marcha de los resultados de la actividad de la IER en el ámbito de la reparación, a través de un mecanismo de seguimiento que se encargue de redactar oficialmente las decisiones de indemnización, así como los procedimientos de comunicación de las víctimas, y la remisión al gobierno para su ejecución, y también velar por la puesta en práctica de las recomendaciones de la IER en el ámbito de las modalidades de reparación;

- ✧ Creación de comisiones técnicas para el seguimiento y aplicación de los proyectos de reparación a nivel colectivo, donde estén representados los sectores y servicios afectados. Dichas comisiones deberán mantener informado al gobierno y a la comisión de seguimiento del CCDH, de manera periódica, de los resultados de sus trabajos;
- ✧ Creación de comisiones mixtas de seguimiento, compuestas por representantes electos, autoridades locales, organizaciones no gubernamentales y servicios técnicos gubernamentales implicados, encargadas del seguimiento de la ejecución de los proyectos propuestos a nivel colectivo, provincial y regional, y de presentar informes periódicos sobre los resultados de su trabajo al gobierno y a la comisión de seguimiento emanada del Consejo arriba mencionado.

### **Sexto : Conservación y organización de la utilización de los archivos de la IER**

- ✧ Los archivos de la IER son entregados al CCDH, quien se encargará de organizarlos y de determinar las modalidades y condiciones de su consulta.

### **Séptimo : La presentación pública de las disculpas oficiales**

- ✧ La IER recomienda que, tras presentar su Informe final, el Primer Ministro haga una declaración ante el Parlamento, en la que se presentarán disculpas oficiales en nombre del Gobierno por la responsabilidad del Estado en las graves violaciones de derechos humanos cometidas en el pasado.

### **Octavo: Garantizar la cobertura sanitaria de las víctimas**

- ✧ La IER recomienda garantizar la cobertura sanitaria básica para las personas víctimas de las graves violaciones de derechos humanos, en virtud de la ley 65-00;
- ✧ Propone asimismo que dichas personas sean integradas, en una primera etapa, según el artículo 2º de esta ley, como pensionistas, a los que el Estado se encargará de sufragar los gastos sanitarios;
- ✧ En una segunda etapa, el CCDH puede contribuir en la elaboración de un proyecto de modificación en este caso, de acuerdo con las partes implicadas, en virtud del cual, se procederá claramente a la integración de la categoría mencionada, en el marco de esta ley;
- ✧ La creación de un organismo permanente para la orientación y la ayuda de las víctimas, con rango de centro de referencia especializado en la

asistencia de las víctimas de las violaciones y de los malos tratos, conforme a las siguientes propuestas:

- La designación de “un médico coordinador a nivel nacional” y otro “médico coordinador a nivel regional”, ambos dependientes del ministerio de salud, sobretodo en las provincias y en las prefecturas donde exista un mayor número de las víctimas;
  - El centro llevará a cabo en coordinación con los departamentos concernidos, los trabajos de formación científica de los agentes sanitarios en este ámbito (médicos, enfermeros, asistentes sociales...);
  - El centro velará por realizar los trabajos de consulta y servicios científicos y técnicos en este ámbito a favor de todas las partes e instituciones concernidas, tanto a nivel nacional como internacional;
  - Vista la necesidad imperante de un organismo de esta envergadura en la región de oriente medio y norte África, así como en las demás regiones, este centro podrá desempeñar un papel principal en tanto que centro de referencia en la región. Algunas de las organizaciones internacionales y de las asociaciones regionales mostraron su disposición para apoyar este tipo de proyecto.
- ✧ En base a los estudios y las investigaciones llevadas a cabo por la IER, en cuanto al aspecto sanitario de las víctimas, ha sido constatado que existe una categoría de víctimas que requieren un interés especial, vista su situación médica y social, lo que implica su inmediato y urgente tratamiento médico en centros médicos especializados.

### **Noveno : Consolidación del respeto de los derechos e intereses de las comunidades marroquíes residentes en el extranjero**

- ✧ La IER elogia las órdenes dadas por Su Majestad el Rey Mohammed VI al Gobierno, que estipulan la necesidad de garantizar una participación plena y global de los emigrantes marroquíes en los próximos comicios electorales nacionales, así como la creación del Consejo Superior de los Marroquíes Residentes en el Extranjero;
- ✧ La IER considera que el establecimiento de un plan político que respete los derechos e intereses de las comunidades marroquíes residentes en el extranjero, requiere la consulta y la coordinación entre el Consejo, prevista su creación, y el conjunto de las asociaciones y actores de esta comunidad, por una parte, y el gobierno, por otra;
- ✧ La IER recomienda la creación de un museo nacional de la emigración, que conserve la memoria de los emigrantes y su contribución a la historia;

- ✧ En espera de que ello sea realizado, la IER exige la congelación, en todas las instituciones públicas o semipúblicas, de las actividades de las asociaciones (widadiyat) que, de una u otra forma, desempeñaron un papel en la violación de los derechos de los emigrantes;
- ✧ La IER recomienda también a la comisión encargada del seguimiento de las operaciones de indemnización velar por el arreglo de los problemas de los ciudadanos expatriados y que todavía no han regresado a su patria, centrándose principalmente en la resolución de los problemas administrativos a los que se ven enfrentados.

### **Décimo : Completar el proceso de promoción y protección de los derechos de la mujer**

- ✧ Consolidar y reforzar los importantes logros realizados en el ámbito de la promoción de los derechos de la mujer, y completar el proceso de las reformas emprendidas en este ámbito, a través del establecimiento de una estrategia nacional global, integrada y prospectiva, que tenga por objetivo la calificación y la habilitación de las mujeres, permitiéndoles acabar con la fragilidad de su situación, mediante la lucha contra el analfabetismo, la pobreza, la discriminación y la violencia, y también a través del impulso de su participación en la vida pública y en la elaboración de las decisiones mediante el refuerzo de las iniciativas emprendidas;
- ✧ Creación de un mecanismo nacional para la promoción y protección de los derechos de las mujeres y el seguimiento de la aplicación de las políticas públicas en este ámbito, otorgándoles las competencias y los medios necesarios para realizar sus funciones;
- ✧ Consolidación institucional y geográfica de los centros de escucha, de asistencia legal y psicológica de las mujeres víctimas de la violencia, así como permitir que beneficien de sus servicios las mujeres víctimas de las violaciones cometidas en el pasado.

### **Decimoprimer: De los secuestrados por el POLISARIO**

Visto que la IER ha recibido varias peticiones sometidas ante ella por los antiguos secuestrados por el POLISARIO, o presentadas por sus derechohabientes, y visto que ha tenido que declarar su incompetencia en la instrucción de estas peticiones conforme a lo previsto en las disposiciones de sus estatutos y que estipulan su competencia únicamente en los actos ilegales cometidos por los funcionarios públicos o por individuos o grupos que actúan en su nombre;

Y considerando los sufrimientos padecidos por los detenidos antes citados y vistos los daños materiales y morales causados, al defender la integridad territorial nacional;

Y en consolidación del espíritu ciudadano y de la solidaridad nacional, la IER ha estimado recomendar la toma de todas las medidas necesarias para la reparación de todos los daños sufridos por los detenidos antes citados y por sus derechohabientes.

### **Decimosegundo: De los casos de los detenidos en el Centro de Tagounit**

Visto que las autoridades públicas habían decidido en 1971 proceder a la detención en Casablanca, sin motivo legal alguno, de varias personas para trasladarlas más adelante hacia Tagounit, donde permanecieron detenidas en un lugar de esa región denominado Ksar Glaui durante aproximadamente dos años y medio;

Considerando el carácter arbitrario de esta detención y la responsabilidad del Estado en la misma, tanto desde el punto de vista legal como desde el punto de vista derechos humanos, y vistas las duras y extremas condiciones en las que fueron practicadas las detenciones y las secuelas que han ocasionados en cuanto a daños materiales y morales;

Visto todo lo antes referido, la IER recomienda tomar todas las medidas necesarias para la reparación de todos los daños sufridos por los detenidos antes citados y por sus derechohabientes.

### **Decimotercero : De las requisiciones y de los encargos durante los incidentes de 1960, 1967 y 1973.**

La IER ha recibido una serie de peticiones relativas a las requisiciones y los encargos que tuvieron lugar durante los incidentes de Azilal, Beni Mellal y Marrkech durante el año 1960, los incidentes de Takfelt durante 1967, y los incidentes de marzo de 1973, en total 1168 peticiones;

Tras los estudios de estos expedientes a la luz de los estatutos de la IER, y tras comprobación de las normas aplicadas a nivel nacional e internacional en materia de requisiciones, a título de ejemplo el Dahir del 10/08/1915 sobre las requisiciones a realizar por necesidades militares, el Dahir del 25/03/1918 sobre la organización de las requisiciones civiles, el Dahir del 16/10/1926 sobre las requisiciones en materia de medios de transporte, el Dahir del 02/12/1929 sobre las requisiciones en los medios de transporte, el Dahir del 18/03/1931 relativo sobre las requisiciones a realizar por necesidades militares, el Dahir del 02/09/1931 sobre los medios de transporte, el Dahir del 26/05/1933 sobre los medios de transporte, el Dahir del 22/07/1938 sobre las requisiciones a realizar

por necesidades militares, el Dahir del 13/09/1938 sobre la organización general del Estado en tiempos de guerra, el Dahir del 19 de junio de 1940 sobre el uso de las personas y de los recursos, el Convenio de la OIT N° 29 relativo a los trabajos forzados, y el Convenio de la OIT n° 105 relativo a la abolición del trabajo forzoso u obligatorio, y los instrumentos internacionales en materia de derechos humanos;

Ha sido constatado que los trabajos encargados a los ciudadanos de las regiones antes citadas por parte de las autoridades públicas están incluidos en el marco de los trabajos forzados y de las requisiciones, y en algunos de los casos - especialmente durante 1967- en el marco de las obras de promoción nacional;

La IER, en este sentido, y conforme previsto en las disposiciones de sus estatutos, ha considerado que los temas relacionados con los trabajos forzados y las requisiciones no entran en el marco de sus competencias;

No obstante, habida cuenta de las reglas de equidad y reconciliación, y considerando los derechos de todas las personas que efectuaron los diferentes encargos y trabajos forzados en unas regiones a menudo marcadas por la exclusión, el abandono y la marginación, la IER recomienda que las autoridades responsables tomen todas las medidas necesarias para la reparación individual y comunitaria de todos los daños ocasionados en estas regiones;

Y por otra parte, las disposiciones de los Dahir y de las decisiones relativas a las requisiciones y a los trabajos forzados deben ser enmendadas en armonía con las normas previstas en las convenciones y los principios internacionales de derechos humanos suscritos por Marruecos según prevé la constitución. En base a ello, la IER recomienda revisar todas las disposiciones y adecuarlas a los principios, derechos y obligaciones que emanan de las normas aplicadas a nivel internacional.

## **Decimocuarto : Del esclarecimiento de la verdad acerca de algunos expedientes pendientes**

### **1. Preservación del archivo**

Convencida de la existencia de registros y documentos consignados ante los diferentes ministerios, administraciones y servicios de seguridad, y consciente de la contribución de estos en esclarecer más la verdad acerca de las graves violaciones de los derechos humanos y en desvelar los diferentes puntos aún no esclarecidos de la historia nacional, y en espera de la puesta en marcha de una política global y ambiciosa en el ámbito de organización del archivo de la nación (objeto de una recomendación especial), la IER ruega a su Majestad el Rey (¡Que Dios lo guarde!) dicte su orden en calidad de protector de las

libertades y de los intereses superiores de la nación, para que el primer ministro proceda y de forma urgente a promulgar un memorando en virtud del cual inste a todos los ministerios, las administraciones públicas y semi-públicas, y a los aparatos y organismos de seguridad, velar por el mantenimiento y la preservación de los archivos, aún en sus estados actuales. La necesidad requiere que el memorando subraye que cualquier acto de destrucción total o parcial de los documentos y los registros oficiales, será castigado y penalizado conforme previsto por la ley.

## **2. Continuación de las investigaciones**

Considerando el derecho de las víctimas y de sus familiares a conocer la verdad, y visto el destacado avance registrado por la IER en materia de investigación de los diferentes expedientes que le han sido sometidos pero que aún no han desembocado en una solución definitiva en relación con los hechos presentados, la IER recomienda la continuación de las investigaciones, en la misma línea y con la misma regularidad adoptadas por la Instancia durante sus trabajos, en cuanto a los elementos probatorios de las violaciones objeto de los expedientes sometidos ante la misma, especialmente en materia de los casos de desapariciones forzosas aún no resueltos, y los fallecimientos registrados en los centros de detención ilegales o durante los acontecimientos sociales.

La IER ha podido una vez finalizados sus trabajos de investigación, elaborar una lista especial de las personas fallecidas en los centros de detención ilegales, no obstante, sigue sin recibir informaciones o datos precisos acerca de sus lugares de inhumación, y en base a ello recomienda lo siguiente:

- ❖ Ofrecer a los derechohabientes de los peticionarios la posibilidad de beneficiar de una indemnización material y de las demás modalidades de reparación conforme a los criterios adoptados en el resto de los casos sometidos ante la Instancia;
- ❖ Continuar las investigaciones para la localización de los lugares de inhumación, con el fin de dar respuesta plena al derecho de los familiares de las víctimas en el conocimiento de la verdad.

## **3. Los acontecimientos sociales**

Visto que el número de los fallecidos debido al uso excesivo y desproporcionado de la fuerza pública constatado en base a las investigaciones de la IER supera en mucho el número de los expedientes sometidos ante esta última en relación con estos acontecimientos, la Instancia recomienda lo siguiente:





- ❖ Facilitar un número verde de contacto ante el Consejo Consultivo de los Derechos Humanos para que las familias que no pudieron depositar sus expedientes ante la Instancia puedan someter sus peticiones de indemnización ante el grupo de trabajo encargado del seguimiento de la aplicación de las recomendaciones de la IER en esta materia, conforme a las mismas condiciones y los mismos criterios elaborados por la Instancia durante su mandato;
- ❖ Facilitar a las familias las informaciones constatadas por la IER y el lugar de inhumación siempre y cuando sea posible.

Las investigaciones llevadas a cabo por la IER han conseguido importantes avances en materia de esclarecimiento de la verdad acerca de las graves violaciones cometidas durante los acontecimientos sociales de 1965, 1981, 1984 y 1990. No obstante sus resultados siguen sin ser definitivos, sobretudo en cuanto al número de las víctimas, la determinación de sus identidades, y la localización de los lugares de inhumación. La IER considera que es el deber de cualquier institución pública (los diferentes organismos de seguridad, los hospitales...) y de todo individuo (sobretudo los agentes de seguridad, el personal médico y el personal de los servicios de depósito de cadáveres ...) que disponga de informaciones o datos aunque sean parciales, capaces de contribuir en el esclarecimiento de la verdad, presentarse ante la comisión encargada de seguimiento ante el Consejo Consultivo de los Derechos para poner a su disposición las informaciones de las que dispongan.

Considerando el importante número de menores y de adolescentes fallecidos durante los acontecimientos sociales, la IER recomienda velar por salvaguardar su recuerdo y su memoria a través de todos los medios posibles, en colaboración con sus familiares y con las colectividades locales concernidas (Los municipios, los establecimientos de enseñanza, las asociaciones de la juventud y de la educación popular). El homenaje a favor de estas víctimas puede tener diferentes formas, dando por ejemplo el nombre de la víctima a los establecimientos de enseñanza, las casas de la juventud, las avenidas, los campos de deporte o a las plazas, o bien celebrando manifestaciones y concentraciones en su recuerdo y en su memoria en los establecimientos educativos organizando en paralelo actividades sobre el tema de los derechos humanos de forma general y sobre los derechos del niño de forma particular.

Conseil Consultatif des Droits de l'Homme

Place Ach-Chouhada - BP 1341

10 040 - Rabat - Maroc

Tél. : +212 (0) 537 722 218 /722 207

Fax :+212 (0) 537 726 856

Site web : [www.ccdh.org.ma](http://www.ccdh.org.ma) • E-mail : [ccdh@ccdh.org.ma](mailto:ccdh@ccdh.org.ma) / [ccdh@menara.ma](mailto:ccdh@menara.ma)